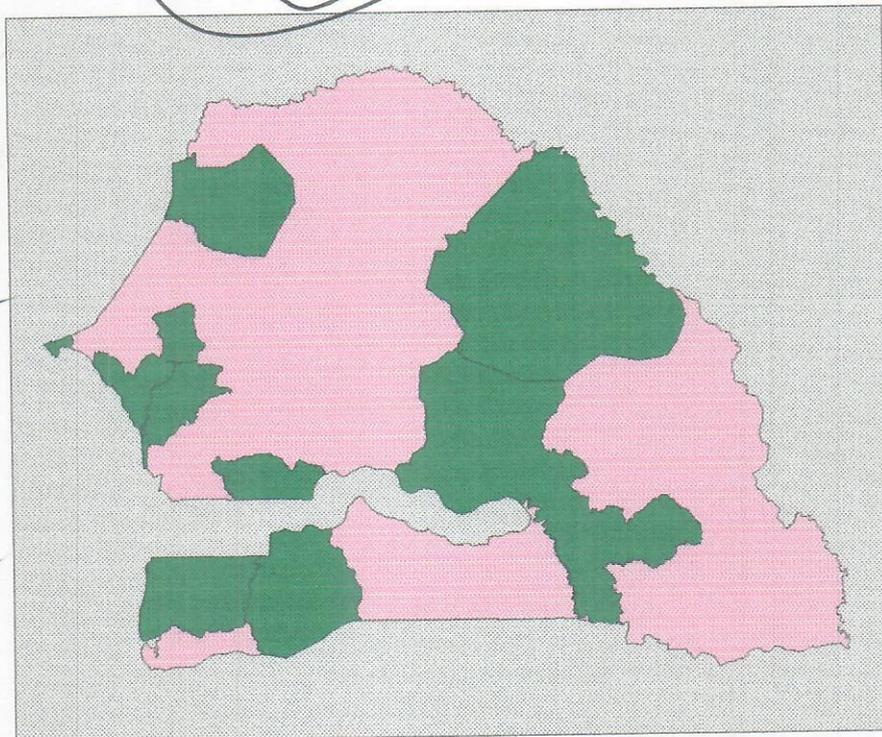


Ministère de l'économie, des
finances et du plan
Direction de la planification

Programme pilote de lutte contre la pauvreté

**Offre technique pour la réalisation de
programmes d'investissements prioritaires
participatifs**

2



Handwritten initials or marks on the left side of the map.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a circled '91'.

Mai 99

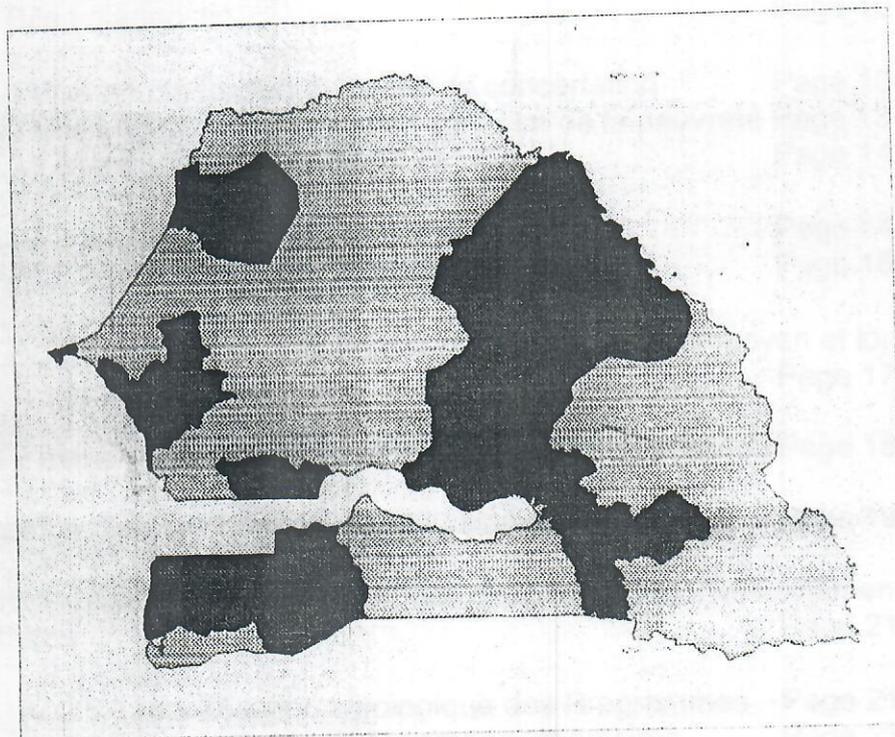
MS & Associés

8, rue Ramez Bourgi BP 24186 , Dakar E.mail masow@sonatel.senet.net Tél 823.89.44 - Fax 823.89.45

Ministère de l'économie, des
finances et du plan
Direction de la planification

Programme pilote de lutte contre la pauvreté

**Offre technique pour la réalisation de
programmes d'investissements prioritaires
participatifs**



Mai 99

MS & Associés
8, rue Ramez Bourgi BP 24186 , Dakar E.mail masow@sonatel.senet.net Tél 823.89.44 - Fax 823.89.45

**A Monsieur le Directeur
Direction de la Planification
MEFP
Dakar**

Dakar le 15 mai 1999

Monsieur le Directeur,

Il nous fait plaisir de vous transmettre ci_joint notre proposition relative à la « FORMULATION DU PROGRAMME PILOTE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PLP) ».

Notre cabinet dispose d'une grande expérience dans l'élaboration de programmes de développement local avec l'appui de méthodologie basée sur l'approche participative.

C'est ainsi que récemment nous avons eu à réaliser les Plans d'aménagement et de gestion de terroirs de plusieurs communautés rurales (Gabou, Moudery, Diawara) dans le Département de Bakel financés par l'USAID à travers le PGCRN, complétés par les plans d'exécution des projets de l'arrondissement de Bandafassy dans le département de Kédougou. Ces exercices ont permis de bâtir de véritables plans locaux participatifs avec des centaines de projets générés, planifiés pour plusieurs villages concernant un bassin de plus de trente mille habitants.

Par ailleurs, notre cabinet a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de l'« Evaluation financière des actions du programme national de lutte contre la pauvreté » financé par le PNUD et piloté par la direction de la planification en 1998.

Nous vous informons aussi que nous avons participé récemment à l'évaluation du Projet d'Organisation et de Gestion villageoise financé par le FIDA et exécuté par le Ministère de l'agriculture

Vous pourrez obtenir toutes les références que vous souhaiteriez auprès des maîtres d'œuvre de ces projets.

En vous souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire Monsieur le directeur à l'assurance de notre considération distinguée.

Malick Sow
Directeur

MS & ASSOCIÉS
BP. 24186 — DAKAR



I. CONTEXTE

La mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel initiés depuis une vingtaine d'années avec le plan de redressement économique et financier et le plan d'ajustement à moyen et long terme, a certes contribué à améliorer les performances économiques du pays, mais, elle a cependant eu comme conséquences sociales l'accentuation et la paupérisation d'une frange importante de la population. Ainsi, les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé, l'emploi, l'accès au logement et aux réseaux d'eau potable ainsi que l'assainissement constituent de sérieux problèmes auxquels la population est de plus en plus confrontée.

Cette situation a été plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain, comme en attestent les chiffres. L'Enquête sur les Priorités réalisée en 1992 par le Ministère de l'Économie des Finances et du Plan définissant le seuil de pauvreté comme étant la dépense nécessaire à l'acquisition de 2400 calories par jour et par personne, montre que 33% de la population sénégalaise est pauvre ; suivant ce même indicateur 75% des ménages pauvres vivent en milieu rural. Il apparaît également que 58% des ménages vivant en milieu rural sont considérés comme véritablement pauvres.

La pauvreté urbaine exprime une vulnérabilité le plus souvent transitoire contrairement à la pauvreté rurale qui serait plutôt structurelle. En ville, la pauvreté est le lot de ménages de grande taille (12 membres contre 7.7 pour les non pauvres) dont le chef a un niveau d'instruction bas, exerce une activité peu ou pas mécanisée et perçoit des revenus incertains.

Ces chefs de ménage sont au chômage (indépendamment du genre et de l'âge) ou sont des opérateurs du secteur dit informel. Le ménage pauvre de la ville effectue 70% de ses dépenses sur des produits alimentaires dominés par le riz, le sucre et l'huile. Les dépenses de santé comptent pour un peu plus de 17% et

l'éducation intervient pour seulement 2%. La dépense alimentaire moyenne des personnes pauvres se situerait à 32% en dessous du minimum vital pour la satisfaction des besoins en calories. La manifestation la plus connue de la pauvreté est la malnutrition des enfants.

Six des dix régions du pays affichent des taux de ménages pauvres au-dessus de la moyenne nationale. La ville de Dakar concentre à elle seule, plus de 50 % des pauvres vivant en milieu urbain, dans l'environnement et le cadre de vie des «quartiers névralgiques » où les conditions de logement sont précaires (absence d'électricité, d'eau et d'hygiène). Ainsi, les ménages pauvres ont particulièrement ressenti l'effet défavorable de l'austérité budgétaire sur la capacité de l'Etat à mettre en place des infrastructures sociales adéquates au rythme de l'urbanisation de la population, notamment au cours des années 80. Le ralentissement de la croissance a ainsi eu une double incidence négative : une influence directe faite de précarité accrue des sources de revenus des pauvres et une influence indirecte réduisant la capacité financière et institutionnelle de l'Etat.

La prise en compte de la dimension sociale de l'ajustement constitue à n'en pas douter une prise de conscience du problème par les autorités et un moyen de corriger les insuffisances et les lacunes qui ont accompagné l'application des programmes d'ajustement. Déjà au lendemain du changement de parité du franc CFA par rapport au franc français, un filet de sécurité a été mis en place pour prendre en compte la baisse du pouvoir d'achat des plus démunis née de l'inflation induite.

Mais la pauvreté des ménages touchés par le phénomène va au-delà de la seule considération des besoins alimentaires ; les difficultés d'accès aux services sociaux de base touchant le domaine de la santé, de l'éducation, à l'eau potable, à un logement décent constituent autant de facteurs à prendre en considération.

Sur un autre plan, le programme de lutte contre la pauvreté qui a été initié en 1994 et adopté par le gouvernement en 1997, vise à faciliter la satisfaction de tous ces besoins. Beaucoup d'interventions ont eu lieu dans ce cadre. Cependant, nombre d'entre elles n'ont pas atteint leur efficacité optimale du fait de l'absence d'implication des bénéficiaires potentiels dans l'élaboration des outils institutionnels pour la mise en œuvre des actions ciblées.

Le Sénégal vit une phase cruciale de son développement juridico - institutionnel avec le renforcement de la décentralisation, qui a permis de transmettre des compétences accrues aux collectivités locales. Il s'agit là de conditions très favorables à la prise en charge participative du programme de lutte contre la pauvreté dans la perspective d'élaboration des outils de développement local.

Ces outils sont : les PLD, les PGAT, pour le milieu rural et les PIC et PDU pour les communes. Presque toutes les communautés rurales et communes du Sénégal en sont dotées. Ces entités sont cependant confrontées à des problèmes de mise en œuvre de ces outils liés aux difficultés d'identification des interventions les plus pertinentes répondant le mieux aux préoccupations réelles des populations, aux modalités de conception et de mise en place des cadres de concertations susceptibles de les prendre en charge.

Dans le cadre de l'élaboration des outils d'organisation des interventions, la lutte contre la pauvreté doit s'opérer suivant une approche centrée autour du pouvoir local et du puissant mouvement associatif. Au demeurant, de nombreuses organisations qui, fort des dynamiques qu'elles impulsent, se développent aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Elles animent le développement local et se trouvent aujourd'hui au devant de la scène dans les actions de lutte contre la pauvreté. Cette mouvance a donné naissance à une société civile incontournable, en terme de partenariat face aux difficultés d'articuler valablement le développement local auquel les élus locaux sont confrontés.

II. JUSTIFICATION

La plupart des entités concernées par le programme de lutte contre la pauvreté sont dotées d'un instrument de pilotage du développement local (P.L.D, P.D.U, P.I.C, P.A.G.T). Certes, l'objectif majeur qui leur est assigné concerne la lutte contre la pauvreté mais les indicateurs permettant d'apprécier celle-ci, y sont généralement pris en compte de manière insuffisante. Il en est de même des besoins des populations et des modalités pratiques mises en œuvre pour les satisfaire. Ceci a entraîné des difficultés d'appropriation de ces documents par les populations.

Il s'agit pour la présente étude, de revoir l'approche utilisée dans la conception de ces documents de références, d'identifier tous les éléments de blocage qui sont apparus dans la phase d'exécution. En d'autres termes, il s'agira d'améliorer ces outils dans la perspective de mise en œuvre du programme de lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan avec l'appui du PNUD avait entre mars et juin 1998 procédé à l'évaluation financière des besoins des populations dans les départements d'intervention du Programme de Lutte contre la Pauvreté. Le rapport élaboré à cet effet avait estimé à 58.000 millions de francs CFA le montant nécessaire pour le financement de ces besoins. A l'heure actuelle, une part importante du montant a été mobilisé ou en cours de l'être. En vue de la poursuite du processus, la Direction de la Planification envisage l'identification des projets susceptibles d'être financés en premier lieu.

III. OBJECTIF DE L'ETUDE

L'étude a pour objectif, la réalisation suivant une approche participative d'un Programme d'Investissements Prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre du

programme de lutte contre la pauvreté. Il s'agit concrètement de choisir parmi tous les projets, actions et autres besoins identifiés, ceux qui compte tenu de l'enveloppe financière disponible, concourront à la satisfaction des besoins considérés comme prioritaires par les populations.

Cette étape constitue la seconde phase d'un processus qui a démarré avec la détermination, lors d'une première étape, du portefeuille total nécessaire pour le financement des besoins exprimés. En effet, lors de cette première phase, une enquête exhaustive auprès des bénéficiaires potentiels avait permis d'identifier les projets, actions et autres besoins tels qu'exprimés par les populations elles-mêmes. Cet ensemble a fait l'objet d'une évaluation financière qui a permis de déterminer l'enveloppe nécessaire.

Présentement, une part importante du montant a été mobilisée ou est en cours de l'être. En tout état de cause, il s'agit pour cette étude d'élaborer un programme d'investissements prioritaires, compte tenu du montant disponible présentement. Pour un souci d'atteindre effectivement les résultats visés, l'élaboration du programme se fera suivant une approche participative. La mise en œuvre de l'approche participative dans le contexte global de lutte contre la pauvreté est vue comme un mécanisme devant enclencher l'expression de la vision collective à travers une implication effective des populations à toutes les phases du processus de planification.

Ainsi, le concept de participation se perçoit dans le niveau d'engagement actif des populations cibles, à identifier elles-mêmes leurs besoins et à tracer une stratégie à suivre pour impulser un développement local. Ces besoins et stratégies doivent correspondre à des circonstances de la vie quotidienne telles que vécues et perçues par les populations elles-mêmes. La conception de projets à partir de besoins clairement définis par les populations locales elles-mêmes, constitue un facteur primordial de la démarche participative.

IV. METHODOLOGIE

IV.1. STRATÉGIE

IV.1.1. Adoption d'une démarche Etude - Animation

Les lacunes relevées dans le système de planification, particulièrement en ce qui concerne l'identification, la sélection, la préparation et l'exécution des projets au niveau des collectivités locales proviennent d'une mauvaise application de l'approche participative. Par ailleurs, la conception des documents de référence en matière de planification, en ignorant l'avis des populations cibles, demeure inadaptée au contexte local, parce que ne permettant pas une appropriation de ces documents de référence par les bénéficiaires potentiels. Pour pallier cette carence en vue d'une meilleure appropriation des programmes, il y a lieu de revoir le processus global de planification.

Afin de stimuler la participation locale au processus de planification et pour que la conception et la mise en œuvre d'un programme d'investissements prioritaires se fassent suivant une approche participative, il est essentiel que la communication entre les acteurs locaux soit fréquente et continue. Le résultat sera alors une compréhension mutuelle meilleure des besoins clairement exprimés et bien compris, et un programme conçu ensemble et par conséquent facile à mettre en œuvre.

La planification est un processus itératif d'apprentissage pour tous les acteurs impliqués, parmi lesquels on compte les mouvements associatifs, les représentants de l'état, les services déconcentrés de l'état, les ONG, les structures d'appui technique. Pour que les représentants de ces divers groupements puissent collaborer et converger vers une même optique, il faudrait instaurer un lieu de réflexion de dialogue et d'échanges.

poches. Ce ciblage permettra de déterminer les catégories de pauvres et leur distribution zonale ou spatiale, pour mieux les atteindre dans les interventions du programme.

IV.1.2. Echantillonnage en milieu urbain

Il s'agira de faire un ciblage suivant des critères pertinents et suffisamment discriminants, pour l'identification des quartiers les plus pauvres. Compte tenu du temps imparti et des problèmes de disponibilités de données actualisées sur le revenu des ménages, le critère «niveau d'équipement» peut répondre à cette préoccupation. Dans des communes comme Pikine ou le nombre de quartiers concernés risque d'être très important, il y aura lieu de procéder à un échantillonnage à partir d'un tirage systématique des différents quartiers des communes considérées si cette démarche ne s'avère pas trop coûteuse, sinon l'on procédera suivant la méthode des quotas.

IV.1.3. Zonage en milieu rural

S'agissant du milieu rural, bien qu'il y existe une certaine homogénéité, il y aura lieu de faire quelque fois une catégorisation en utilisant la technique du zonage. Cette phase demeure très importante car il faut permettre aux populations elles-mêmes de poser leurs problèmes au cours de l'élaboration de l'outil de planification. Celui-ci sera réalisé dans l'ensemble des communautés rurales qui présentent de grandes distorsions zonales, du point de vue du niveau de vie des populations. Les critères de zonages sont assez diversifiés, mais l'activité dominante, et le niveau d'équipement et, le revenu des ménages pourrait être privilégié.

Dans tous les cas la méthode d'IAN MC HARG pourrait être utilisée. C'est une méthodologie essentiellement cartographique. Elle consiste à représenter et à superposer différentes cartes avec des trames représentant le niveau d'équipement et le revenu des ménages de la commune ou communauté rurale. Suivant le système d'évaluation choisi (suivant le résultat obtenu par la représentation), les

zones les plus pauvres et les moins équipées pourraient être délimitées pour être davantage diagnostiquées (voir carte ci après comme référence).

IV.2. FORMULATION DES ÉTAPES DE MISE EN PLACE DU PROGRAMME

IV.2.1. Synthèse et actualisation des informations existantes

Les communes et communautés rurales ciblées ont fait l'objet d'études spécifiques relatives au développement de ces localités. En ce qui concerne les communes, les problèmes qui se posent en général ont été pris en charge dans les monographies ou outils de planification à l'échelle départementale ou régionale. Il s'agit en l'occurrence des documents de PDU, des Schémas Régionaux d'Aménagement des territoires (SRAT). Pour ce qui est des communautés rurales, les études telles que les PLD, les SRAT ainsi que les multiples études des programmes intervenant dans la zone, constituent des documents de référence où les potentialités, les contraintes et les orientations de développement sont prises en compte.

A partir de ces références, le diagnostic mettra un accent particulier sur les problèmes et contraintes de la commune, les potentialités, les acteurs étatiques et autres acteurs simples du développement local et leur forme d'organisation, les partenaires et leurs modes d'intervention. Ces documents datant du début des années 90, il sera nécessaire d'actualiser le diagnostic en ces divers aspects : identification des structures organisationnelles existantes en termes d'initiatives en cours ou de projets envisagés, de capacité de prise en charge de ces projets pour mieux déterminer leurs besoins de formation en terme de difficultés d'accès aux crédits ou en terme d'autres lacunes liées à leur forme d'organisation.

Il s'agira durant cette étape de faire une revue bibliographique des études antérieures menées au niveau des communes et communautés rurales ciblées pour une compilation des informations obtenues (Cf bibliographie en annexe). La

synthèse de la revue documentaire mettra en évidence les contraintes majeures qui ont été identifiées dans le cadre de ces études, ainsi que les axes prioritaires de développement en termes d'actions à mettre en œuvre.

Cette synthèse permettra également de faire un prédiagnostic. Ce prédiagnostic, qui contient l'inventaire des contraintes et solutions, sera restitué aux populations à la base. L'organisation de séances de restitution avec les populations organisées en cadres de concertation, permettra de procéder à l'actualisation de ces données et à leur validation.

Durant ces séances, les populations avec l'appui des consultants essayeront d'évaluer le niveau d'exécution des plans locaux et leurs impacts. Ils essayeront d'identifier également les éléments de blocage à l'application de ces instruments de planification.

Dans une seconde étape, on tentera de déterminer les axes à consolider et les orientations à entreprendre dans le cadre d'un programme de lutte contre la pauvreté. La définition des indicateurs de pauvreté pour la phase diagnostic se fera durant ces séances de restitution avec le cadre de concertation.

IV.2.2. Bilan diagnostic

IV.2.2.1. Mise en place d'un dispositif de concertation

Ce processus reposera sur les fonctions essentielles suivantes : la phase de sensibilisation, la phase d'identification des acteurs locaux, la mise en place du dispositif de concertation proprement dit, et la composition de ses membres.

La dynamique d'étude pour la réalisation de programme d'investissements prioritaires participatifs impliquera les populations des collectivités locales ciblées dans un processus qui comportera les actions suivantes :

- actualisation des informations existantes;
- bilan diagnostic exhaustif sur l'état de la pauvreté;

- actualisation du bilan diagnostic;
- actualisation des orientations de développement;
- identification, élaboration des programmes d'investissements prioritaires;
- proposition d'un dispositif opérationnel d'élaboration d'exécution de suivi des projets identifiés.

La méthodologie sera basée sur le triptyque restitution actualisation validation qui inclut les phases ci –après :

- élaboration du document synthétique de pré diagnostic et restitution auprès des acteurs du développement;
- discussion du document de prédiagnostic, observations, propositions des informations, validation du document qui devient un document de diagnostic.

La phase de sensibilisation

Celle ci aura comme cibles les organisations et associations locales à caractère communautaire qui œuvrent pour le développement des localités ciblées. Cette activité aura comme rôle de vulgariser la philosophie du programme, ses objectifs généraux et spécifiques, son échelle d'exécution, etc. En outre, une telle activité permettra une appropriation par les populations des principes et de la démarche du programme global. Cet exercice sera un moment de définition des rôles que doit jouer le cadre de concertation et des prérogatives qui s'y rattachent. C'est durant cette phase que sera mise en place un comité de pilotage du programme.

La phase d'identification des acteurs locaux pour le dispositif de concertation :

Durant cette étape le consultant avec l'appui du comité de pilotage essaiera de faire un recensement des associations dynamiques à caractère communautaire qui sont susceptibles d'intégrer les cadres de concertation locaux à travers les groupe locaux de pilotage(GLP). La définition de critères de sélection des acteurs locaux permettra de faciliter le travail de diagnostic institutionnel et de ménager les susceptibilités. Il sera procédé également à la définition de

l'organisation et des mécanismes de fonctionnement du cadre de concertation, sa composition, son rôle, le profil de ses membres, le mode de désignation de ses membres, ses organes etc.

La mise en place du dispositif de concertation

Le cadre de concertation sera composé essentiellement des membres du comité de pilotage élargi aux associations de bases à dimension communautaire. Toutes les associations identifiées et sensibilisées répondant aux critères de sélection auront un représentant dans le cadre de concertation. En outre, les représentants des structures d'appui et les ONG qui œuvrent au niveau local feront également parti de ce dispositif.

Spécifiquement, le cadre de concertation sera composé des membres suivants:

- Au niveau communal

- l'autorité administrative en l'occurrence le Préfet et le Maire;
- le Conseil municipal : deux représentants;
- le Conseil Régional : un représentant;
- le Ministère de la Femme : un représentant ;
- le Service Régional d'Aménagement du Territoire : un représentant;
- du Service Régional de la Planification : un représentant ;
- organisations de développement : un représentant pour chaque organisation; fonctionnelle et à dimension communautaire;
- ONG et Structures d'appui : des représentants ;
- des sociétés de développement : des représentants;
- autres partenaires de développement intervenant dans la zone.

- Au niveau communauté rurale

- l'autorité administrative en l'occurrence le Préfet;
- le Conseil Rural : deux représentants;
- le Conseil Régional : un membre;

- le CERP : toute l'équipe;
- le Ministère de la Femme : un représentant;
- le service régional d'aménagement du territoire : un représentant;
- le service régional de la planification : un représentant;
- organisations de développement : un représentant pour chaque organisation; fonctionnelle et à dimension communautaire;
- ONG et Structures d'appui : des représentants ;
- les sociétés de développement : des représentants;
- autres partenaires de développement intervenant dans la zone.

Dans l'optique de la démarche participative, l'identification et la sélection des membres du cadre de concertation sera effectué dans un esprit démocratique et en commun accord avec les populations à la base. Le dispositif de concertation sera une instance de réflexion de planification et d'exécution.

Ce dispositif de concertation sera également doté d'un comité d'octroi des financements et ainsi que d'un comité de suivi technique des activités financées.

IV.2.2.2. Bilan diagnostic participatif sur l'état de la pauvreté

Un bilan diagnostic participatif permettra de mettre en évidence pour chaque proposition déjà formulée et pour chaque Commune ou Communauté Rurale l'état des contraintes et potentialités en termes de gestion locale et d'insertion économique. Cet exercice sera élaboré à partir d'une planification participative qui permettra une meilleure connaissance des ressources et potentialités mais aussi d'identifier clairement les atouts et contraintes liées à la génération de revenus et l'amélioration du cadre de vie dans les établissements humains ciblés.

Toute cette démarche sera sous tendue par une communication participative où les outils de communication et d'animation ainsi que les techniques de restitutions occuperont une place centrale.

Le processus de restitution, actualisation, validation des informations du prédiagnostic se fera suivant des paliers successifs. La phase de bilan diagnostic proprement dite s'articulera autour de deux activités principales dont la restitution du prédiagnostic et le diagnostic institutionnel.

IV.2.2.3. Les activités de restitution

Elles auront comme objectif premier de valider le pré-diagnostic et de l'adapter au contexte de lutte contre la pauvreté sur le plan local. Par ailleurs, c'est cet ensemble d'activités qui va ponctuer tout le processus de recherche (validation, diagnostic, restitution/validation, programme d'actions prioritaires...).

Les activités de restitution consistent à organiser des séances à deux niveaux : au niveau du cadre de concertation d'abord et ensuite au niveau des populations à la base, par le truchement des associations de développement pour la validation et la priorisation des problèmes de pauvreté. Une telle démarche est préconisée pour élargir le niveau de participation et multiplier les niveaux de prise de décision dans le processus global de planification.

Des tableaux de synthèse du prédiagnostic seront élaborés. Leur présentation lors de la restitution permettra d'avoir une vision synoptique de l'ensemble des secteurs d'activités en termes d'atouts et de contraintes. Les outils de restitution tels que les panneaux, les tableaux de synthèse ainsi que les cartes seront utilisées durant ces moments.

IV.2.2.4. Le diagnostic institutionnel (associations, groupements, ASC...)

Il insistera sur les initiatives des structures concernées, les stratégies de lutte contre la pauvreté développées, etc. Un guide d'entretien sera préparé en vue

du diagnostic institutionnel. Le guide d'entretien permet de mener des investigations avec des individus ou un groupe d'individus selon un canevas de thèmes inducteurs établis d'avance. Il incite les acteurs à aborder les problèmes posés avec plus de liberté. C'est un outil complémentaire grâce auquel les perceptions et les opinions des populations sont recueillies. En définitive, c'est un outil d'enquête complémentaire qui vient en appui aux données quantitatives et qui permet d'avoir une base d'analyse qualitative.

Le guide d'entretien sera l'outil de diagnostic privilégié ; il sera axé sur les contraintes de développement, les hypothèses de base et les stratégies locales de développement que ces associations ont eu à mettre en œuvre. L'agrégation des données de restitution et d'entretien permettra de constituer une synthèse qui sera restituée au cadre de concertation.

Cet exercice se fera sous forme d'atelier durant lequel les participants (les membres du cadre de concertation) se constitueront en commissions afin d'analyser pour chaque secteur d'activité les contraintes globales et les actions à entreprendre dans le contexte de lutte contre la pauvreté. Les résultats des travaux de commissions seront présentés en séances plénières. La synthèse des travaux de plénière débouchera sur un bilan global sur l'état de la pauvreté de l'entité administrative considérée. Ce bilan fixera les grandes orientations de développement de la commune ou de la communauté rurale concernée.

Le diagnostic identifiera également les instances, cadres et outils de concertation existant au sein de la commune ou communauté rurale. Il s'agit surtout ici d'apprécier le niveau et le degré de collaboration entre les acteurs eux-mêmes et entre ceux-ci et les partenaires internes et externes à la communauté rurale, pour prendre en charge des problèmes liés au financement de leurs activités ou à l'appui multiforme aux organisations relevant de la commune ou de la communauté rurale.

Le diagnostic mettra en relief les différents types et modes de concertation développés par les acteurs et partenaires, pour permettre de mieux connaître les mécanismes du développement. Il s'agit ici de déterminer l'existence de rapports contractuels ou d'appui simple et les formes sous lesquelles ils se présentent.

L'actualisation du diagnostic pourra se faire par certains outils de la MARP (Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative) notamment en utilisant l'arbre à problème, la pyramide des contraintes et des priorités. A cet effet, également un certain nombre d'enquêtes seront menées auprès d'organisations choisies selon leur représentativité.

Le produit obtenu contiendra outre les informations sur les activités et sur les ménages, une classification et une typologie des organisations. Ces deux éléments seront élaborés sur la base de critères liés à leur composition par sexe, aux stratégies qu'elles utilisent et aux modes de financement et de leur rapport avec les autres structures de la zone. Ils serviront par ailleurs à **identifier les personnes ressources qui constitueront les groupes locaux de pilotage (GLP)**, pour parachever le dispositif de validation des activités participatives menées tout le long du diagnostic. Ces personnes ressources seront les représentants des structures issues de l'opération classification et typologie, des chefs de quartiers ou villages et des conseillers municipaux ou ruraux des représentants des structures locales recensées.

IV.2.2.5. La validation du diagnostic

La validation du diagnostic s'effectuera suivant l'approche restitution ; elle se fera aussi bien au niveau quartier ou village qu'au niveau communal ou communautaire.

Dans le cas où la commune ou la communauté rurale comprendrait un nombre assez important de quartiers ou de villages, il sera dès lors difficile de couvrir l'étendue de l'entité administrative choisie. Aussi l'on choisira dans chaque zone

un quartier ou village suffisamment central pour abriter les séances de restitution avec le maximum de représentants des populations.

Les groupes locaux de pilotage qui auront participé à l'exercice d'actualisation du diagnostic en seront les maîtres d'œuvres.

La restitution sera surtout l'occasion d'identifier les écarts et les causes de ces écarts entre les propositions des GPL et celles des acteurs et partenaires. Elle permet également d'effectuer un arbitrage entre ces diverses propositions.

A partir du diagnostic validé, le comité de concertation communal ou rural, les groupes locaux de pilotage, et l'ensemble des partenaires de l'Etude - Animation vont dans un premier temps harmoniser et approfondir les options, afin d'identifier les buts et les objectifs à assigner au programme de développement de l'entité administrative, ainsi que les actions à entreprendre pour atteindre ces objectifs, c'est à dire ***la programmation et la localisation de ces actions dans l'espace, l'identification des acteurs privilégiés et les différents moyens pour la réalisation.***

IV.2.3. Actualisation des orientations de développement moyen et long terme

Les organisations de base (associations, de développement, ASC, GIE) constituent les premiers réceptacles pour une actualisation des orientations de développement à moyen et long terme.

Le programme pilote de lutte contre la pauvreté reposera sur une série d'axes composés d'actions homogènes, complémentaires, inter-reliées entre elles. Ces actions doivent être à même de concourir à produire des effets ou à satisfaire des besoins de même ordre. La définition des orientations de développement permettra entre autre une clarification des besoins d'investissement selon les

secteurs d'intervention (infrastructures scolaires, sanitaires, hydrauliques, activités économiques génératrices de revenus, agro environnement, etc.).

L'équipe de recherche s'attellera avec les acteurs locaux à identifier des axes stratégiques de développement. L'actualisation des orientations (axes stratégiques) de développement permettra l'élaboration des programmes d'investissements prioritaires. Sur la base des divers éléments du diagnostic la seconde phase de planification permettra la mise en objectif des attentes des populations et l'élaboration des stratégies à mettre en place pour les atteindre.

La définition des objectifs et des stratégies est essentielle dans le processus de planification. L'objectif de cette phase est aussi de mettre en évidence les besoins identifiés par les populations selon un ordre de priorité logique. Cette phase visera également la définition des mécanismes de suivi et de contrôle qui est une étape cruciale du processus. L'opération se fera secteur par secteur ; elle sera menée par les populations en rapport avec le dispositif institutionnel existant.

Une série de briefing, de mise à niveau et de validation va ponctuer tout le processus. Un tableau de bord de chaque zone ou commune sera réalisé. L'usage des outils de planification par objectifs permettra de procéder aux réajustements éventuels. Le Consultant s'engage aussi à maintenir des liens de collaboration étroits avec la commune et de la tenir informée du déroulement de l'ensemble de ses activités. A chaque étape sera réalisée une restitution en vue de valider les résultats. Les représentants des quartiers ou villages participeront à la restitution au niveau de la commune pour voir si leurs préoccupations ont été prises en compte.

IV.2.4. L'élaboration du programme d'actions prioritaires

Les orientations stratégiques qui sont identifiées seront traduites sous formes de programmes d'actions. Dans ce programme figureront les objectifs spécifiques des actions, leur localisation, les acteurs, les partenaires et les moyens en termes financiers ou de capacités de prises en charge par les populations et leurs insuffisances. Certains outils de la MARP comme la pyramide des contraintes et des priorités aidera à l'élaboration de ce programme.

Proposition d'un système de classification prioritaire

Il sera le résultat de la Planification participative. C'est un outil interactif qui interviendra après le diagnostic général et/ou focalisé au cours duquel les populations auront déjà identifié l'ensemble des contraintes et atouts de leurs environnement et les hypothèses, en essayant en particulier de les classer selon leur degré de priorité et de faisabilité.

Il s'agit en fait d'un outil spécifique de planification qui constitue la principale articulation entre l'étape Diagnostic et la phase de Planification. La finalité du diagnostic est d'aboutir à un tableau global de l'ensemble des contraintes identifiées dans la zone ainsi que des hypothèses et actions pressenties pour lever ou atténuer ces contraintes. Dans un premier temps, une grille de priorisation des hypothèses par les populations sera utilisée pour approfondir l'analyse autour des hypothèses de solutions identifiées lors de la phase diagnostic.

Cet outil permet en particulier d'obtenir un tableau plus affiné, reprenant par ordre de priorité les actions retenues, leurs localisation, les conditions de mise en œuvre. Outil facile à administrer, la grille offre l'opportunité de discussions - analyses très approfondies avec les différents groupes sociaux de base afin d'aboutir à des programmes consensuels qui vont constituer le contenu essentiel de la planification participative. La classification est essentiellement basée sur deux critères :

- le degré de priorité de l'action;
- la capacité des populations à prendre en charge l'action.

Il est important de préciser que toutes les actions sont importantes, et dire qu'une action est moins prioritaire ne signifie nullement qu'elle n'est pas importante. L'exercice a surtout pour but de faciliter le processus de planification des actions. En outre, pour une bonne compréhension des actions, il sera utile de les représenter sous forme de dessins ; ainsi les manipulations et les classifications seront plus faciles pour les populations.

La démarche adoptée étant une planification zonale, toutes les solutions préconisées intègrent ce critère fondamental. Toutefois, certaines actions peuvent être spécifiques à un village ou quartier, à l'ensemble de la Commune ou communauté rurale. Par conséquent, la démarche ci-après sera préconisée :

1. Synthèse des différentes contraintes et hypothèses de solutions identifiées lors de l'élaboration du diagnostic participatif.
2. Priorisation des différentes actions ou solutions par les populations en tenant compte des critères suivants :
 - Le degré de priorité de l'action
 - La capacité des populations à prendre en charge l'action.
3. Division (suivant leur perception) par les populations de l'ensemble des actions préconisées en deux catégories :
 - Les actions les plus prioritaires
 - Les actions les moins prioritaires
4. Choix par les populations des actions les plus prioritaires par rapport aux actions les moins prioritaires.

5. Choix par les populations des actions les plus prioritaires et plus faciles à réaliser par rapport aux moins faciles à réaliser.
6. Classification des actions les plus prioritaires plus faciles à réaliser.

IV.2.5. Identification et élaboration des Programmes d'Investissements Prioritaires

Les projets prioritaires participent à la mise en œuvre du programme de développement de la commune ou de la communauté rurale. Ces projets seront les solutions aux problèmes que les populations rencontrent dans les secteurs vitaux de l'entité administrative considérée. Cette phase déterminera les moyens nécessaires et identifiera les acteurs les plus porteurs ainsi que les partenaires potentiels.

La démarche préconisée pour l'identification et l'élaboration des programmes d'investissements prioritaires consiste à impliquer les populations dans le choix des priorités de développement. La participation et l'adhésion des populations locales à la démarche et aux objectifs constituent la ligne directrice dans la phase de planification.

Conçus à partir des orientations à moyen et long terme fixées dans la phase précédente, les programmes d'investissements prioritaires ont pour but de contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté. Les programmes retenus devront être réalisables et susceptibles de produire des résultats et effets à moyen et long terme. Ils seront préalables et additifs aux autres programmes moins prioritaires mais non moins importants auxquels ils facilitent la mise en œuvre.

Il faut cependant signaler l'utilisation importante des outils techniques que sont, la restitution et les interactions. Ceux-ci traverseront tout le processus de

recherche participative. Il sera aussi question d'utiliser des outils techniques comme les diagrammes systèmes, la matrice des priorités, les tableaux de synthèse, les diagrammes de faisabilité qui sont des instruments de planification.

IV.2.5.1. Identification typologique des programmes.

Le bilan diagnostic participatif permettant de fixer des orientations de développement (axes de développement), constitue un facteur de facilitation dans l'identification des typologies des programmes. En effet, ce sera une démarche interactive de problématisation, de confrontation, d'analyse de faisabilité et d'arbitrage des diverses actions inventoriées.

Le caractère prioritaire des programmes devra justifier le rôle primordial et catalyseur censé jouer pour l'amélioration de la situation économique et sociale des populations. Ainsi, selon leurs natures une classification des programmes peut se faire selon les caractères socio-économiques (infrastructures de base), les activités productrices génératrices de revenu, les programmes à caractère social (éducation, formation). Chaque programme retenu comme prioritaire présentera une justification spécifique.

L'impact attendu des programmes d'investissements prioritaires est qu'ils soient de véritables passerelles entre la situation actuelle et les objectifs du programme national de lutte contre la pauvreté. Ces programmes sont censés baliser la voie à une dynamique soutenue de développement et prépare pour les populations des communes et des communautés rurales ciblées, des conditions de vie acceptables qui les rendent aptes à contribuer au processus de changement et de transformation en profondeur des dynamiques et des activités de production à moyen et long terme.

Le comité de pilotage communal ou communautaire bénéficie d'une position assez privilégiée lui permettant de faire l'arbitrage définitif pour le choix des

projets et des acteurs. Dans cette phase il y aura également l'évaluation des coûts de ces projets et les modalités de mobilisation des fonds nécessaires à leur exécution.

IV.2.5.2.Choix des investissements prioritaires

Nous nous intéressons maintenant à choisir les projets considérés comme prioritaires parmi ceux qui sont retenus et qui vont ainsi constituer le programme d'investissements prioritaires. Il s'agira en fait de choisir parmi tous les projets, actions et autres besoins identifiés précédemment, ceux qui, compte tenu de l'enveloppe financière disponible, concourront à la satisfaction des besoins considérés comme les plus prioritaires par les populations.

Choisir les projets les plus prioritaires nécessitera de faire des compromis. Il y aura effectivement à faire des compromis entre les critères de pauvreté retenus qui vont guider le processus de sélection, mais également entre les critères et les coûts estimés de chacune des alternatives considérées. Un projet peut remplir toutes les conditions en termes de satisfaction des critères retenus, mais il peut s'avérer être trop coûteux par rapport à d'autres projets. Alternativement plusieurs projets peuvent avoir des coûts financiers égaux mais ils peuvent différer dans la manière dont ils satisfont les problèmes de pauvreté.

En définitive, dans le choix des projets, nous recherchons un programme qui combine à la fois efficacité en terme de satisfaction des critères de pauvreté, (critères qui ont été retenus selon une approche participative) et de rentabilité financière, c'est à dire nécessitant le coût financier le moins élevé possible. Les projets seront ainsi classés par ordre de priorité en tenant compte des deux facteurs évoqués ci-dessus, jusqu'à ce que le montant disponible soit entièrement utilisé.

IV.2.5.2.1. La méthodologie de sélection

Pour résoudre le problème ainsi posé, nous utiliseront un processus de hiérarchisation analytique qui est une méthode de sélection de projets conçue pour inclure dans le processus de décision à la fois des facteurs financiers et stratégiques.

En effet dans une analyse telle que la notre qui nécessite de sélectionner des projets parmi un ensemble de projets, les facteurs financiers ne seront pas les seuls à devoir être considérés. D'autres facteurs tels que les critères de pauvreté auront une influence stratégique très importante dans la décision finale à prendre, car ils ont besoins d'être satisfaits pour pouvoir résoudre le problème du choix.

IV.2.5.2.2. Description du Processus de Hiérarchisation Analytique(PHA)

Le PHA est une méthodologie d'estimation des critères qualitatifs tels que les critères de pauvreté prédéfinis. La méthodologie tentera de résoudre le problème de sélection des projets à travers un processus de détermination de l'importance relative de chaque projet considéré par rapport aux autres. Le décideur développera des compromis parmi les nombreux critères de pauvreté concernés.

Le PHA peut être divisé en trois principales composantes. Premièrement le problème est décomposé en une hiérarchie. Chaque niveau de la hiérarchie est à son tour décomposé en sous éléments pour le prochain niveau de hiérarchisation. Le dernier niveau consistera au type spécifique d'actions à être considérés pour être adoptées. Le PHA est très flexible puisqu'il permet à n'importe quel individu de structurer la hiérarchie pour être en adéquation avec ses besoins propres. Il aide aussi dans la prise de décision d'un groupe, à partir du moment où un consensus est atteint par le groupe sur une structuration définie de la hiérarchie.

Un premier portefeuille composé d'un fonds d'appui aux investissements sera mise en place. Il servira à appuyer les collectivités locales, dans le cadre de la régionalisation, au renforcement des capacités des conseils ruraux et des municipalités dans la réalisation d'équipements de base, définie dans le cadre des programmes d'investissements prioritaires. L'impact recherché dans la mise en œuvre de ce système de financement est de:

- réaliser au meilleur coût des investissements de qualité répondant véritablement aux attentes du milieu ;
- assurer des décaissements rapides et transparents afin de prouver aux acteurs locaux la capacité de les accompagner dans la mise en œuvre de leurs initiatives;
- renforcer les capacités des collectivités locales dans leur fonction d'investissement collectif;
- transférer progressivement aux collectivités locales l'ensemble des décisions et des opportunités liées à la fonction de financement du développement.

La fonction "investissement" proposé à ce niveau doit s'accompagner d'une définition claire de la nature des infrastructures retenues dans le cadre d'un programme d'investissements prioritaires : leur priorité, leur nécessité et l'impact dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations. Ce système qui s'articule et complète les ressources financières locales (budget d'investissement des collectivités locales) peut constituer une solution fiable à l'émergence des communes et communautés rurales retenues dans le programme pilote de lutte contre la pauvreté.

Le second portefeuille peut être composé d'un fonds de garantie ou de crédit auprès des institutions financières décentralisées pour assurer l'émergence et le développement des activités de production génératrices de revenus pour les populations. Cette deuxième composante du fonds de développement pourra prendre en charge les préoccupations des populations de base à travers un

La fonction financière étant un élément indissociable des programmes d'investissements prioritaires dans lesquels elle s'insère, elle en constitue un facteur déterminant. La mise en place d'outil de financement apte à répondre à un appui technique et financier local aux initiatives de développement, dans un cadre concerté et mis en cohérence avec la planification communale ou communautaire, semble pertinente pour la mise en exécution du programme.

IV.2.5.3.1. Mise en place d'un outil financier

Une raison évidente est qu'il existe un réel besoin de financement pour une large gamme d'investissements qui ne peuvent être traités par les formules habituelles de gestion dont la satisfaction n'est pas assurée par ailleurs. La mise en place d'un dispositif rendant possible l'exécution et le suivi - évaluation des projets identifiés peut être conçue dans ce cas sous la forme d'un fonds de développement domicilié au sein d'une agence de financement départementale suivant des mécanismes simples et précis.

Un comité de financement composé des élus locaux, des responsables de l'administration territoriale, des partenaires au développement et de la société civile peut être envisagée. Il sera chargé d'analyser les dossiers selon les programmes d'investissements prioritaires et veillera à l'exécution de l'ensemble des actions prioritaires définis dans la phase de planification participative.

Des éléments pertinents permettront de garantir le bon fonctionnement du circuit de financement notamment : un cahier de procédure préalablement défini, une grille ou un code de financement approuvé par les instances de pilotage dont le Ministère de l'Economie des Finances et du Plan, la Direction de la Planification, la cellule de gestion du Programme Nationale de Lutte contre la Pauvreté. Le fonds de développement local ou le fonds d'investissement local peut être réparti en deux grands portefeuilles d'actions.

Deuxièmement, à l'intérieur de chaque niveau de la hiérarchie, des poids relatifs sont calculés pour chacune des composantes de la hiérarchie. Les poids relatifs sont basés sur l'appréciation du décideur de l'importance de chaque composante relativement aux autres.

Cette comparaison génère une matrice dont la diagonale aura une valeur égale à 1 puisque chaque élément est égal à lui-même dans la comparaison. En outre le produit d'un élément de la matrice par rapport à un autre situé à égale distance de la diagonale sera égal à un (1). En conséquence, la valeur d'un élément est l'inverse de la valeur de l'autre élément à égale distance de la diagonale.

Troisièmement, la matrice subit une évaluation, qui consiste à calculer un poids pour chaque élément de la matrice. Cela conduit à un poids global unidimensionnel pour l'élément qui se trouve au niveau final. Etant donné que le niveau final de la matrice représente les éléments à être comparés, les priorités globales pour le niveau final reflète pour les décideurs les poids relatifs des différentes alternatives. Chacun de ces poids pourra être multiplié par le coût du projet qui lui est associé. Sur la base de ces derniers éléments, le décideur peut prendre une décision en considérant l'alternative qui est la meilleure pour lui et ainsi de suite.

IV.2.5.3. Proposition pour la mise en place d'un dispositif de gestion et de suivi évaluation des projets identifiés (mode de pilotage du programme d'Investissements Prioritaires)

Dans une démarche empirique et expérimentale de ce type de programme, l'élaboration d'un modèle de gestion du dispositif constitue un des axes stratégiques. Le dispositif doit être opérationnel et être en mesure d'ériger des points de repère facilitant à la fois le travail de programmation des objectifs de suivi méthodologique et d'évaluation.

système de crédit de proximité souple, adapté. Ce système de crédit aura pour objectif :

- l'accroissement, la diversification et la création d'emploi;
- l'amélioration de l'accès aux services de base;
- la promotion économique et financière des femmes;
- le renforcement et la consolidation des activités informelles rentables.

La mise en place de modèle requiert des consultations en vue de la prise en charge de la composante « crédit » du programme de lutte contre la pauvreté. Il ne sert à rien de multiplier les structures de financement. Cependant, le programme peut partir des mutuelles ou des caisses populaires existantes (ACEP, CMS, CNCAS, PAMECAS) dans les communes et communautés rurales pour asseoir un système de crédit.

Dans le cas où il n'y aurait pas de structure de financement, le Programme National de Lutte contre la Pauvreté pourra susciter la venue d'une institution de crédit classique, autonome avec des modalités spécifiques de financement pour le programme. L'environnement du fonds de développement et les objectifs assignés doivent délimiter assez bien la gamme des projets éligibles. Celle ci peut être plus ou moins large mais doit toujours correspondre aux besoins des populations locales. Le fonds doit être incitatif et permettre l'émergence d'une politique de crédit définie de manière concertée, prenant en compte les demandes des populations qui ont un accès limité aux sources de financements (femmes, éleveurs, pêcheurs, artisans, jeunes).

En résumé le consultant se focalisera sur les aspects suivants :

- définition des composantes du fonds (Commanditaires vs privé (crédit institutionnel (formation etc...)).
- définition des actions à financer ainsi que les modalités d'intervention du fonds ;

- définition des mécanismes d'octroi et de suivi des financements ;
- définition des procédures de gestion et des modalités d'exécution ;
- définition des moyens de pérennisation du fonds local de manière endogène.

Dans le souci d'intégrer une transparence maximale dans les procédures d'allocation rencontre des critères objectifs de bonne gouvernance. L'étude insistera davantage sur l'approche "contractuelle". Cette approche a le mérite de cerner dispositions paritaires entre les partenaires.

IV.2.5.3.1. Composante suivi - évaluation

Le suivi et l'évaluation sont des activités déterminantes et incontournables pour la réussite des projets ou actions retenues. Le but du suivi est de corriger les déviations et de veiller au bon fonctionnement du programme en l'orientant ou en l'ajustant au besoin. Le suivi du programme, dans son ensemble, s'opère selon plusieurs axes :

- le suivi et l'impact direct des actions précisant la répartition spatiale, sociale, sectorielle et professionnelle des activités du programme ;
- le suivi de l'impact des actions menées, des écarts constatés ;
- le suivi des compétences acquises pour un transfert progressif des connaissances et des ressources au profit des bénéficiaires.

La méthodologie préconisée pour assurer d'une manière efficace et efficiente cette fonction essentielle du Programme de Lutte contre la Pauvreté consiste à déterminer une charte. La charte reprendra des éléments directeurs dont les organes ou les instances chargés du suivi, la phase opérationnelle du suivi - évaluation et les supports à utiliser. Concernant les organes chargés du suivi le comité de pilotage élargi (cadre de concertation) et l'unité chargée de la gestion du programme et un cabinet doté d'une expertise certaine dans ce domaine peuvent assurer le suivi et l'évaluation du programme.

SOW Malick

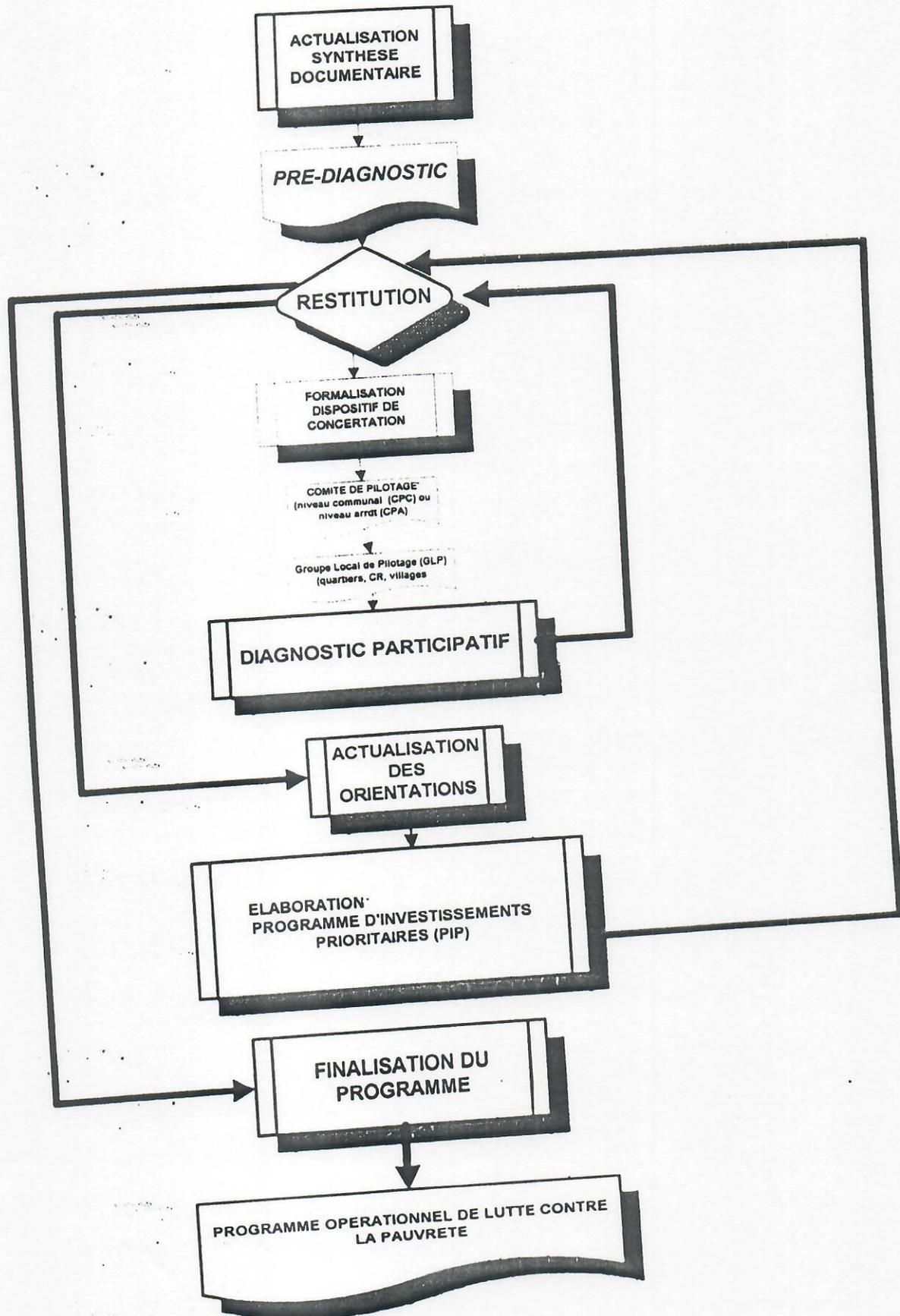
FORMATION

- 1991 : Maîtrise en gestion de projet (Spécialité Planification et Evaluation des Projets)**
Université du Québec à Montréal
- 1986 : Certificat en Gestion de Projet**
Texax Tech University, Lubbock , Texas
- 1985 : Ingénieur des Travaux de Planification**
Ecole Nationale d'Economie Appliquée, Dakar
- 1978 : Baccalauréat de l'enseignement Série D du second degré**
Lycée Van Vollenhoven, Dakar

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- 1995 – 1998 :** **MS & Associés Sarl (Groupe de 10 Consultants)**
Administrateur
- 1999** Etude de faisabilité d'une centrale d'achat des éditeurs de Presse
Sénégal, Ghana, Cote d'Ivoire, Mali, Bourkina Faso
Institut Panos/PROGESIS
- 1998-Décembre** Mise en place d'un programme de Developpement local dans la Communauté rurale de Kothiary
Coopération française /GRDR/ CR de Kothiary dept de Bakel
- 1998- Septembre** Evaluation du POGV
fonds International de Dev (FIDA) GVT du Sénégal
- 1998- Juillet :** **Consultant AGETIP**
Evaluation ex post du PNC
Programme de Nutrition Communautaire
Banque Mondiale /KFW/ PAM

Synthèse démarche méthodologique



- Suivi et Evaluation des projets internationaux
- Contrôle des projets internationaux

CENTRE INTERNATIONAL DES GRANDS PROJETS

(Montréal)

Consultant

Fonctions :

Co-gestion du programmes de perfectionnement des cadres des pays en voie de développement

1988 – 1992 :

HOPITAL SACRE CŒUR DE MONTREAL (PAP)

(Montréal, Québec)

Préposé aux bénéficiaires temps partiel (psychiatrie)

Fonctions :

- Encadrement et aide des bénéficiaires
- Participation aux plans de soins des bénéficiaires
- Elaboration de plans récréatifs pour les bénéficiaires

1986 – 1988 :

MINISTERE DU DEVELOPEMENT RURAL (Dakar, Sénégal)

Conseiller Technique

Fonctions :

- Identification des projets pour les bailleurs de fonds
- Etudes de faisabilité des projets
- Réalisation des avant – projets
- Programmation, évaluation et suivi des projets

1985 – 1986 :

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION

Assistant Planificateur

Fonctions :

- Elaboration de plans de développement rural
- Modélisation des scénarios de développement rural
- Définition des plans sectoriels ruraux

AUTRES CONNAISSANCES

- **PRINCIPALES REALISATIONS**

- Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs des CR de l'Arrondissement de Diwara
USAID / Gouvernement du Sénégal
- Plan d'Exécution et études de faisabilité des projets éligibles au PAGT des CR de l'Arrondissement de Bandafassy (Bandafassy et Tomboronkoto)
USAID / Gouvernement du Sénégal
- Elaboration de l'étude « Evaluation de l'Aide Canadienne au Sénégal »

- 1998 (Mars – Avril) : Consultant PNUD**
 Identification des projets du Programme National de Lutte contre la Pauvreté
 Régions de Tambacounda, Kaolack et Fatick
 PNUD, Ministère de l'économie, des Finances et du Plan
 Project SEN 97/004
- 1998 (Mars) :** **Coordonnateur**
 Plan d'Exécution des Micro – Projets de la CR de Bandafassi
 Plan d'Exécution des Micro – projets de la CR de Tomboronkoto (Département de Bakel Arrondissement de Diawara)
 USAID/ Gouvernement du Sénégal
- 1997 (juillet – Oct)** **Coordonnateur** de l'Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de l'Arrondissement de Diawara au Sénégal
 MARP et PAGT Communauté Rurale de Balou
 MARP et PAGT Communauté Rurale de Moudéry
 MARP et PAGT Communauté Rurale de Gabou
- 1997 **Coordonnateur** Projet « automatiser la fonction personnel de l'ETAT » : Mise en place de 2 réseaux informatique de plus de 200 ordinateurs
 AGETIP/Banque mondiale/ Gvt SENEGAL
- 1996 :** Mise en place et équipement du Plan de circulation de Dakar
Banque Mondiale/ Gvt du Sénégal / AGETIP Stationnement de Montréal / VIMAX
- 1996 :** **Rapporteur** " Etude sur l'Efficacité de l'Aide Internationale : Cas du Canada au Sénégal "
OCDE, PNUD, ACDI
 Paris, juin 1996
- 1995 :** **Rapporteur** "Etudes sur l'Efficacité de l'Aide Internationale : Cas du Canada au Sénégal"
PNUD, Fondation Rockefeller
 Bellagio, Italie, mai 1995
- Coordonnateur** "Etudes sur l'Efficacité de l'Aide Internationale : Cas du Canada au Sénégal"
Projet effectué avec 6 Consultants seniors
ACDI, INSTITUT NORD – SUD (OTTAWA)
- 1991 – 1995** **GMAT / CONSORTECH (Dakar- Montréal, Québec)**
Planificateur et Coordinateur des Projets
 Fonctions :
 - Identification de projets internationaux
 - Planification de projets internationaux

- **CONNAISSANCES TECHNIQUES**

- **Informatique**

- Project Scheduler, Super Project Expert, Timeline
- Lotus 123, Wordperfect, Easyease, Word, Excel...

- **Outils de gestion de projet**

- Méthodes d'estimation des coûts de projet, cadre logique, Workbreakdown Structure, Techniques de Team Building, C.P.M, PERT. B.B.Z etc..

- **Habilités personnelles**

- Bonne capacité d'intégration et d'adaptation dans les nouvelles équipes de travail
- Bonne capacité de gestion positive des relations interpersonnelles
- Familier avec les techniques de restitution en gestion de projet (feedback, rapport d'avancement, compte rendu etc.)

- **Associations**

- Association des diplômés des Sciences de la Gestion
- Project Management Institute (Québec chapter)
- Amnesty International (section francophone UQAM)

- **Autres**

- Bonne connaissance des mécanismes d'intervention des agences de développement PNUD, CRDI, USAID... et des ONG.

Etude financée par l'ACDI, en collaboration avec l'Institut Nord – Sud et Overseas development Coporation (Washington) ainsi que d'autres organisations internationales ODI (Grande Bretagne), etc...

A cet effet, j'ai recruté et organisé sénégalaise, réalisé le rapport final, effectué la présentation première à la fondation Rockefeller à Bellagio en Italie Mai & juillet 1995.

- Etude de préfaisabilité d'un Laboratoire National d'Analyse Université du Connecticut, Ministère de l'Environnement, CNES, août 1995
- Constitution des éléments d'une banque de projets du secteur primaire avec le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD / DTCD/SEN 82-023) Dakar, 1987.
- Amélioration de la capacité institutionnelle des sociétés de développement rural dans le domaine de la gestion financière et économique des projets avec le SAHEL MANPOWER DEVELOPMENT PROJECT/MDR Dakar, 1988
- Elaboration des plans régionaux de développement rural intégré des huit entités administratives du Sénégal (PRDI), Ministère du Plan, 1986
- Etudes de faisabilité du plan d'aménagement et de développement du territoire de la région de Kolda (Sénégal) (P.A.D.T) 1983
- Mise en place d'une banque de projets locaux de développement pour la communauté rurale de Koukané (Sénégal), 1985

• PUBLICATIONS

- Foreign Aid in Africa "Learning from country experience"
(En association)
Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, Sweden
- "Migrations et développement local : cas de la communauté rurale de Balou"
mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme d'ingénieur des travaux de planification de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée, 1995
- Membre d'une équipe d'experts internationaux DATA FOR DEVELOPMENT ASSOCIATION et publication de la communication (Increase productivity in public administration : the role of information technologies) (P.N.U.D / C.R.D.I), 1987
- " Modélisation d'un système de gestion budgétaire de projets agricoles à l'aide du BBZ, du cadre logique et de la micro-informatique"
Mémoire présenté en vue de l'obtention de la maîtrise en gestion de projets de l'UQAM.

MBAYE Mamadou Lamothe

Date et Lieu de Naissance : 28 Juillet 1955

Nationalité: Sénégalaise

FORMATION

1990 : Master in Business Administration (M.B.A.), concentration en Finance, Northeastern University, Boston, Massachusetts, USA

1983 : Ingénieur Statisticien Economiste, concentration en Macroéconomie et Econométrie, Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique/Centre Européen de Formation des Statisticiens des PVD (ENSAE/CESD), Paris, France

Classes préparatoires aux Grandes Ecoles d'Ingénieurs, Mathématiques Supérieures et Mathématiques Spéciales, Lycée Marcelin Berthelot, Saint Maur des Fossées, France

Baccalauréat D, Mention Bien, Lycée Van Vollenhoven, Dakar, Sénégal, Lauréat au Concours Général de Mathématiques (1er prix) et de Physique (1er [C1]prix)

FORMATION PROFESSIONNELLE

1981 : Stage: Restructuration de l'enseignement; Office National de la Formation Professionnelle, Abidjan, Côte d'Ivoire,.

1983 : Séminaire : Elaboration de la comptabilité nationale de la CAMESIE, CEFEP, Paris France,.

1983 : Stage: Modélisation de l'épargne financière des ménages français, Département de la Recherche Appliquée, Caisse Nationale de Crédit Agricole, (CNCA), St Quentin-en-Yvelines, France,.

1985 : Séminaire : Calcul des indices des prix, Office Statistique des Communautés Européennes (OSCE), Luxembourg,.

1997 : Mission : Etude des modalités d'organisation et de fonctionnement des Think Tanks Américains, USAID/World Learning, Washington DC, USA,.

du plan stratégique de l'Agence. Participation à l'élaboration des budgets mensuels des départements. Formulation des conditions requises pour le choix d'un système informatisé de comptabilité pour l'Agence.

**1984 –1987 : Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO),
Ouagadougou, Burkina Faso**

1987 : Chef du Service Statistique, Direction des Echanges Commerciaux, Chargé de la conception des dossiers économiques et statistiques à soumettre au Comité d'Experts.

Conception du modèle PREMO pour la prévision et l'élaboration du budget annuel du Fonds Communautaire de Développement. Détermination des contributions financières des Etats membres. Participation à la conception méthodologique du "Texte réglementaire", pour réglementer et harmoniser l'élaboration des statistiques du commerce extérieur des Etats Membres. Organisation et coordination de séminaires sur les statistiques du commerce dans les Etats membres.

AUTRES CONNAISSANCES

DISTINCTIONS

- 1988 : Bourse d'études du Fonds Européen de Développement 1980-1983.
- 1989 : Graduate Teaching Assistanship", Northeastern University, College of Business, 1989.
- 1990 : Chevalier de l'Ordre du Mérite du Sénégal, 1996.

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- 1991Ancien membre du Club Investissement de l'ENSAE.
- 1992Ancien membre de "Association of the MBA Executives", USA.
- 1993Membre de l'Association des Statisticiens du Sénégal.
- 1994Membre de l'Association des Economistes du Sénégal.

TRAVAUX REALISES

1. Croissance et Développement Humain Durable, Février 1998, (*en collaboration*), (48 pages).
2. Le Sénégal et l'UEMOA, Novembre 1997, (*en collaboration*), (118 pages).
3. Rapport de la Mission de l'Observatoire auprès de Think Tanks Américains, (*en collaboration*), Août 1997.
4. Propositions de création d'un institut de recherche économique privé, autonome et indépendant à but non lucratif, Septembre 1997, (16 pages)

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1994 – 1998 : Conseil économique et social, Dakar, Sénégal

1983 : Directeur de l'Observatoire économique et social/Consultant, Fonds de Contrepartie Canado-Sénégalais,

Chargé de la coordination et de la supervision des activités des Experts de l'Observatoire.

Conception d'un "document d'orientation" de l'Observatoire. Préparation et organisation de la "Journée de Réflexion sur l'Observatoire économique et social". Participation aux activités de recherche Réalisation de plusieurs études.

1984 : Directeur de Cabinet du Président/Consultant, Fonds de Contrepartie Canado-Sénégalais,

Chargé de la coordination des activités du Cabinet et de l'application des directives du Président du Conseil économique et social.

Conception d'un plan stratégique pour redynamiser le Conseil, comprenant la mise en place d'un observatoire économique et social, la réalisation d'un plan informatique, la réalisation d'une "Revue du CES", et la réalisation d'un centre de documentation moderne. Elaboration de plusieurs requêtes de financement pour réaliser le plan stratégique. Suivi et évaluation des travaux de consultants nationaux et internationaux de l'USAID sur l'Impact de la Dévaluation du Franc CFA".

1993-1994 : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Dakar, Sénégal

1985 : Expert Macroéconomiste en modélisation/Consultant, PAGD/BM, PC III/PNUD (SEN/92/015), Chef de la Composante "Renforcement des Capacités de Planification et de Gestion de l'Economie",

Chargé de la gestion des modèles macroéconomique (SESAME) et macrofinancier (Modèle Macrofinancier).

Réestimation des équations du modèle "SESAME" sur la période 1979-1992.

Utilisation du modèle Macrofinancier pour l'élaboration des Perspectives triennales 1994-1996 et 1995-1997. Participation à l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Contribution à la définition de la stratégie nationale de développement. Participation à la campagne du budget économique 1994 du Sénégal. Participation à l'élaboration des Perspectives Triennales 1994-1996. Etude de la surévaluation du franc CFA.

1990 – 1992 : Roxbury Multi-Service Center, Dorchester, Massachussetts, USA

1986 : Assistant Contrôleur ,

Chargé de la gestion des "Crédits aux Fournisseurs".

Contribution à la préparation et à l'analyse des rapports financiers mensuels: comptes d'exploitation et bilans. Participation à l'élaboration du budget annuel et

5. La Dévaluation du Franc CFA: Impact, Mai 1997, (*en collaboration*), (40 pages).
6. Rapport sur la Situation économique et sociale du Sénégal 1996, Mai 1997, (*en collaboration*), (118 pages).
7. Financement du Développement et Conditionnalités, Avril 1997, (23 pages).
8. Le Financement des PME au Sénégal, Février 1997, (10 pages).
9. L'Observatoire économique et social, Un Outil stratégique, Décembre 1996, (9 pages).
10. Rapport final sur l'Impact de la Dévaluation du Franc CFA: une mise à jour d'une synthèse des travaux de consultants, Mai 1997, (162 pages).
11. L'emploi des Jeunes au Sénégal, 1995, (*en collaboration*).
12. Projet de Note de Stratégie Nationale du Sénégal, Janvier 1994, (*en collaboration*), 23 pages.
13. Vers une Dévaluation du Franc CFA : Quel Intérêt pour le Sénégal?, Décembre 1993, (80 pages).
14. Choosing an Accounting Software Package for RMSC: An Implementation of The "Analytic Hierarchy Process Model", Septembre 1990, (40 pages).
15. On the Need to Understand Japan: America's most Important Competitor, Juin 1988, (13 pages).
16. Le Modèle PREMO: Prévision du Budget Annuel du Fonds Communautaire de Développement (FCD) de la CEAO, Février 1985.

LANGUES

Bilingue: Anglais, Français.

SARR Awa Taye

Date et Lieu de Naissance : 11 Juin 1969 à Dakar

Nationalité : Sénégalaise

ETUDES GENERALES

1995 : Maîtrise de Sociologie

1994 : Licence de Sociologie

1992 : DEUG Sociologie

1982 – 1990 : Etudes Secondaires sanctionnées les diplômes de BFEM et de Baccalauréat A3 avec la mention Bien.

CENTRES D'INTERETS ET DOMAINES DE COMPETENCE

Sociologie générale

Economie générale et rurale

Sociologie du travail et des organisations

Sociologie de la famille et de l'éducation

Sociologie rurale et du développement

Approche Genre et Développement

Communication sociale

Elaboration suivi et évaluation des projets

IEC/Population

Gestion des terroirs

Gestion des ressources naturelles

Aménagement des terroirs

Méthodes participatives de recherche

MARP (Méthode Active de Recherche et planification Participative)

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Poste Actuel : Consultante chargée de recherche au Cabinet d'Etude MS & Associés depuis janvier 1998

1998 : Projet d'Organisation et Gestion Villagesois

Consultante chargée de l'évaluation des impacts des activités financées par la caisse d'épargne et de crédit (Volets femmes et Jeunes au niveau des trois zones d'intervention du projet Thiès, Fatick, Kaolack)

1998 : Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (USAID 685.0305)

Consultante associée chargée de l'identification des sites de localisation des sous

projets et de l'élaboration du plan d'exécution de la communauté rurale de Moudéry, Département de Diawara région de Tambacounda dans le cadre du Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (USAID 685.0305).

1998 : PGCRN/USAID 685.0305

Appui aux comités de gestion des ressources naturelles pour l'élaboration des plans d'exécution des PAGT de la communauté rurale de Bandafassi et de Tomboronkoto (Département de Kédougou) PGCRN / USAID 685.0305.

1998 : POGV (Projet d'Organisation et de Gestion Villageoise)

Consultante associée à l'étude diagnostique par la MARP et à l'élaboration d'un Plan de Développement Communautaire pour la Communauté rurale de Ndiagianiao (THIES) dans le cadre du POGV.

1981: Cabinet MS & Associés /PGCRN

Supervision du diagnostic participatif (MARP) en vue de l'élaboration de Plan d'Aménagement et de Gestion des terroirs de la CR de Moudéry dans le cadre du Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles.

1997 : Projet Combustibles Domestiques du GTZ

Consultante associée chargée du Diagnostic participatif MARP de la communauté rurale de Nganda (Kaffrine) pour l'élaboration d'une stratégie d'aménagement de la forêt de Ndankou dans le cadre du Projet Combustibles Domestiques du GTZ

1982: PGCRN /USAID

Consultante stagiaire au Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles. Thème de Recherche : Implication des femmes dans la gestion des ressources naturelles.

1996 : ASRADEC/FNUAP

Participation aux enquêtes prospectives du projet SEN 95/PO3 IEC /Rural FNUAP (Organisateur exécutif ASRADEC)

Diagnostic participatif et élaboration d'un plan d'actions prioritaires pour la communauté rurale de Gamadji Saré (Département de Podor).

1994 : Elaboration d'un mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme de Maîtrise en Sociologie. Thème : Evolution des Rôles Féminins et rapports sociaux de sexe dans la gestion de la famille urbaine, pour une analyse de genre.

1993 : Stage démographique organisé par l'Université Paris V, le CERPA l'Université de Saint Louis et la Direction de la Prévision et de la Statistique dans la région de Tambacounda sur le thème Planification Familiale et comportements reproducteurs en milieu rural migrant.

1992 : MST et SIDA en milieu urbain : les conséquences sociales de ce fléau (Richard

Toll et Dakar) en collaboration avec le réseau SIDA en Afrique.

1991: Rôle économique de la femme dans la vie rurale : Village de Sanar peul (Saint Louis).

Formes et expressions de la sociabilité chez les jeunes en milieu scolaire et universitaire (Saint Louis et Dakar).

SEMINAIRES ET AUTRES CONNAISSANCES

1997 : Participation au séminaire de formation à la méthode active de recherche et planification participative organisé par le PGRCN PAONG RESEAU MARP / CONGAD.

1996 : Séminaire de formation à la méthodologie des enquêtes participatives : Planification à la base, MARP ; organisée par l'ASRADEC.

Séminaire de formation aux techniques de communication sociale et d'approche IEC Population en milieu rural organisé par l'ASRADEC et le FNUAP (Thiès).

1994 : Participation au séminaire atelier sur le rôle des organisations paysannes dans le développement de la vallée du fleuve Sénégal organisé par l'ONG Diapanté (Saint Louis).

1993 : Participation au séminaire de formation sur les techniques de monographies villageoises et d'enquêtes démographiques organisé par l'ORSTOM, la Direction de la Statistique et la Section de Sociologie de l'Université de Saint Louis.

1988 : Diplôme de moniteur des collectivités éducatives.

AUTRES CONNAISSANCES

LANGUES

Français : écrit, lu et parlé

Anglais : écrit, lu et parlé

Espagnol : écrit et lu

INFORMATIQUE

Bonne connaissance des logiciels usuels sous DOS et WINWORD.

NDIAYE BASSE OUSMANE

Date et Lieu de Naissance : 09 septembre 1960 à Louga
Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

: Université de Technologies de Compiègne
DES en Gestion Urbaine

1987 : Ecole Polytechnique de Thiés
Ingénieur en Génie Civil

1981 : Lycée Technique Delafosse Bac E

STAGES

1990 : - Aménagement Urbains – Services Techniques de la Ville de Caen

1990 : - Assainissement – Agence de Bassin Loire et Bretagne – Orléans
Stages en Gestion de Projets – ADS GMAT (Montréal)

SEMINAIRES

1989 : - Gestion de Chantiers – CESAG

1990 : - Passation des Marchés Publics – Salmy

1989 – Sur la décentralisation – Saly

1990 : Maîtrise des Projets d'Aménagements Urbains
: Conférence Régionale sur le Crédit Municipal – Abidjan

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

1995 – 1997 : Chargé de Gestion de projets à la banque de l'Habitat du Sénégal

Projets – SNHLM Grand Yoff 156 logements

SIPRES II 170 logements à Sud Foire

Coopérative SONATEL : 540 logements

Cité Ndèye Marie 338 logements à MBAO

Cité CPI 149 logements sur la VDN

Les Dunes à 8 immeubles et 32 magasins à la rue prolongée (SODIDAZ)

Etudes du projet de reconstitution du marché Maur des Fomsses à Ziguinchor

1994 : Chargé de projets au projet de Gestion et de développement Urbains

1994 – 1995 : Chef de la Cellule du Projet de Gestion et de développement

* Volet Renforcement des Services Techniques de la Communauté Urbaine de Dakar

Assistance Technique (ADS – GMAT – GIC) aux ST- CUD

Equipement en matériel de Génie Civil des ST – CUD

Réhabilitation et équipement du patrimoine bâti de la CUD

Construction du Centre Technique Principal destiné aux ST – CUD

* Volet Transport et Circulation

Réhabilitation et reconstruction du réseau de la voirie collective de la CUD

Réhabilitation de la route des Niayes

Accessibilité du Plateau et intervention à Pikine

Aménagement de l'Avenue Blaise Diagne

* Volet Crédit Communal

Montage de Projets soumis au financement du crédit communal

Marchés et gares routiers

* Volet Cadastre Fiscal Dakar

Equipements et logiciels pour le centre informatique de Cadastre

Cartographie et Aérocanévas

Enquêtes Cadastres

1988 – 1991 : Chef des Services Techniques de la ville de Pikine

Gestion des ordures ménagères

Entretien des réseaux AEP, électricité en relation avec les concessionnaires

Entretien voirie non classée

Suivi de l'exécution du budget d'investissement de la ville

GAYE IBRAHIMA

Date de Naissance: 24/02/1949
Nationalité: Sénégalaise

FORMATION

1995-97 : University of Connecticut – USA

Programme de formation: Recherche en sciences sociales (Sondage d'opinions publiques, étude de marché, évaluation de programme, méthodes quantitatives et qualitatives de recherches)

Diplôme obtenu: Master of art (survey research) Décembre 97

1983- 1987 : Université Paul Valéry, Montpellier III - France

Programme de formation: Etude et aménagement des espaces ruraux

Diplômes obtenus: Diplôme d'étude approfondies et doctorat de 3e cycle en Aménagement rural

1982- 1985 : Institut Agronomique Méditerranéen, Montpellier – France

Programme de formation: Administration du développement et politiques agricoles (Analyse du développement, politiques agricoles et marchés internationaux, sociétés rurales et systèmes de production, stratégie de développement d'une zone rurale, méthodes et techniques pédagogiques, identification, élaboration, gestion et évaluation de projets)

Diplôme obtenu: Master of science (Politiques Agricoles et Administration du Développement)

1973- 1975 : Ecole Nationale d'Economie Appliquée, Dakar – Sénégal

Programme de formation: Planification à la base (méthodes quantitatives et qualitatives de diagnostic d'une zone rurale, Techniques d'animation de groupes, Pédagogie des adultes, Gestion et évaluation de petits projets)

Diplôme obtenu: Diplôme de l'E.N.E.A. (Spécialité Ingénieur des travaux de planification)

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1990- 1995 : Ecole Nationale d'Economie Appliquée

Directeur du Département de recherche, coordination des programmes de recherche et modules de formation, négociation des prestations de services offertes par l'ENEA
gestion du réseau de partenariat de l'ENEA

Chef du Département de Planification et de Gestion des Organisations, mise en œuvre du programme de formation et de stages ruraux, gestion du personnel enseignant
enseignement du cours de gestion du projet

Directeur de mémoires de fin d'études

1988- 1990 : Institut de Technologie Alimentaire

Socio-Economiste du projet Transformation du Niebe (USAID), conception, planification, exécution d'étude de marché

1980- 1983 : Ecole Nationale d'Economie Appliquée

Assistant au Département Planification, coordination des stages ruraux (diagnostic et élaboration de plans de dev.), enseignement du cours de gestion de projet

1975- 1979 : Ministère du Développement rural

Chef de Centre d'Expansion rurale à Tassette et Thiadiaye (région de Thies), gestion d'une équipe pluridisciplinaire, impulsion et accompagnement d'activités d'autopromotion à la base : impulsion, planification et évaluation d'activités de formation pour adultes

ETUDE ET ACTIVITÉS DIVERSES

Consultant ENDA/ACAS : Evaluation de ENDA/ACAS 1994

Consultant du CESEAO Pole Régional Kaolack 1993 à 1995: Formation en gestion de projets

Consultant à la Mission Française de Coopération: Evaluation du projet promotion des femmes et des jeunes (PPFJ) 1994

Consultant de l'ACDI: Evaluation du projet 1000 classes dans la région de Tambacounda 1995

Consultant de l'institut Nord/Sud OTTAWA: Efficacité de l'aide Canadienne au Sénégal 1995

Consultant du projet d'appui à l'autopromotion dans la région de Ziguinchor (GTZ) Etude sur la rentabilité des unités de transformation artisanale des fruits et légumes dans la région de Ziguinchor 1992

Membre du Conseil des ONGs d'Appui au Développement, Comité Environnement/ Dev.

Membre du Conseil National pour l'Autosuffisance Alimentaire et le Bien être des Populations Rurales (Comité Exécutif) Hunger Project.

AUTRES

Maîtrise de l'ordinateur

Maîtrise du français et bonne connaissance de l'anglais

=====

foresterie communautaire ; Programme Arbres, Forêts et communautés, Direction Nationale des Eaux et forêts .

Février 1998 : Chargée de formation sur le genre à l'école Nationale d'économie appliquée (ENEA) Collège EDA, 3ème année.

Novembre 1996 - Novembre 1997 : Chargée de la réalisation du projet de recherche-action "Genre et gestion des ressources naturelles . Collaboration IIED/ Groupement des femmes de Bandia " en vue du renforcement de la participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles.

AUTRES CONNAISSANCES

Langues parlées : Français, Anglais

Domaines de compétence : Etudes et formation sur le financement des organisations à la base, l'approche du genre, les méthodes participatives

ETUDES, FORMATION, MISE EN PLACE DE STRUCTURES DE FINANCEMENT

Janvier 1999 : Formation des personnes relais des groupements féminins en gestion langue nationale ouoloff ; collaboration Association pour le développement de l'Education et de la formation en Afrique ADEF Afrique

Juin – Novembre 1998 : Mise en place des mutuelles d'épargne et de crédit de Médina, Castors, N'gor du réseau PAMECAS et formation des membres des comités provisoires

Aout 1998 : Etude de l'impact des structures de crédit et d'épargne sur le pouvoir financier des femmes; Etude UNICEF/ Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille,

Septembre 1998 : Etude des impacts économiques, sociaux et institutionnels du crédit ADPES aux groupements de la Fédération Nationale des GIE de pêche. Collaboration ADPES

Avril 1998 : Formation des partenaires de Vision Mondial dans la mise en place des coopératives d'épargne et de crédit, Nouakchott, Mauritanie

Février - Jun 1997 : Participation à l'élaboration du plan National d'Action pour l'environnement Chargée de l'étude du financement des initiatives à la base , participation à la synthèse des groupes thématiques

Juillet - Oct 1991 : Etude de faisabilité de la mutuelle des pêcheurs de Hann, projet propêche, volet servipêche Collaboration ACDI/ SDID

Janvier 1991 : Evaluation du projet propêche, volet crédit aux opérateurs de la pêche Collaboration ACDI/Agence de développement international Desjardins

Juin 1990 : Mémoire de maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations sur le thème exigences des créanciers et systèmes d'information comptable dans les coopératives agricoles du Sénégal.

ETUDES ET FORMATIONS SUR LE GENRE

Janvier 1999 : Diagnostic participatif des groupements de promotion féminine de l'ONG Aprofes (Association pour la promotion de la femme, Kaolack

Juin 98 : Formation des sections coopératives du réseau UNCAS dans l'approche du genre Collaboration UNCAS/ BIT Genève

Mai 1998 : Chargée d'enquêtes sur le terrain dans le cadre de l'étude sur "Genre, et

l'Education Nationale, et coopératives des pêcheurs (Secrétariat d'Etat à l'Océanographie et à la Pêche Maritime.

Janvier 1991 – 1998 : Etudes, recherches et formation sur l'approche participative, l'approche du genre, le financement des organisations à la base .

AUTRES CONNAISSANCES

FORMATION ET ETUDES SUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Avril 1998 : Formation des jeunes de 12 villages de Thiès sur implication des jeunes à la question de Habitat et méthodes participatives, Plan international Thiès, Programme Diorama 98.

Octobre 1997 : Formation des volontaires des écoles communautaires de base (ONG ADEF/afrique) sur la méthode accélérée de recherche participative dans le cadre des sessions de recyclage annuelle

Juin 1997 : Formation à la méthode MARP des membres du comité de gestion des ressources naturelles de la communauté rurale de Gabou ; Département de Bakel; Collaboration PGCRN/ Cabinet Malck Sow et associés.

Novembre 1996 : Formation des agents du service de développement à la base de Thiès et des femmes du groupement de Bandia (Département de M'bour) à la méthode MARP articulée à l'approche du genre.

Juillet - Octobre 1996 : Etude de l'impact des aspects socio-politiques sur les programmes et projets environnementaux et influence des ONG pour le compte de l'Institut des Nations Unies pour la Recherche en Sciences Sociales (UNRISD) ; Genève

Janvier - Avril 1996 : Participation à la conférence électronique de la FAO sur la gestion alternative des conflits liés à la gestion des ressources; Programme Arbres, forêts et communautés

Juillet 1996 : Formation à la MARP des membres du comité de gestion des ressources naturelles de la communauté rurale de M'ballacadio; Collaboration PGCRN/Cabinet Sall consulting.

Janvier 1993 : Appui à l'auto-évaluation de la coopérative de faraba, projet Bit/Acopam projet MLI/005; formation dans les outils de suivi de la gestion

Mars 1992 : Chargée d'enquêtes sur le terrain dans le cadre de la mission d'évaluation des besoins de formation du secteur de la pêche artisanale; collaboration centre spécialisés de pêche de la Caspésie ; projet propêche

DIOP Nogaye

Date et Lieu de naissance: M'BOUR
Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

Septembre 1987 – Juin 1990 : Maîtrise en Gestion des Petites et Moyennes Organisations (PMO)
Finance, production, marketing, Elaboration et suivi des projets, Université du Québec à Chicoutimi, Canada :

Janvier 1976 – Décembre 1978 : Brevet de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA), Option Coopération; Formation des coopératives; Dakar, Sénégal.

Juillet 1975 : Baccalauréat de l'Enseignement du Second Degré; Série A Lycée Jhon Fithzgerald Kennedy; Dakar, Sénégal

Février 1992 : Atelier sur " le genre et la recherche agricole en Afrique", organisé par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) M'bour, Sénégal

Janvier - Avril 1989 : Séminaire sur la condition féminine et masculine: Etude critique et globale des relations hommes -femmes ; Département des sciences sociales; Université du Québec à Chicoutimi; Québec; Canada

Avril - Juin 1988 : Certificat en anglais: programme English Language Programme (ELP) Université du New Brunswick, Canada

En cours Préparation DEA en sciences de l'Education; Chaire Unesco en Sciences de l'Education ; Ecole Normale Supérieure, Dakar, Sénégal Thème de recherche: sur la formation des dirigeants au sein des coopératives d'épargne et de crédit.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Décembre 1993 – Décembre 1995 : Volontaire des Nations Unies , Projet BIT/Acopam, Sous-Projet BKF/007 (appui activités génératrices de revenus des femmes par le petit crédit, Burkina faso) ; Sous Projet MLI:005 (appui en organisation et en crédit des pêcheurs de faraba, Mali)

Janvier 1979 - Juillet 1987 : Appui en organisation et formation des coopératives agricoles et féminines (Direction de l'Action coopérative), scolaires Ministère de

l'Education Nationale, et coopératives des pêcheurs (Secrétariat d'Etat à l'Océanographie et à la Pêche Maritime.

Janvier 1991 – 1998 : Etudes, recherches et formation sur l'approche participative, l'approche du genre, le financement des organisations à la base .

AUTRES CONNAISSANCES

FORMATION ET ETUDES SUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Avril 1998 : Formation des jeunes de 12 villages de Thiès sur implication des jeunes à la question de Habitat et méthodes participatives, Plan international Thiès, Programme Diorama 98.

Octobre 1997 : Formation des volontaires des écoles communautaires de base (ONG ADEF/afrique) sur la méthode accélérée de recherche participative dans le cadre des sessions de recyclage annuelle

Juin 1997 : Formation à la méthode MARP des membres du comité de gestion des ressources naturelles de la communauté rurale de Gabou ; Département de Bakel; Collaboration PGCRN/ Cabinet Malck Sow et associés.

Novembre 1996 : Formation des agents du service de développement à la base de Thiès et des femmes du groupement de Bandia (Département de M'bour) à la méthode MARP articulée à l'approche du genre.

Juillet - Octobre 1996 : Etude de l'impact des aspects socio-politiques sur les programmes et projets environnementaux et influence des ONG pour le compte de l'Institut des Nations Unies pour la Recherche en Sciences Sociales (UNRISD) ; Genève

Janvier - Avril 1996 : Participation à la conférence électronique de la FAO sur la gestion alternative des conflits liés à la gestion des ressources; Programme Arbres, forêts et communautés

Juillet 1996 : Formation à la MARP des membres du comité de gestion des ressources naturelles de la communauté rurale de M'ballacadio; Collaboration PGCRN/Cabinet Sall consulting.

Janvier 1993 : Appui à l'auto-évaluation de la coopérative de faraba, projet Bit/Acopam projet MLI/005; formation dans les outils de suivi de la gestion

Mars 1992 : Chargée d'enquêtes dur le terrain dans le cadre de la mission d'évaluation des besoins de formation du secteur de la pêche artisanale; collaboration centre spécialisés de pêche de la Caspésie ; projet propêche

ETUDES, FORMATION, MISE EN PLACE DE STRUCTURES DE FINANCEMENT

Janvier 1999 : Formation des personnes relais des groupements féminins en gestion langue nationale ouoloff ; collaboration Association pour le développement de l'Education et de la formation en Afrique ADEF Afrique

Juin – Novembre 1998 : Mise en place des mutuelles d'épargne et de crédit de Médina, Castors, N'gor du réseau PAMECAS et formation des membres des comités provisoires

Aout 1998 : Etude de l'impact des structures de crédit et d'épargne sur le pouvoir financier des femmes; Etude UNICEF/ Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille,

Septembre 1998 : Etude des impacts économiques, sociaux et institutionnels du crédit ADPES aux groupements de la Fédération Nationale des GIE de pêche. Collaboration ADPES

Avril 1998 : Formation des partenaires de Vision Mondial dans la mise en place des coopératives d'épargne et de crédit, Nouakchott, Mauritanie

Février - Jun 1997 : Participation à l'élaboration du plan National d'Action pour l'environnement Chargée de l'étude du financement des initiatives à la base , participation à la synthèse des groupes thématiques

Juillet - Oct 1991 : Etude de faisabilité de la mutuelle des pêcheurs de Hann, projet propêche, volet servipêche Collaboration ACDI/ SDID

Janvier 1991 : Evaluation du projet propêche, volet crédit aux opérateurs de la pêche Collaboration ACDI/Agence de développement international Desjardins

Juin 1990 : Mémoire de maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations sur le thème exigences des créanciers et systèmes d'information comptable dans les coopératives agricoles du Sénégal.

ETUDES ET FORMATIONS SUR LE GENRE

Janvier 1999 : Diagnostic participatif des groupements de promotion féminine de l'ONG Aprofes (Association pour la promotion de la femme, Kaolack

Juin 98 : Formation des sections coopératives du réseau UNCAS dans l'approche du genre Collaboration UNCAS/ BIT Genève

Mai 1998 : Chargée d'enquêtes sur le terrain dans le cadre de l'étude sur "Genre, et

foresterie communautaire ; Programme Arbres, Forêts et communautés, Direction Nationale des Eaux et forêts .

Février 1998 : Chargée de formation sur le genre à l'école Nationale d'économie appliquée (ENEA) Collège EDA, 3ème année.

Novembre 1996 - Novembre 1997 : Chargée de la réalisation du projet de recherche-action "Genre et gestion des ressources naturelles . Collaboration IIED/ Groupement des femmes de Bandia " en vue du renforcement de la participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles.

AUTRES CONNAISSANCES

Langues parlées : Français, Anglais

Domaines de compétence : Etudes et formation sur le financement des organisations à la base, l'approche du genre, les méthodes participatives

DIAW Adama

Date et Lieu de Naissance : 28 Août 1958
Nationalité : Sénégalaise

DIPLOMES OBTENUS

1976 : Baccalauréat Série D

1980 : Maîtrise en Sciences Economiques à l'Université Cheikh Anta DIOP

1982 : Diplômes d'Etudes Approfondies (D.E.A) en Economie du Développement
Université de Clermont Ferrand

1985 : Doctorat de Troisième Cycle en Economie du Développement Université de
Clermont - Ferrand

1993 : Doctorat Nouveau Régime en Economie Université d'Auvergne Clermont -
Ferrand

1995 : Agrégation de Sciences Economiques

EXPERIENCES PROFESIONNELLES

Enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion à l'Université Cheikh
Anta DIOP – DAKAR

Maître de Conférence Agrégé

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Novembre 1982 : L'effort d'Aide Publique au Développement des Pays du
C.A.D : Evolution, Facteurs Explicatifs : Mémoire de D.E.A en Economie du
Développement – Université de Clermont Ferrand

Mai 1984 : En collaboration avec Gérard CHAMBAS : « Les Facteurs Explicatifs du
Comportement des Etats Fournisseurs d'Aided » : Communication présentée au Co grés
International des Economistes de Langue Française – Clermont- Ferrand.

Janvier 1985 : Facteurs Explicatifs du Transfert des Ressources Financières des Pays
du CAD à destination des Pays en voie de Développement : Thèse de Doctorat de
troisième cycle en économie du développement – Clermont-Ferrand.

Août 1987 : En collaboration avec Elliot Berg et Alexander Berg : « Sécurité Expendicure
in SENEGAL : An Analysis of National Data » prepared for the Rand Corporation –
Washington

Février 1993 : La Politique des Taux d'intérêts dans l'union Monétaire Ouest-Africaine :
Thèse de Doctorat en Sciences Economiques – Université d'Auvergne – Clermont-
Ferrand *

Décembre 1993 : Les Déterminants de l'Épargne dans l'UMOA – Redvued de CERAP (Center for Economic Researd on Africa) Montclair State University

1993 : « La demande à l'importation au SENEGAL et en Côte d'Ivoire : une analyse Econométrique. » - Annales de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques – Université Cheikh Anta DIOP - DAKAR

Janvier 1994 : La Dévaluation du FCFA «quelques Précisions Fondamentales » Lex N°300

Novembre 1994 : « Rétrospective de l'Economie sénégalaise : 1980-1992 » - Etude réalisée pour le compte de la Banque Africaine de Développement

Avril 1995 : « Une Analyse Micro-économique des effets indirects de la Taxation des Revenus Agricoles dans les pays en voie de développement » Etudes et Documents du Centre de Recherches Economiques Appliquées (CREA) – Faculté des Sciences Economiques et de Gestion – Université Cheikh Anta Diop – Dakar

Mai 1996 : « Import Demand In Sénégal : A Study of the Structure, Behavior and Stability of Imports in Senegal » - Paper presented at the African Economic Ressearch Consortium Workshop – Nairobi

Juin 1996 : « l'Impact de la dévaluation sur les Finances Publiques du Sénégal » Document interne

21 Mars 1997 : « Avantages et Inconvénients de l'Intégration de la Guinée Bissau à l'union Economique et monétaire Ouest africaine » Communication aux Journées Scientifiques et Juridiques sur l'économie, les Finances et le Développement de la Guinée Bissau – 14 PP Bissau 18.

14 Juin 1997 : « Politique macro-économique et compétitivité de l'économie sénégalaise » Communication aux Journées, Scientifiques sur l'économie sénégalaise – 47 pp. – Dakar

TRAVAUX EN COURS

- « Modélisation de la Demande de Monnaie au Sénégal (1960-1993) : Une application des Techniques de Co-intégration et des modèles à Correction d'Erreur ».
- « La demande mondiale source de spécialisation de l'économie sénégalaise »
- « Saving and Real interest rates in the BCEAO countries » avec Cheikh Anta.

RESPONSABILITES ACADEMIQUES ACTUELLES

- Chef du Département du 1er Cycle de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université Cheikh Anta DIOP

- Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'UCAD
- Animateur des Modules d'Economie Générale et de Politique monétaire au centre Ouest Africain de Formation et d'études bancaires (COFEB) de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).
- Expert Consultant au Conseil Economique et social
- Cours dispensés durant les années universitaires 1993-1994, 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998.

- Analyse Economique en 1ère année : cours annuel avec travaux dirigés
- Politique Economique en 4ème année : Cours annuel avec Travaux Dirigés
- Commerce International en 3ème année : Cours semestriel avec Travaux Dirigés
- Comptabilité Nationale en 2ème année : Cours semestriel avec Travaux Dirigés

BADJI AMI COLLÉ

Date et lieu de naissance : 24 Août 1960 à Tendième
Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

1988-1989 : DEA en Urbanisme, Gestion de l'espace et décentralisation (en cours)

1987-1988 : Maîtrise d'aménagement du territoire

Option : Assistance aux pays en voie de développement à l'Institut d'Aménagement Régional (IAR) et à l'institut de géographie d'AIX Marseille 2 (IGAM)

1986-1987 : Licence Complète d'aménagement du territoire (IGAM-IAR)

1985-1986 : Licence d'aménagement du territoire aux deux tiers

1984-1985 : Certificat de spécialisation en géographie humaine, université Cheikh Anta Diop de Dakar

1983-1984 : Diplôme de géographie, université Cheikh Anta Diop de Dakar

1979-1980 : Baccalauréat Série A3

1993 : Du 13 au 22 Décembre, formation à l'animation par la méthode active de recherche participative (MARP)

STAGES

1996-1997 : Stage à la Direction de l'Aménagement du territoire

- Collecte de données
- Analyse des disparités régionales

1991-1992 : Stage à la Direction de l'Aménagement Urbain (DAU), Dakar (deux mois)

- Exploitation des données du recensement de Yoff
- Mise à jour du plan d'état des lieux de Ouakam

1990-1991 : Stage pratique dans le projet de restructuration de l'habitat spontané
DUA/GTZ
(six mois)

- Exploitation des données du recensement
- Conception de plans thématiques portant sur la restructuration

RECHERCHES

1988-1989 : Document sur l'organisation de l'espace en milieu Diola (Enquête, Bibliographie)

1986-1988 : Mémoire portant sur : La distribution du poisson à Dakar : Projet de Réorganisation (Enquête, Bibliographie)

1985-1986 : Réalisation d'un mémoire et d'un document audiovisuel sur les conséquences du lotissement du village de Thionk Essyl (Sud du Sénégal) sur les structures traditionnelles (Enquête, Bibliographie)

1984-1985 : Réalisation d'un mémoire portant sur l'approvisionnement de Dakar en produits maraîchers en poisson (Enquête)

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Octobre 93 - Mars 95 : Chargée du volet animation dans un programme de restructuration et de régularisation foncière du quartier spontané à l'AFVP (Association Française des Volontaires du progrès), Organisation de coopération technique.

Encadrement des communautés de base : formation à la collecte de l'épargne pour la régularisation foncière

Formation à la planification des infrastructures et des équipements du quartier.
Sensibilisation des communautés de base à la notion de restructuration, de régularisation et de participation.

Collecte des données (recensement, saisie informatique et exploitation des données)

Suivi et évaluation de collecte de l'épargne, de la gestion des dossiers d'attribution foncière

Mars 1997 : Evaluation des politiques de population au Sénégal (région de Kolda)

Juin - Juillet 97 : Etude diagnostique de la gestion communautaire des ressources naturelles
(Bakel : Arrondissement de Diawara)

DIVERS

Langues : Français, Diola, Wolof, Mandingue, notions Pulaar

Informatique : Traitement de texte (word5/6) Tableurs (excel)

Participation à des séminaires : Gestion foncière à Abidjan
Participation à la préparation de la conférence mondiale sur les établissements humains ; séminaire sur le développement local, etc.

GAKOU EI Hadji Malick

Date et Lieu de Naissance : 17 Août 1961 à Dakar
Nationalité : Sénégalaise

DIPLOMES

1981 : Baccalauréat Série F Lycée Seydina Limamoulaye de Guédiawaye

1989 : Master in International trade Warsac Shool Of Economics (Pologne)

1992 : Docteur Es Sciences Economiques Warsac School Of Economics (Pologne)

1992 – 1995 : Travaux de Recherches sur une thèse en relatons internationales portant sur le thème : " Coopération entre la Communauté Européenne et les pays de l'ancien bloc de l'Est : « Bilan et Perspectives ».

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1995 : **Consultant du Conseil Economique et Social** pour l'appui à la réalisation de l'Etude d'impact sur la dévaluation (6 mois) ;

1996 : **Conseiller Technique**, en charge des aff&aires économiques et financières ;

1997 : **Conseiller chargé des Relations Extérieures**, en charge de toutes les relations de coppération politique ou diplomatique du Conseil Economique et Social ;

1997 : **Conseil Spécial**, en charge des questons politiques et celles liées à la vie institutionnelle du Conseil Economique et Social, de même que des relations du Conseil Economique et Social avec l'Assemblée Natonale, le Gouvernement, les Régions, les Autorités religieuses, les Autorités traditionnelles et les Groupements socio-économiques et socio-profesionnelles ;

1998 : **Directeur intérimaire de l'Observatoire Economique et Social**, chargé de l'intérim de la Direction de l'Observatoire, en assurant la coordination de ses activités ;

1998 : **Expert Conseiller Technique**, en charge de la coopération économique régionale et internationale à l'Observatoire Economique et Social.

AUTRES CONNAISSANCES **PARTICIPATION AUX ETUDES**

- Etude d'Impact de la dévaluation du Franc CFA,
- La dévaluation du Franc CFA au Sénégal : objectifs, résultats, impact.
- Rapport annuel sur la situation économique et sociale du Sénégal en 1996,
- Rapport annuel sur la situation économique et sociale du Sénégal en 1997,
- Bilan du Programme d'Ajustement Structurel 1979-1991,
- Le Sénégal et l'UEMOA,
- Compétitivité extérieure de l'économie sénégalaise,
- Pauvreté et développement humain durable,
- Croissance et développement humain durable : quelle corrélation ?
- Les freins à la compétitivité de l'économie sénégalaise,
- Etude sur le régime juridique des terres et les implications de la libéralisation au Sénégal,
- L'industrie sénégalaise, deux années après la dévaluation, à l'ère de l'intégration face aux enjeux globaux de la mondialisation,
- Lutte contre la pauvreté au Sénégal,
- Kaléidoscope du Conseil Economique et Social.

CONFERENCES

1er mai 1993 : La Reconquête de l'Electorat Jeune dans les Centre Urbains : Exemple de Dakar et de Thiés, sous la présidence de M. Mamadou DIOP ;

23 juillet 1993 : La Refondation du Parti Socialiste : Nécessités du Changement et Perspectives, avec comme Modérateur, M Babacar SINE,

20 Octobre 1993 : Ajustement structurel, Croissance et Développement : Quelles Stratégies pour le PS ?, sous la présidence de M Abdourahmane SOW ;

11-12 décembre 1993 : Président du Comité d'Organisation du Colloque International, coprésidé par MM Cheikh Abdoul Khadre CISSOKHO et Ousmane Tanor DIENG, à la Maison du Parti, sur le thème central : Le Parti Socialiste : Les Mutations Nationales et le Nouvel Ordre Mondial ;

8 mars 1994 : Dévaluation du Franc CFA : Impact Social et Perspectives, à l'UCAD, sous la Présidence de Mme Ndioro NDIAYE ;

15 mars 1994 : L'après Dévaluation : Quelle voie pour le Sénégal, sous la Présidence de M. Mamadou DIOP ;

24 Avril 1994 : Le PS face aux défis de l'emploi des Jeunes au Sénégal, sous la Présidence de M. Papa Amath DIENG

28 mai 1994 : Diner Débat à l'Hôtel Indépendance, l'après Dévaluation : Pour quelles stratégies économiques, Marxiste, libérale ou islamique. Quels types de banques et de monnaie, sous la Présidence de M. Amady Aly DIENG ;

23 juin 1994 : Impact de la Dévaluation sur l'économie sénégalaise, sous la Présiences du professeur Moustapha KASSE, à l'ENAM.

LANGUES

- Français : Excellent
- Anglais : Moyen
- Plonais : Excellent
- Russe : Notion

KONTE Mame Aly

Age : 37 ans
Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

Diplôme d'Etudes Approfondies en Géographie à l'Université Cheikh Anta DIOP
Option : Environnement rural et gestion des ressources naturelles

Maîtrise Complète de Géographie
Option : Géographie humaine et économique

Certificat de Spécialisation en géographie humaine et régionale

Licence en Géographie
Option : Géographie régionale

Baccalauréat, Série Sciences économiques et sociales

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Janvier 1998 : Chef du service Collectivités locales à Sud/ Quotidien Dakar
Tâches : Coordonner le travail de l'ensemble des correspondants du journal Suid Quotidien qui sont à l'intérieur du pays.. suggestion de sujets de reportages ou de papiers intéressants la vie des communes, des collectivités de base et des populations. Sélection des meilleurs papiers du jour et réécriture de ces mêmes papiers pour la parution dans la page "Collectivités Locales".

Avril 1994 – Novembre 1996 : Journaliste reporter, Responsable du magazine "PERSPECTIVES 2000"

Tâches : Animation de 5 rubriques centrées sur les questions d'environnement et de développement.

AUTRES CONNAISSANCES

STAGES

Participation à de nombreux stages et séminaires de formation des communications environnementales, dont un, au mois d'Octobre 1997, sur la Convention Cadre des Nations Unies sur la réduction des gaz à effet de serre.

Membre du bureau du réseau des journalistes spécialisés en environnement au Sénégal.

Résumé des compétences

Depuis le sommet de Rio en Juin 1992, l'environnement est au centre des préoccupations des experts et décideurs du monde entier. Dans ce secteur où tout était encore en friche.

Pour ma part, de par ma formation de géographe, je suis arrivé à la communication environnementale. Pendant une année, j'ai animé pour le journal SUD QUOTIDIEN, une rubrique intitulée " Cadre de vie". En 1995, j'ai animé dans le même journal une autre rubrique hebdomadaire de deux pages intitulée " Perspectives 2000" portant les questions d'environnement, de sciences et de recherches appliquées en général. Aujourd'hui, je m'occupe des questions d'environnement et de décentralisation. Je suis actuellement responsable de la décentralisation et des collectivités locales dans le journal SUD Quotidien.

Informatique

Traitement de texte (Word, WordPerfect)

Langues

- Français : Courant
- Espagnol : Passable
- Anglais : Passable

MBAYE El Hadji Meissa

Date et lieu de naissance : 15 novembre 1968 à Thiés
Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

1998 : Diplôme d'Etude Supérieure en management des organisations (ISM)

1994 : Ingénieur des Travaux d'Aménagement Environnement Gestion Urbaine (ENEA)

1993 : Certificat de Gestion de Projet (ENEA)

1991 : Baccalauréat Série D

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

1996 – 1998 :: animateur chargé du Suivi au PROMSCA Projet de pour la mise en place d'un système de crédit adapté dans le secteur de l'artisanat.

Responsable de formation ADAS / MECAS

Chargé de la mise en place des formations en comptabilité en Gestion des organisation en mutualité avec les cellules féminines les leaders associatifs

1995 – 1996 : Chargé d'étude à ARDIS (Association pour la Recherche du Développement Intégré au Sénégal).

Responsable de la Formation

1997 : Cartographie des Ressources Naturelles et Gestion des Terroirs Villageois dans le département de Tivaouane et de Thiés commandité par le Projet de Reboisement Villageois dans le Nord-Ouest du Bassin Arachidier (07 villages « PREVINOBA / FAO »).

1996 : Elaboration des Plans d'Aménagement et de Gestion des Terroirs des Communautés Rurales de l'Arrondissement de Médina Sabakh « PGCRN /USAID »

1996 : Cartographie des Ressources Naturelles et de Gestion des Terroirs villageois dans le département de Tivaouane commandité par le (12 v « PREVINOBA / FAO »)

1996 : Etude sur la pauvreté urbaine : le cas des quartiers de l'agglomération de Dakar – Ministère de la ville.

1995 : Etude Sénégal : « Situation politique, économique et sociale ». Etude réalisée par l'Association pour la Recherche du Développement Intégré au Sénégal (ARDIS) pour le compte de SOS FAIM Belgique.

1995 : Exploitation et Traitement de l'enquête sur « Alphabétisation et langues nationales : mesures d'impacts » - Ministère de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales – Dakar.

1995 : Etudes préliminaires du département de Thiès – Diagnostic du milieu physique et socio-économique – Projet PREVINOBA / FAO.

1995 : Etude du flux de charbon de bois et du bois de feu dans la région de Thiès – Direction de l'Energie.

1994 : Etude des mouvements et Associations à Dakar : Identification et Rôle dans la bonne Gouvernance. Etude réalisée par l'Association pour la Recherche du Développement Intégré au Sénégal (ARDIS) pour le compte de l'Agence Canadienne pour le développement International (ACDI).

AUTRES CONNAISSANCES

* Domaine de Compétence

Coordonnateur d'Etudes
Management de Projet
Conception, Suivi, Evaluation de Projet
Analyse financière et économique de projet
Animation de développement
Elaboration de plan d'éducation et de formation
Cartographie assistée par ordinateur

* Informatique

Wordperfect , Excel, Word, Carto 2D, Super- Paint, Dbase environnement IBM / Macintosh.

=====

GAYE Serigne Bamba

Date et Lieu de Naissance :

Nationalité : **Sénégalaise**

ETUDES

- 1999** : Ph. D en Science politique (en cours) à l'université Laval, Québec, Canada
- 1989** : Diplôme post universitaire de spécialisation sur l'économie africaine. Mention Bien , Institut de Développement économique et de Planification (IDEP), Dakar, Sénégal
- 1986** : Certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de la Jeunesse et de l'Education populaire - Dakar
- 1984** : Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Anthropologie – Mention Bien – Université Cheikh Anta DIOP de Dakar. Diplôme de 3ème cycle dans les universités francophones.
- 1983** : Maîtrise de Philosophie – Mention Bien - UCAD
- 1982** : Certificat de Spécialisation (C.S) de Sociologie – Mention A. Bien
- Certificat de Spécialisation (C.S) de Philosophie moderne et contemporaine – Mention A. Bien
- Certificat de Licence (C.L) – Mention Abien – UCAD
- 1981** : DUEL II de Philosophie - UCAD
- 1979** : Baccalauréat A4 – Mention Abien – Rufisque – Sénégal

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis Janvier 1999** : Auxiliaire de recherche en politique publique sous la direction du Professeur Vincent LEMIEUX à l'Université Laval
- Septembre 1997 – Avril 1998** : Chercheur à la Chaire d'enseignement et de recherches inter ethniques et inter culturels de l'Université du Québec à Chicoutini.
- Depuis Septembre 1997** : En congé administratif au niveau de l'administratiouon sénégalaise

Octobre 1996 – Septembre 1997 : Conseiller Technique du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan dans les domaines économiques et sociaux de l'aménagement du territoire, du suivi des projets, de la prospective, du développement humain durable, de la décentralisation et de la régionalisation.

Mars 1995 – Septembre 1995 : Conseiller Technique du Ministre chargé de la Planification dans les mêmes secteurs.

Octobre 1994 – Février 1995 : Direction de la Planification, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

Membre de l'Unité de pilotage du projet chargé d'élaborer un programme national de lutte contre la pauvreté au Sénégal. Ce projet a permis au Gouvernement sénégalais de disposer d'un cadre de lutte contre la pauvreté pour les prochaines années.

Rapporteur du Comité national préparatoire du Sommet mondial sur le Développement social

Novembre 1991 – Septembre 1994 : Coordonnateur des études prospectives à la Direction de la Planification, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

Janvier 1991 – Octobre 1991 : Socio-économiste au Ministère du Plan et de la Coopération.

Juillet 1986 – Décembre 1990 : Chef de la section des Relations Internationales au Bureau d'Etudes et de Planification (BEP) au Cabinet du Ministre de la Jeunesse et des Sports.

Responsable des relations Internationales bilatérales et multilatérales en matière de développement socio-éducatif et de sport.

AUTRES CONNAISSANCES

Stages et Séminaires

1995 : Séminaire au centre International des grands Projets à Montréal.

1995 : Séminaire de formation à la méthode ZOPP/PPO (Planification des projets par objectif) par la GTZ, Coopération Technique allemande à Dakar

1994 : Séminaire sur la place des stratégies dans la planification par scénarios, organisé par le PNUD à Hararé au Zimbabwe.

1994 : Séminaire sur la planification par scénarios, organisé par le PNUD à Franceville au Gabon.

1994 : Séminaire sur le management des projets et programmes de développement
Université du Connecticut, USA

1992 : Séminaire sur l'Afrique et le liè millénaire organisé par le PNUD dans le cadre du
lancement du projet Futurs Africains

1992 : Stage en formation au Centre Sahel de l'Université Laval sur le système Expert,
l'évaluation des projets et la prospective

1991 : Séminaire sur le Renouveau de la planification en Afrique –
PNUD/BIRD/CEA/CDEAO Abdjan – Côte d'Ivoire

1990 : Séminaire sur le Tableau de bord de la situation démo-économique du Sénégal –
Dakar

1998 –1989 : IDEP – Nationa Unies - Dakar

1987 : Université des Mutantks de Gorée

1986 : Séminaire sur l'élaboration du programme d'action décennal de la Jeunesse,
organisé par le Ministère de la Jeunesse à Saly Portudal

Domaines d'Intervention

- Décentralisation, renforcement des capacités locales et réforme de l'Etat en Afrique ;
- Analyse des politiques publiques ;
- Dimen i
ns sociales des politiques d'ajustement structurel, lutte contre la pauvreté ;
- Mutations sociales et gouvernance stratégique
- Environnement et développement durable ;
- Management et évaluation des projets de développement ;
- Prospective et planification stratégique ;

Communications et Publications

1999 : Développement durable et régionalisation au Sénégal : le Plan national d'action
ppour l'environnement (PNAE) et la gestion de la compétence environnementale par les
collectivités locales. Dans la collection : Travaux et Etudes en développement régional
du GRIR, Université du Québec à Chicoutini.

1999 : L'Economie sociale et secteur informel face au développement des inégalités au
Québec, au Sénégal et au Congo : essai d'analyse et d'interprétation. Dans la colection
Travaux et Etudes en développement régional du GRIR, Université du Québec à
Chicoutini.

1998 : Montréal et les autres régions du Québec au risque de la dénomination de l'Autre et de la régionalisation de l'immigration.

1998 : Archéologie et Résolution des conflits en Afrique de l'Ouest . Communication au Congrès de l'ACFAS à l'Université Laval

1997 : Décentralisation et gouvernance locale au Sénégal : Ejuex et perspectives des réformes à la base. Communication au Congrès conjoint de l'Association canadienne des études africaines (ACEA) et des sociétés savantes à Saint John's, Terre Neuve, Canada.

1996 : Etat et transition démocratique : bilan et perspectives des mutations socio-politiques en Afrique. Communication faite au congrès de l'Association canadienne pour les études africaines (ACEA) à Montréal, Canada

1994 : Les mutations socio-politiques en Afrique : exigence ethnique, survie et violence. Communication au Colloque du centre de recherche en Géopolitique et en Prospective de l'Afrique sub saharienne, Université Bongo à Libreville, Gabon

1993 : Les mutations socio-politiques en Afrique : de l'éthique à la survie in Les cahiers du CAEC (Centre Africain d'animation et d'échanges culturels) Dakar, Sénégal.

1993 : Environnement et Urbanisation : l'exemple de Dakar au Sénégal . communication au Colloque de l'Association canadienne des études africaines (ACEA) – Toronto, Canada

1993 : Guide méthodologique pour l'intégration de la variable population dans la planification du développement. Travail collectif réalisé par la Direction de la Planification du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Dakar - Sénégal

1993 : Le philosophe et la cité. Les nouvelles réflexions philosophiques après la chute du Mur de Berlin.

1993 : Planification régionale, décentralisation et régionalisation au Sénégal – CRDI (Dakar)

1992 : Importance des facteurs socio-économiques et culturels dans l'élaboration du PNAT (Plan National d'Aménagement du Territoire) au Sénégal ; Travail réalisé pour le compte de la Direction de l'aménagement du territoire

1991 : Analyse comparative de deux travaux de prospective : « Etude Prospective Sénégal 2015 » et l'Afrique Subsaharienne, de la crise à une croissance durable : Etude de prospective à long terme (une publication de la Banque mondiale), Direction de la planification, Dakar.

Langues

Français : Très Bien

Anglais : Bon niveau

Espagnol : Bon niveau

GUEYE Mor

Date et Lieu de Naissance :

Nationalité : **Sénégalaise**

DIPLOMES

1993 : Master of Sciences in Management à Arthur D. Little Management Education Institute, Cambridge, Massachusetts, USA – Mention : Excellente

1982 : Maîtrise Es Sciences Economiques

1978 : Baccalauréat Série D

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1982 : Economiste chargé d'évaluation de projets au Ministère du Plan et de la Coopération

1984 : Secrétaire exécutif du Comité Inter-ministériel des Investissements

1988 : Chef du B.A.F du Guichet Unique au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

1990 : Chef de Service du Guichet unique

1994 : Chargé d'études à la Division Etudes et Synthèses de la Direction de la Deytte et de l'Investissement

1998 : Directeur de Programme de Plan International

AUTRES CONNAISSANCES

Etudes réalisées

1982 – 1988 : Ministère du Plan et de la Coopération :

- Travaux d'évaluation de projets d'investissements
- Négociation de conventions d'établissement avec des investisseurs étrangers dans le cadre du code des investissements
- Assistance Conseil au profit d'investisseurs nationaux et étrangers dans les domaines administratifs fiscal et autres.
- Représentant du Ministère dans la Commission Nationale des Entreprises en Difficultés
- Promotion des investissements au profit du Sénégal en Italie, en Allemagne et au Japon
- Membre du Conseil d'Administration de la SOFISEDIT, de la SONABANQUE et de la zone Franche Industrielle de Dakar

- Participation à la rédaction du Plan quadriennal de développement économique et social

1988-1994 : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

- Participation à la création et au lancement du Guichet Unique
- Supervision de 16 agents dont 11 cadres professionnels
- Administrateur de crédit de fonctionnement
- A dirigé plusieurs missions de Suivi/Cotnrôle des projets et d'information sur les avantages du Code des Investissements.

Octobre 1989 :

- Participation au comité des Experts de la CEAO réuni à Ouagadougou, Burkina Faso

1990 :

- Participation à la Mission Economique du Sénégal en Allemagne dirigée par le Ministère du Plan
- Familier à l'utilisation des outils d'analyse Economique et financière : la méthode des effets, la méthode des prix virtuels,...

1994 :

- A suivi un séminaire de formation sur les procédures de passation des marchés et de déboursement pour les projets Banque Mondiale
- Assurte le Secrétariat du comité de Pilotage et de Suivi de la Privatisation du prgramme PL – 480
- Membre du comité de Gestion du Fonds de Contreparti Canado Sénégalais
- Chef du Bureau Amérique dans ses tâches de suivi de la coopération vac le Canada et les USA. Responsabilités comprennent le suivi des conventions de financement, l'élaboration de termes de références et la gestion des audits y afférents.

Domaines de Spécialisation

Finances:

- Marchés monétaires internationaux
- Financement et gestion financière des multinationaux
- Analyse financière et comptable
- Restructuration financière – Techniques de sortie de crise de l'Entreprise
- Système de financement des Commercial Corporate Bank aux USA

Gestion de projets

Entreprenariat ; Identification et développement

Techniques de valorisation des entreprises

Gestion des ressources humaines

Technique due Budget dit " zérobase-budgeting"

Technique pour prédire la banqueroute

Informatique

Word Perfect, Lotus, Haward Graphics, Excel

Langues

- Français : Lu, écrit, parlé
- Anglais : Lu, écrit, parlé

NDOYE Kader

Date et Lieu de Naissance : 06 Avril 1954

Nationalité : Sénégalaise

FORMATION ET DIPLOMES OBTENUS

1998 : Master en sciences de l'éducation (Université du Connecticut, USA)

Spécialité : Education des adultes

Cours principaux : Evaluation des programmes, Genre et développement, apprentissage par l'expérience, Administration et développement local, Elaboration et développement de curricula, Gestion des organisations et des programmes de formation, Méthodes de recherche en Sciences Sociales etc.

1990 : Brevet de l'ENEA

Spécialité : Animation

Cours principaux : Communication, Administration du développement Dynamique de groupe, Gestion des organisations etc.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1994 – 1996 : Assistant au Département recherche Appliquée de l'ENEA

1992 – 1996 : Membre du bureau de la Caravane de l'Alphabétisation au Sénégal en collaboration avec le BREDA/ UNESCO

1990 – 1994 : Adjoint au chef du service de la formaton au Ministère de l'Intérieur

AUTRES CONNAISSANCES

PRINCIPAUX SEMINAIRES DE FORMATION

1995 : Séminaire sur l'élaboration de programme d'alphabétisation des élus locaux

1994 : Séminaire de formation à la MARP (Méthode Active de Recherche Participative)

Séminaire de formation au Diagnostic Participatif

Séminaire d'élaboration des programmes d'alphabétisation à l'endroit des groupements féminins

1993 : Séminaire sur la formation en administration et développement local

Co-Animateur du séminaire de formation et sensibilisation des électeurs

Co-animateur des séminaires de formation des membres de bureaux de vote

1991 : Séminaire de formation sur la gestion des ressources humaines dans les collectivités locales
Séminaire de formation en Gestion Administrative

1990 : Séminaire de formation en (I.E.C) Information, Education et Communication

PRINCIPALES ETUDES ET RECHERCHES

1995 : Membre de l'équipe de recherche et de formation sur la gestion des programmes de quartier initiés par le PACTE (Programme d'Actions Concertées pour la Transformation de l'Environnement) à Ziguinchor

Membre de l'équipe de recherche sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles dans les collectivités décentralisées en collaboration avec l'IUED de Genève.

1994 : Participation au programme de recherche sur la Gestion Villageoise initiée par le POGV (Projet d'Organisation et de Gestion Villageoise)

1994 : Participation à l'étude de l'impact de la dévaluation sur les petites entreprises privées en collaboration avec l'université du Connecticut.

ACTIVITES PROFESSIONNELLES

Enseignement, Recherche Participative, Coordination de programmes, etc.

POSITION ACTUELLE

Assistant au Département Education et Animation de l'ENEA

LANGUES

Langues parlées et écrites couramment : Français, Anglais, Wolof

CISSE Amadou

Date et Lieu de Naissance : 15 Avril 1971 à Kaolack

Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

1995-1997 : Formation d'ingénieur statisticien à l'ENSEA (Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée) d'Abidjan, Côte.

1992 –1994 : Cours de licence et de maîtrise en Sciences Economiques et gestion à l'université Gaston Berger de Saint Louis.

1991-1992 : Diplôme d'Etudes Universitaires Générales (DEUG) en Sciences Economiques et Gestion à l'Université Gaston Berger de Saint Louis.

1990 : Baccalauréat Série D

EXPERIENCE PROFESIONNELLE

Décembre 1997 – Juin 1998 : Expertise et propositions d'amélioration du modèle SESAME (Schéma Economique et Social d'Accumulation Moderne) ; Direction de la Planification, Dakar

Juin 1998 – Octobre 1998 : Contrat de travail avec la FAO.

Novembre 1998 : Consultant à la Direction de la Prévision et de la Statistique pour la conception du Tableau Entrées-Sorties (TES) du Sénégal de l'année 1996.

1998 : Chargé de cours de statistique et de probabilité à l'ESIG de Dakar.

1998 : Chargé de cours de Mathématiques financières à l'ESIG de Dakar

1998 : Chargé de cours d'économie à l'Ecole Privée de Formation en Informatique (EPFI)

Octobre – Novembre 1998 : Chargé de cours du soir de Statistique du module de Management de l'ESIG

AUTRES CONNAISSANCES

Etudes réalisées et Publications

1995 : Etude des emplois et des ressources des Administrations publiques ivoiriennes, ENSEA

1996 : Estimation d'une fonction de demande de monnaie pour le Burkina Faso, ENSEA

1996 : Etude des déterminants de la production agricole au Sénégal de 1960 à 1996, Conseil Economique et Social du Sénégal.

1996 : Algorithme et système d'information dans une structure de gestion : le cas de la Caisse Nationale de Crédit Agricole au Sénégal, ENSEA

1997 : Analyse de la croissance économique du Sénégal de 1970 à 1996, ENSEA

1997 : Choix de projets : Analyse multicritères et choix des investissements, ENSEA

1997 : Modélisation macro-économique : le modèle de Léontief appliqué à la Côte d'Ivoire

1997 : Optimisation du TES de la Côte d'Ivoire par des méthodes d'optimisation de tableaux statistiques

Informatique

Bonne maîtrise de l'outil informatique, notamment les logiciels de statistiques, d'économétrie, de traitement de texte, de base de données, de programmation et des tableaux.

MS-DOS, Windows, Excel, Lotus 123, Wordperfect, Word, Access, Epi-Info, TurboPascal, Visual Basic, Spad-N, Econométrie Views, Raqts, Powerpoint, SPSS.

Divers

Langues lues, parlées et écrites : Anglais et Français

Loisirs : Football, Basket, Jogging, Jeux d'échecs, lecture

Thioune Ndèye Fatou

Date et Lieu de Naissance : 13 Octobre 1969 à Kaolack
Nationalité : Sénégalaise

Diplômes:

1994: Ingénieur des Travaux d'Aménagement du Terroir et de la Gestion Urbaine (ENEA)

1991: Baccalauréat, série D

1986:BFEM

1981:CEPE

Domaines de compétence

- Elaboration d'un plan d'aménagement et de développement d'un terroir
- Animation
- Analyse financière
- Identification et montage et évaluation de projet de développement
- Gestion de projet
- Identification des stratégies participatives et leur mise en œuvre
- Organisation et animation des groupements féminins
- Mise en œuvre des politiques de l'IFD

Expériences Professionnelles

Janvier 1999 : Evaluation du programme d'appui au groupement féminin de Ndiognick pour la mise en œuvre d'une banque de céréale et d'un fonds d'épargne et de crédit.

Novembre 1998 : Evaluation des activités GRN des projet USAID (Rodale Internationale, Africare /KAED,CBNRM

Octobre 1998 : Enquêtes socio économiques sur la revitalisation des vallées fossiles
Exploitation des données de l'enquête(SNC Lavalin /Hydroconsult
/Ministère de l'Hydraulique)

Mai 1998 : Guide pratique sur l'action sanitaire et sociale des élus locaux
(MFAC/GCS/INGESAHEL)

Août 1997 : Etude portant sur le plan d'aménagement et de la gestion des terroirs de la Communauté rurale de Bandafassi (formation en MARP des Comités de Gestion des ressources Naturelles ; Diagnostic et élaboration des PAGT)

Avril 1997 : Etude portant sur l'évaluation du livret des recettes des céréales locales du PROCELOS (enquêtes auprès des consommateurs et structures intervenant dans le secteur ; interprétation et analyse des résultats).

Août 1997 : Etude portant sur les besoins et aspirations des jeunes en matière EVF (Education à la Vie Familiale):PDRH/PPJ/ INGESAHEL.

Avril 1996 : Chargée de communication à l'Institut Africain de Gestion Urbain (IAGU)

Nov 1994 : Etude portant sur les transports collectifs urbains à Dakar : Le cas de la zone des Parcelles Assainies SOTRAC/ENEA

Avril 1994 : Vulgarisation et expérimentation de la MARP(Méthode active de recherche et de planification participative à Sorokh Fatick

Juin 1993 : Etude technique réalisation d'une étude technique régionale de la ville de Saint Louis : Etude des périmètres irrigués villageois, Environnement urbain démographie, Infrastructures Socio économie, Habitat santé communication...

Nov 1993 : Etude portant sur le PADT de Ndiass (gestion des ressources naturelles élaboration d'un plan d'action prioritaire, diagnostic participatif).

Aouty 1992 : Recensement et exploitation de données en milieu rurale à Bandia,Thiès (organisation spatiale du village, analyse du système de production, organisation sociale villageoise étude systémique d'un carré villageois.)

Séminaires

- Recherche sur le mouvement villes villages en santé dans le contexte africain organisé par LIAGU les 3 ,4 5 Juillet 1996 à Sally portudal ,Mbour.
- Programme Eau ,Hygiène, Assainissement organisé par le Ministère de la ville les 12 et 13 février 1996 à Thiès.

Autres Aptitudes

Connaissances en informatique(Word perfect ,Word, Excel, Lotus, Dbase)

Permis de conduire

Langues

SAMBE Aly

Date et Lieu de naissance : 24 mars 1957 à Kolda
Nationalité : Sénégalaise

DILPOMES OBTENUS

1978 – 1979 : Baccalauréat Série au Lycée Seydou Nourou Tall

1979 – 1983 : DEUG en Economie, Maîtrise en Economie Option Gestion Université Chekh Anta Diop, Département Sciences Economiques

1984 – 1985 : Institut National pour la Productivité de l'Entreprise et le Développement I.N.P.E.G Alger (Algérie)

1983 – 1984 : Préparation Diplôme Supérieur Comptable (Certificat Comptable)

1992 – 1993 : Perfectionnement en Anglais (Centre Culturel Américain)

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Septembre 1996 : Economiste, Consultant, Formateur en Gestion et Micro-Finance spécialisé en micro-finance, PME et Investissement
Domaine de compétence :

- Mutualité Micro-Finance
- Petites et moyennes : PME et Investissement
- Développement Institutionnel et Organisationnel
- Etudes, Evaluation et Gestion des projets
- Audit et Diagnostic organisationnel
- Planification stratégique et opérationnelle
- Assistance juridique et comptable
- Recherche de fin,ancement, placement de capitaux, gestion de trésorerie
- Contrôle de gestion

Septembre 1998 : Etude pour la mise en place d'une Mutuelle d'Epargne et de Crédit pour l'association des Femmes Restauratrices du Sénégal (AFRES). Etude commandée par la Fondation du Secteur Privé.

Novembre – Décembre 1998 : Evaluation du Projet de Conservation des Ressources et amélioration des revenus dans le milieu rural, exécuté par ENDA- GRAF. Evaluation pour le compte de Agro-Action-Allemande.

Juillet – Octobre 1998 : Etude sur l'appui institutionnel et le renforcement de capacité du Programme National d'Infrastructure Rurale (P.N.I.R) commandée par

l'Unité de Politique Agricole (UPA) ; menée par le Cabinet d'Etudes et de Conseil S.A.R.R

Septembre 1998 : En collaboration avec le Cabinet S.A.R.R : d'une étude pour la mise en place d'un Programme d'Epargne et de crédit au profit des bénéficiaires du « Programme de Valorisation Agricole » de WINROCK INTERNATIONAL. Etude commandée par WINROCK INTERNATIONAL.

Mai 1998 : Mission d'évaluation des Groupements d'épargne et de crédit des femmes de Grand Yoff encadrés par ENDA GRAF pour le compte du Cabinet d'Etudes et de Conseils : Services Appui Recherche Représentation. Etude commandée par la FAO.

Diagnostic institutionnel, organisationnel et financier de l'Association des Femmes Restauratrices du Sénégal (AFRES) pour le compte de la Fondation du Secteur Privé.

Avril 1998 : Formation en Gestion du Crédit des Femmes de la Mutuelle d'Epargne et de crédit des Artisans du Sénégal pour le compte de l'ONG ADPES.

Octobre – Novembre 1997 : Diagnostic Institutionnel, organisationnel et financier de l'ONG CONACAP pour le compte du Projet d'Appui aux ONGs

Juillet 1997 : Diagnostic Institutionnel organisationnel et financier des structures d'épargne et de crédit à Balou, Moudéry, Gabou dans le CR de Diawara pour le compte du Cabinet MS & Associés.

Octobre 1998 : Formation en outils de gestion (comptabilité) des artisans du Sénégal pour le compte de l'ONG ADPES.

Etudes, évaluation de plusieurs projets pour le compte du cabinet ERE – PROJETS

Suivi comptable de plusieurs sociétés pour le compte du Cabinet ERE – PROJETS

Mise en place de trois groupements d'Epargne et de Crédits pour le compte des femmes de Kandé à Ziguinchor.

Avant Septembre 1996 :

1990 – 1996 : Conseiller aux PME (chef de bureau) à l'ACEP (Alliance de Crédit et d'Epargne pour la production)

1989 – 1990 : Assistant comptable stagiaire à la SENI (Sénégal Informatique)

1988-1989 : Agent commercial et de recensement à la Jet Informatique

1985-1988 : Secrétaire Général et Directeur Administratif et Financier de la Nouvelle Entreprise de Confection et de Commerce (NECC)

1980-1984 : Chargé de cours en mathématiques à l'école privée Papa T. GUEYE

1982 : Stage à la SENELEC : Département portefeuille, clients – facturation

1981 : stage Groupe SONAGA – SONABANQUE, Département automobile, département comptable, département contentieux.

AUTRES CONNAISSANCES

LANGUES

Français : Parlé, écrit

Anglais : Parlé, écrit

Ouoloff : Parlé

Mandingue : parlé

INFORMATIQUE

Windows, Excel

DIOUF Birame

Date et Lieu de Naissance : 07 Avril 1961 à Both (Ndiagianiao)
Nationalité : Sénégalaise

DIPLOMES OBTENUS

1990 : Ecole d'Architecture et d'Urbanisme, Diplôme de 3ème cycle en Urbanisme (DPLG)

1983 : Baccalauréat série D Lycée Blaise DIAGNE

EXPERIENCES PROFESIONNELLES

Mars 1986 : Participation aux enquêtes socio-urbaines à Sam Sam et Nassouhoulaye (Quartier de la Banlieue de Dakar) avec ORSTOM, Projet Urbanisation et Santé

Septembre 1986 : Stage à ENDA – TM/RUP (Relais pour le Développement Urbain Participé, Projet Mac Sahel
Evaluation et Suivi du projet de Construction d'un centre artisanal Malicounda (Mbour)

Février 1987 : participation à l'équipe chargée de l'enquête socio-économique dans le cadre de la restructuration urbaine de Dalifort (quartier de la Banlieue de Dakar)

Mai 1988 : Stage à ENDA – TM / RUP à Mlomp (Département d'Oussouye)
Etude du Foncier traditionnel de Mlomp

Août – Octobre 1989 : Stage pratique au Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (MUH) dans le cadre du projet MUH/GTZ « Restructuration Urbaine de Dalifort »

1990 : Contractuel à BVA

Activités menées :

- Relavé des services de commerce de la région de Dakar
- Elaboration et suivi du panel de distribution du Soungouf Jaboot, Sanxal Jaboot »
- Participation à l'enquête dans les lieux de restauration pour le compte du Fond Commun de Contrepartie de l'Aide Alimentaire (FCCAA)
- Encadreur de l'enquête sur l'évolution de la vente des céréales locales dans les régions de Diourbel et Fatick pour le Compte du FCCAA

Août 1991 – Mai 1992 : Stage pratique aux services des techniques de la commune de Guédiawaye

Juillet 1991 : Création du bureau d'études Cités Horizons 2000 (Architecture, Urbanisme et Ingénierie)

Membre Fondateur et Directeur Technique

Avril 1992 : Contrat de maîtrise d'œuvre AGETIP sur financement Banque mondiale au profit du Ministère de la Culture
Réhabilitation de l'île de Gorée

Octobre 1992 : Contrat de maîtrise, PDRH sur financement de la Banque Mondiale au profit du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS)

Décembre 1992 : Contrat de maîtrise d'œuvre AGETIP sur financement Banque Mondiale

- Réhabilitation de la Maison d'Arrêt de Correction (MAC) de Tivaoune
- Réhabilitation de l'inspection Régionale de l'agriculture de Thiés (PNVA)

Octobre 1993 : Contrat de maîtrise de l'AGETIP

- Réhabilitation du réseau d'assainissement de Louga
- Aménagement de la place de Louga
- Réhabilitation de l'école Thiokhna de Louga
- Réhabilitation des locaux de la Mairie de Louga

Janvier 1993 à Juillet 1996 : Assistant au Réseau Africain Francophone des Villes et Villages en Santé (RAFVVS) et Secrétaire Général du Comité Municipal « Dakar Ville Santé » (CMDVS)

Mai 1995 : Stage au Réseau Québécois des villes et Villages en Santé (RQVVS) au Canada
Thème : la Génégogie et l'Organisation des Groupes Milieux

Juillet 1996 : Contrat de maîtrise d'œuvre AGETIP
Aménagement des Allées KHALIFA Ababacar SY à Dakar

AUTRES CONNAISSANCES

TRAVAUX DE RECHERCHES

1987 : Etude Monographique et du Foncier Traditionnel de MLOMP

1988 : Gestion des Equipements Urbains de Département de Pikine

1988 : Mémoire de Fin de cycle sur le thème « Collecte des Ordures ménagères dans le quartier de la Médina Dakar »

1991 : Mémoire de 3ème Cycle en Urbanisme sur le Thème ; « Contribution à la planification et à la gestion des équipements de santé Dakar – étude de polarisation des formations sanitaires de base »

LANGUES

Français : Lu, écrit, parlé

Anglais : Lu, écrit, parlé

SY Chérif Bocar

Age : 34 ans
Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

1992 – 1994 : Ingénieur des Travaux d'Aménagement du Territoire et de la Gestion de l'Environnement, ENEA

1992 – 1994 : Certificat de gestion de projet : Etude et montage de projets économiques et sociaux, ENEA

1993 – 1997 : Formation des méthodes participatives (MARP, DP, SEPCE, ARAR, etc.)

1997 – 1998 : Perfectionnement en informatique

1986 : Baccalauréat Série D, Lycée Lamine Guèye

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis janvier 1996 : Chargé du Département de Bakel
Animateur CAIB Bakel du GRDR (Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rurale)

Tâches : Appui aux organisations de base à caractère local ou zonal dans le montage de projet, la planification, la structuration, l'organisation, en méthodologie, en gestion d'activités ou de programmes, la mise en place d'outils financiers, en formation, en gestion d'opérations de lutte anti-érosives, la mise en place et l'animation de cadre de collaboration entre partenaires ou intervenants.

De juillet à Décembre 1995 : professionnalisation de la filière cotonnière mission française de coopération / Société d'exploitation des fibres textiles (SODEFITEX)
Membres de l'unité d'observation et d'accompagnement des dynamiques
Tâche : Accompagnement des producteurs, médiateur entre acteurs de la filière

Mai 1995 : Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines au Sénégal
Enquêteur lors de l'étude sur l'utilisation des combustibles ligneux au Sénégal
Tâche : Enquêteur

Juillet à Décembre 1994 : ENEA (Ecole Nationale d'Economie Appliquée)
* Co-évaluateur de l'impact du transfert de périmètre rizicole par la SAED (Société d'Exploitation des eaux du Delta) cas du périmètre de Thiagar dans le cadre de mon mémoire de fin de formation

* Autres travaux (Consultant)
Consultant sur les techniques de lutte anti-érosive : Septembre 1997 service départemental Eaux et Forêts Bakel

Membre de l'équipe chargée d'une étude sur le Boundou : Avril/ mai 1989 FONGS (Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal) /Pain pour le monde / ARB (associations pour la rénovation du Boundou)
Membre de l'équipe de MARP évaluative chargée de l'évaluation des actions de programme initiative de quartier de l'AFVP (Programme Guédiawaye quartier Gueule Tapée) Avril 1995 AFVP Dakar.

COMPETENCES

Animation (démarche, outils, accompagnement, exécution), formation, montage d'outils financiers, management de projets socio-économiques et environnementaux, études de cadrage, élaboration de plan programmes et projets.
Maîtrise des méthodes de recherches classiques (dite quantitative) et d'autres dites participatives
Bonne connaissance des démarches d'appui ; d'analyse et d'étude du milieu

PRODUCTIONS

Evaluation du périmètre de Thiogar (ENEA) ;
Etude sur le Boundou (Pain pour le monde 1989)
ADIGE pour un nouveau départ
Etude prospective dans la zone de l'ADKE
Rapport mission sur le CVD de Mbagniou (GRDR 1996)
Contribution à la réflexion méthodologique : C. Bocar Sy et M. El Habib wone 1997
Rapport voyage d'étude de l'ADIGE à l'UJAK
Rapport annuel cellule Bakel (GRDR 1997)

ACTIVITES DIVERSES

Informatique : Word, Excel, Paintbrush, Paint

Langues : Français (Très bien), Pulaar (parlé), Ouloff (parlé), Soninké (parlé), Bamanan (parlé)

DIOUF Amadou Fall

Date et Lieu de naissance : 7 juin 1957 à Méckhé
Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

1991 : Economie de Développement au CRED, University of Michigan, Ann Arbor MI 481091220 (USA).

Micro-économie, Macro-économie, Modélisation

1981 – 1984 : Diplôme d'Ingénieur Statisticien
Statistique, Economie, Econométrie et Informatique

1971 – 1978 : Baccalauréat série D

SEMINAIRES

1985 : Séminaire sur la comptabilité Générale à la Direction de la Statistique
Séminaire sur la Balance des paiements sous l'égide de la BCEAO au BREDA

1990 : Séminaire sur la gestion des projets de développement rural au CESAG

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

1992 – 1995 : Informaticien au projet Unité de Politique Agricole (UPA) du Ministère de l'Agriculture

1987 – 1995 : Vacataire en Statistiques à la Faculté des Sciences économiques et de gestion de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD)

1989 -1990 : Statisticien, chargé du recensement des artisans dans la région de Dakar dans le cadre du recensement national des artisans du Sénégal

1987 – 1989 : Responsable du Bureau de l'Information sur les entreprises avec en charge le secteur informel

1984 – 1987 : Statisticien au Bureau de l'Information sur les Entreprises à la Direction de la Statistique

DOMAINES DE COMPETENCE

- Statistiques
- Economie, Econométrie, Modélisation
- Conception et réalisation d'enquêtes démographiques et socio-économique
- ***Pgmes, tableurs et SGBD***
- Fortan, Pascal
- Dbase (versions III et IV)
- Lotus 123 version 1.0 jusqu'à 3.1+
- Excel 5.0 (sous windows)
- Traitement de texte
- WordPerfect 5.1, Wordsrar ...
- Outils d'analyse stat. Et de regress***
- PSP, SPSS 4.0
- *** Système expert ***
- GURU, Mdb's Lafayette Indiana (USA)

PUBLICATIONS

- Statistique et Politique Agricole (FAO décembre 1992)
- Impact de la dévaluation sur la sécurité alimentaire et les revenus (MSU/PRISAS Septembre 1995)

KANE Rouguiyatou

Date et Lieu de Naissance : née en 1958 à RKIZ (en Mauritanie)
Nationalité Sénégalaise

FORMATION

1995 : Diplôme Supérieur de Gestion des Entreprises (DSGE/MBA)
Option : Evaluation et Gestion des Projets au centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (C.E.S.A.G) de Dakar .

1989 : Diplôme d'Inspecteur en Aménagement du Territoire à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) de Dakar

1984 : DEUG en Droit à la Faculté des sciences Juridiques de l'Université de Nouachott.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Aménagiste /Environnementaliste

MBA en Gestion des Entreprises : Spécialité Gestion et Evaluation des Proets,
Consultante

1997 –1998 : Consultante au Cabinet MS & Associés dans le cadre du projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (USAID 685-0305)

1992 – 1996 : Chargé du Programme au Bureau de la Coopération Autrichienne à Dakar dans les domaines suivants : Gestion administrative et financière, Genre et Développement (GED), Suivi et évaluation des micro projjets , étude et analyse des demandes de financement.

1993 – 1995 : Chef du projet/SEN/9312/012/P11652 GIE Agroverdure/Pain pour la Le Monde Stuttgart Allemande

1992 – 1994 : Chef de Projet/137192/GIE Agroverdure/EWA Salzburg Autriche.

1991 – 1992 : Co- Responsable de l'équipe ENDA. T.M//GERES (Gestion des Ressources et de l'Esapce, chargée de la comptabilité et de la planfication stratégique ; de la recherche bibliographique ; de la monographie, des investigations socio-économiques et spaciales de la cartographie sur MAC.D./MAPGrafix et de l'animation de groupements engagés dans des actions de développement communautaire.

STAGES

1998 : Chargée de l'identification des sites de localisation des sous projets à exécuter au niveau de la communauté rurale de Gabou Région de Tambacounda dans le cadre du Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (USAID 685-0305)

1997 : Superviseur du diagnostic par la MARP et Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs (PAGT) pour la Communauté Rurale de Gabou dans la Région de Tambacounda dans le Projet de Gestion Communautaire des Ressources Naturelles.

Elaboration d'un programme d'intervention à Yembeul à la périphérie de Dakar pour le compte de ENDA/ECOPOP dans son programme Développement Social Urbain et Coopération Nord-Sud.

1996 : Participation à l'étude sur les Systèmes de Production au Sénégal pour le Ministère de l'Agriculture du Sénégal et CONACILSS

1995 : Elaboration d'un mémoire de fin d'Etudes au CESAG pour l'obtention du diplôme DSGE/MBA, sur le thème : évaluation du processus de transfert de technologie appropriée : cas de l'atelier de développement de Thiés financé par la coopération Autrichienne.

1994 : Stage d'Entreprise à la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) option Réseau et Marketing, suivi d'un rapport de stage sur le thème : contribution à l'élaboration d'un plan marketing à la CNCAS ;

1989-1990 : Stagiaire/Consultante à Africare, une ONG de développement à Washington et qui œuvre dans le programme de lutte contre la pauvreté en Afrique.

1989 : Elaboration d'un mémoire de fin d'Etudes à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) de Dakar sur le thème : Impact socio-économique du projet expérimental d'Africare sur la communauté villageoise de l'après barrage du fleuve Sénégal

Travaux et Etudes Réalisées

1999 : Evaluation du fin de programmme biennal 1996-1996 de l'ADENA, programme financé OXFAM-GB

1998 : Etude sur le thème " Femmes et Instance de décision", cas du sénégál, pour le compte du PADLOS/CILSS

1996 : Chargée de l'identification des sites de localisaation des sous projets à exécuter au niveau de la communauté Rurale de Gabou Région de Tabamcounda dans le cadre du PGCRN (USAID 685-0305)

1997 : Superiseur du diagnostic par le MARP et élaboration du Plan d'Aménagement et Gestion des Terroirs (PAGT) pour la Communauté Rurale de Gabou Régio,n de

Tambacounda dans le cadre PGCRN (USAID 685-0305)

1997 : Elaboration d'un programme d'intervention à Yembeul à la périphérie de Dakar pour le compte de ENDA/ECOPOP dans son programme Développement Social Urbain et Coopération Nors - Sud

1996 : participation à l'étude sur les Systèmes de production au Sénégal pour le compte du Ministère de l'Agriculture du Sénégal et du CONACILSS.

LANGUES

Français : Bien

Arabe : Bien

Anglais : Bien,

Usage du Pulaar, du Wolof et du Hassania

BASSE Jean Joachim Diaga

Date et lieu de naissance : 21 octobre 1972 à Dakar

Nationalité : Sénégalaise

FORMATION

1997 : Attestation en MARP au PGCRN / USAID – MS Associés

1995 : Ingénieur des Travaux de Planification à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée

1994 : Certificat en Gestion du Projet à l'ENEA

1992 : Baccalauréat ès Sciences économiques au Lycée Maurice DELAFOSSE

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Janvier – Avril 98 : Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD)
Etude sur l'impact économique de l'intervention des ONG au Sénégal de 1993 à 1997.

Février – Avril 98 : ACDI / Projet d'Appui au Plan d'Action en matière d'éducation non formelle / Club UNESCO Martin Luther KING
Etude de faisabilité sur l'introduction d'apprentissage pré-professionnelle dans les écoles communautaires de base de Thiaroye et Guédiawaye.

Avril – Mai 98 : Programme de Développement Intégré des Pêches artisanales en Afrique de l'Ouest (DIPA / FAO).
Etude sur les coûts et revenus dans la pêche artisanale au Sénégal et élaboration – de cahiers de comptabilité simple à l'usage des professionnels de la branche.

Coopération Française – UNICEF – M.S.A.S
Superviseur dans l'étude sur « les recours médicaux et l'équité dans l'accès au soin de santé » dans la région de Dakar.

Août 98 : GTZ / Projet Sénégal-allemand de Combustibles Domestiques
Etude diagnostique de la problématique Populations/ Terroir dans les Communautés Rurales de Nganda et de Médinatoul Salam II , Département de Kaffrine.

Septembre 98 : I.T.A (Institut de Technologie Alimentaire) – C.R.D.I
Synthèse des activités du volet socio-économique du projet ITA / CRDI
« Transformation du mil » pour la réhabilitation de la consommation du « arraw » en milieu urbain.

Octobre 98 : ADPES (Association pour une Dynamique de Progrès Economique et Social)
Etude évaluative de l'impact de l'appui de ADPES à la FENAGIE (Fédération Nationale des GIE de Pêcheurs au Sénégal)

Octobre 98 : PAMECAS (Projet d'Appui aux Mutuelles d'épargne et au Crédit au Sénégal)

Etude sur l'expérience antérieure en matière d'épargne et la perception des membres des MEC/PAMECAS.

ORADENS Contribution à la préparation et à la rédaction du programme d'investissement de l'ONG ORADENS en vue de la signature d'un protocole d'accord avec l'état sénégalais

Coopération Française

Contribution à l'élaboration de 2 guides méthodologiques :

méthodologie de mise en place de mutuelles de crédit
méthodologie d'élaboration de projet de développement.

Juin – Juillet 97 : Etude MARP sur la gestion des ressources naturelles (G.R.N) dans l'arrondissement de Diawara et élaboration d'un plan d'aménagement et de gestion des terroirs (Bakel) PGCRN / USAID 684 – 0305

ONG Volontaires du Développement / Sénégal

Programme d'Alphabétisation Priorité Femmes (P.A.P.F)

Consultant en élaboration et évaluation de projets productifs pour les groupements de promotion féminine.

Août – décembre 95 : Union Nationale des Coopératives Agricoles

Mémoire de Fin d'Etude : « Epargne et crédit décentralisés au service du développement à la base »

Consultant agréé en études économiques

ICC – Réseau d'Appui pour le Développement Intégré des Activités à la Base.

Agence d'Exécution des Projets de l'ASPRODEB

Août – décembre 94 : Etude diagnostique du milieu, zonage et élaboration de Plan d'aménagement et de Développement du Terroir (PADT), Projet local Intégré (PLI) et Programme d'Action Prioritaire (PAP) de la C.R de Sébikotane

Août – Novembre 1993 : Etude démographique, socio-économique et spatiale de la Communauté rurale de Sangalkam.

AUTRES CONNAISSANCES

Elaboration de Plan ou programme de développement régional ou local

Evaluation de projet

Etude de milieu (Recherche – action, Diagnostic participatif, MARP)

Conseiller en Gestion des organisations de base

Bonne maîtrise de l'outil informatique : Tableur, Grapheur, Gestion de Fichiers,

Communication

Bon niveau en Anglais

=====

NDIAYE Oumy Khaïry

Date et lieu de naissance : 7 Juillet 1957 à Paris (France)

Nationalité : Sénégalaise

ETUDES

1988 : Maîtrise en Sociologie, option Sociologie du développement à l'Université Laval, Québec, Canada,

1978 : Diplôme supérieur de journalisme de l'Université de Dakar au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information, CESTI, option presse écrite,

1975 : Baccalauréat de l'Enseignement général au Lycée Gaston Berger de Kaolack, série A2 version I
atine,

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis octobre 1998 : Expert national chargée de la Communication du Programme de gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de substitution, PROGEDE, Sénégal/Banque Mondiale/Royaume des Pays-Bas

Tâches principales :

- Supervision et suivi de la mise en œuvre de l'approche participative par le PROGEDE, notamment : le programme de communication, le programme d'éducation environnementale (alphabétisation et éducation en milieu scolaire) le partenariat avec les ONG, la formation etc.
- Supervision et suivi des activités liées à la prise en compte de l'approche genre par le PROGEDE.

De Septembre 1997 à octobre 1998 : Journaliste, Sociologue en service à la Direction des Eaux et Forêts

De septembre 1996 à Août 1997 : En disponibilité pour convenance personnelle

De septembre 1990 à Août 1996 : Chef du Bureau Information, Formation Sensibilisation de la Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, DEFCCS, Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ; Expert national du Projet Appui au Programme National de Développement de la Foresterie Rurale FAO/Pays Bas/Sénégal ; Coordinatrice du programme d'Appui de la Radio Rurale au Programme national de foresterie rurale.

Tâches principales :

- 1) Elaboration et suivi de l'application d'une stratégie nationale d'approche des populations pour le développement de la foresterie rurale, élément essentiel dans la protection des ressources de l'environnement ; définition de méthodologies d'application appropriées selon les contextes régionaux ; application de l'approche participative et de l'approche gestion du terroir ; optimisation de l'utilisation de supports de la communication (mise en oeuvre d'une campagne d'information plurimedia incluant la publication d'un bulletin trimestriel, l'exécution d'un programme de Radio rurale, la mise en place d'outils de communication de proximité) ; impulsion et suivi de mesures favorisant la prise en compte de l'approche genre;
- 2) Contribution à la mise en place du Modèle Automatisé de Suivi et d'Evaluation de la Foresterie rurale, MASEFOR ;
- 3) Coordination de la formation et du recyclage des agents de la DEFCCS, en fonction des choix stratégiques du service forestier;
- 4) Suivi des questions du bois/énergie (aspects socio-économiques, diffusion des foyers améliorés)
- 5) Coordination des activités du programme d'appui de la Radio rurale au Programme national de foresterie rurale
- 6) Participation aux missions d'évaluation de projets placés sous la tutelle de la DEFCCS
- 7) Consultations pour diverses institutions (système des Nations Unies, organismes de coopération bilatérale, ONG ...)

1986 - 1990 : Sociologue à la Division des Etudes et de la Planification du Ministère de la Protection de la Nature

1982 - 1986 : Etudes en Sociologie

1981 - 1982 : Journaliste ; expert en communication du Projet de Reboisements Communautaire dans le bassin arachidier, PRECOBA (Secrétariat d'Etat aux Eaux et Forêts) à Fatick

1979 - 1981 : Journaliste ; Secrétaire de Rédaction à la Direction de l'Information, Ministère de la Communication à Dakar ; collaboratrice extérieure de l'hebdomadaire "Afrique nouvelle"

AUTRES CONNAISSANCES

SEJOURS A L'ETRANGER

Etudes universitaires

1982 - 1986 : séjours en France et au Canada pour études en Sociologie

1978 : séjour au Canada pour études en journalisme ; stage au Programme de Formation des Communicateurs Africains, Université de Montréal

1978 : séjour en France pour études en journalisme ;

stage à l'Institut Français de Presse, Université de Paris II

Voyages d'études

1991 : voyage d'étude aux Pays Bas à l'intention d'un groupe de vacataires du Centre de Formation de la Direction des Eaux Forêts Chasses et de la Conservation des Sols

1990 : voyage d'étude en Ethiopie sur le thème du bois-énergie à l'intention de ressortissants des pays du CILSS impliqués dans les décisions et l'exécution de programmes

1980 : voyage d'étude aux Etats Unis à l'intention de journalistes africains, organisé par "Operation Crossroads Africa"

Séminaires et ateliers

1997 : Participation au cours « Participation in local development », organisé par la fondation Agromisa, Wageningen, Pays-Bas

1990 : participation à un séminaire sur la gestion des terroirs villageois au Burkina Faso

1989 : participation à un atelier sur le bois-énergie au Niger

CONNAISSANCES DES LANGUES

Langue maternelle : ouoloff

Langues étrangères : Français, Anglais, Espagnol : Très bien

CONNAISSANCES SUPPLEMENTAIRES

- Traitement de texte (Microsoft Word)
- SPSS (logiciel d'analyse de données)
- Internet Explorer

REFERENCES

1) Mme Oumoul Khayri Niang, Sociologue, Expert national chargée des questions de genre, Ambassade Royale des Pays-Bas à Dakar, 37 rue Kléber, Dakar, Sénégal

tel : (221) 823 94 83

fax : (221) 821 70 84

2) M. El Hadji SENE, Division des Ressources forestières, Département des Forêts, FAO, Via delle Terme di Caracalla, Rome, 00100 Italie

tel : 39 6 57 05 35 81

fax : 39 6 57 05 51 37

e-mail : ElHadji.Sene@fao.org

3) M. Abdoulaye KANE, Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, BP 1831 à Dakar,

tel : (221) 832 06 28 - (221) 832 08 56

fax (221) 832 27 89 - (221) 832 38 80

e-mail : defccs@telecomplus.sn

PUBLICATIONS

- Conditions sociales de la femme rurale ; exemples dans la région du Sine Saloum, Enquête de fin d'études, Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information, CESTI, Université de Dakar, octobre 1978
- Articles de presse dans "Sénégal d'aujourd'hui", publication du Ministère de la Communication, de 1979 à 1981
- Articles de presse dans l'hebdomadaire "Afrique Nouvelle", de 1979 à 1981
- La motivation et les actions des populations à l'égard de l'arbre dans le département de Fatick, Etude sociologique du Projet de Reboisement Communautaire dans le Bassin Arachidier, PRECOBA (co-auteur) 1982
- Préévaluation de l'approche du Projet Boisements villageois à Louga et Bakel, (co-auteur) 1986
- Femmes sérère et projets de développement - Exemple de la diffusion des foyers améliorés "ban ak suuf" dans le département de Fatick, Mémoire de maîtrise en Sociologie, 1988
- Mise à jour des informations et orientations sur Femme et Foresterie en Afrique (co-auteur) FAO, Division de la foresterie communautaire, 1992
- Evaluation de la Division Sensibilisation, Animation Vulgarisation du projet de Conservation des Terroirs du Littoral, secteur Sud, Thiès, juillet 1993
- Etude socio-économique de la zone de Mbegge, juillet 1993 (co- auteur)

- Evaluation de l'impact socio-économique de l'Expérience Pilote Intégrée du Sénégal, EPIS (projet d'agro-météorologie) janvier 1994 (co-auteur).
- Préparation de la participation paysanne à la Conférence régionale de Praia sur le foncier, la gestion des ressources naturelles et la décentralisation ; Avril 1994 (co-auteur).
- Evaluation à mi-parcours du Projet de Reboisement des Sols Salés du Sine Saloum ; juillet 1994 (co-auteur).
- L'évolution du rôle des institutions forestières in Unasyuva, n° 178, Vol 45 1994/3 ; juillet 1994 (co-auteur).
- Bilan Diagnostic de l'utilisation des moyens de communication dans la préservation de l'environnement - Document de base de l'atelier national pour l'élaboration d'une stratégie nationale de communication environnementale ; janvier 1995 (co-auteur).
- Evaluation du Programme intérimaire de l'Association Nationale des Maisons Familiales Rurales du Sénégal - janvier 1996 (co-auteur)
- Evaluation de la Division Sensibilisation Animation et Vulgarisation du Projet de Conservation des Terroirs du Littoral, secteur Nord, janvier 1996.
- Rapport de la Table ronde préparatoire du Projet "Renforcement des capacités dans le secteur forestier en Afrique", AFRICAP, (projet régional DANIDA/IIED) Dakar, avril 1996
- Impact des projets forestiers sur les femmes, (co-auteur) Dakar, août 1996
- De l'agriculteur au planificateur et du planificateur à l'agriculteur - Utilisation des démarches participatives pour la planification d'un développement rural tenant compte du genre - Etude du cas du Projet Reboisements Villageois dans le Nord Ouest du Bassin Arachidier, PREVINOA, Dakar, août 1997.
- Analyse du sous-secteur forestier en vue de l'introduction d'une approche Programme dans la Coopération Sénégal/Pays-Bas (co-auteur) - Dakar, décembre 1997
- Rapport de l'Etude pour l'Elaboration de la grille des programmes de la Radio Associative des Femmes, septembre 1998.

AUTRES CONNAISSANCES

TRAVAIL

1987 - Dynamique de la forêt tropicale humide en Côte d'Ivoire

DIAGNE Youssou

Date et Lieu de Naissance : 11 Janvier 1956 à Rufisque
Nationalité : Sénégalaise

DIPLOMES OBTENUS

1997 : Doctorat en Economie – Gestion à l'Université de Dijon / France . mention très Honorable avec Félicitations du jury

1993 : Diplôme d'Etudes Approfondies (D.E.A) en Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Dijon / Institut National de la Recherche Agronomique (INRA). France

1990 : Diplôme en Analyse et Politique Agricole / Institut National Agronomique de Montpellier (I.AM). France

1984 : Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (D.E.S.S) en Aménagement rural intégré / Université de Dakar .

1981 : Diplôme d'Ingénieur Agronome (E.N.A) - Maroc

1977 : Baccalauréat, série D. Mention A. Bien, Lycée Abdoulaye Sadjou Rufisque

EXPERIENCES PROFESIONNELLES

1982 : Chef de la Division Etudes et Programmation des projets / Ministère de l'Agriculture

1986 : **Expert National FAO / TCP / SEN-4507** – Coordonnateur de l'équipe locale chargée de préparer les documents de la réunion des bailleurs de fonds du secteur rural (réunion qui s'est tenue le 18 et 19 juillet 1986 à Dakar). L'équipe a préparé pour le compte du Gouvernement du Sénégal les documents (Plans d'Actions) de la Nouvelle Politique Agricole (N.P.A)

Septembre 1986 – Mai 1987 : Agronome au CONACILSS

Juin 1987 : **Expert au projet FAO/TCP6001** / Cellule de Planification et d'élaboration des projets rattachée au Cabinet du Ministre du Développement Rural. C'est la Cellule qui donnera naissance à l'actuelle Unité de Politique Agricole.

1990 : **Expert (Rapporteur du volet Ajustement Structurel Agricole)** chargé de préparer la conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMAOC) regroupant 19 pays et qui s'est tenue à Dakar du 14 au 21 Mars. Dans le

cadre de cette préparation, j'ai effectué des missions préparatoires dans la plupart des pays concernés.

Conseiller Technique – Représentant du Ministère de l'Agriculture au Fonds Communs de Contrepartie de l'Aide Alimentaire (FCCAA).

1991 : Chef de la Section « Stratégies – Planification » de l'unité de Politique Agricole (U.P.A)

Initiateur et Coordonnateur du Comité National de Concertation (CO.NA.CO) regroupant le Ministère de l'Agriculture, les Organisations Paysannes, les PME agricoles. Ce Comité a donné naissance actuellement au C.N.C.R (Comité National de Concertation des Ruraux) regroupant toutes les organisations et associations rurales au Sénégal.

1994 : Chercheur associé au laboratoire d'Economie de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) de Dijon/ France sous la direction de M. Jacques BROSSIER, Directeur, Président – Directeur de l'INRA/Dijon.

1995 – 1996 : Economiste agricole à la DPDR (SAED).

- Professeur Associé à la Faculté d'Economie et de Gestion (Université de Saint Louis)

AUTRES CONNAISSANCES

Publications et Etudes Co-Réalisées

1986 : BA M. ; DIAGNE Y ; SARR MB : Etude du Secteur Agricole (NPA), Financement FAO

1987 : : BA M. ; DIAGNE Y ; DIRE E ; SARR MB : Etude diagnostic des projets de la SAED. Financement FAO

1989 : : BA M. ; DIAGNE Y ; FOURNIER Y ; SARR MB : Etude Comparative des Programmes de crédit mis en œuvre au Sénégal entre 1980 et 1990 / Financement Caisse Centrale de Coopération Française (CCCF).

1989 : : BA M. ; DIAGNE Y ; FOURNIER Y ; SARR MB : Plan d'action en matière d'épargne et de crédit / Financement Caisse Centrale de Coopération Française

1991 : DIAGNE Y : Situation actuelle de l'Agriculture Sénégalaise et Perspective (j'ai réalisé la synthèse)

1991 : CAPORAL H ; DIAGNE Y ; MBAYE A : Etude Institutionnelle des Services d'appui de base du développement rural, Financement CCF/Banque Mondiale

PUBLICATIONS ET ETUDES INDIVIDUELLES

1990 : DIAGNE Y. : Analyse du Programme d'Ajustement Structurel Au Sénégal

1991 : DIAGNE Y. : Impacts de l'Ajustement structurel sur la filière riz en Côte d'Ivoire / FAC

1996 : DIAGNE Y. : Réformes des filières agricoles et performances après dévaluation. Communication présentée aux journées scientifiques du CREA / Facultés des Sciences Economiques et de Gestion / Université de Dakar

1996 : DIAGNE Y. : Impacts de la dévaluation sur le secteur agricole. Etude réalisée pour le compte de l'unité de Politique Economique (U.P.E) / MEFP

1996 : DIAGNE Y. : Sécurité Alimentaire et populations à risque. Etude réalisée pour le compte du Centre de Suivi Ecologique (C.S.E) sur financement Banque Mondiale.

1997 : DIAGNE Y. : Ajustement Structurel, Systèmes de production et Filières rizicoles – Cas du delta du Fleuve Sénégal / Thèse de doctorat en Economie, Université de Dijon / France

INFORMATIQUE

Bonne maîtrise de l'outil informatique : logiciels sous environnement Windows : lotus, Word, WP, Excel, ...), des logiciels statistiques et de traitement de données (Statitcf, SAS, Modalisa, Sphinx), Conception de logiciels (Analyse financière – Tableaux de bord – Contrôle de Gestion)

LANGUES

Français, Anglais et Italien : Bonne maîtrise

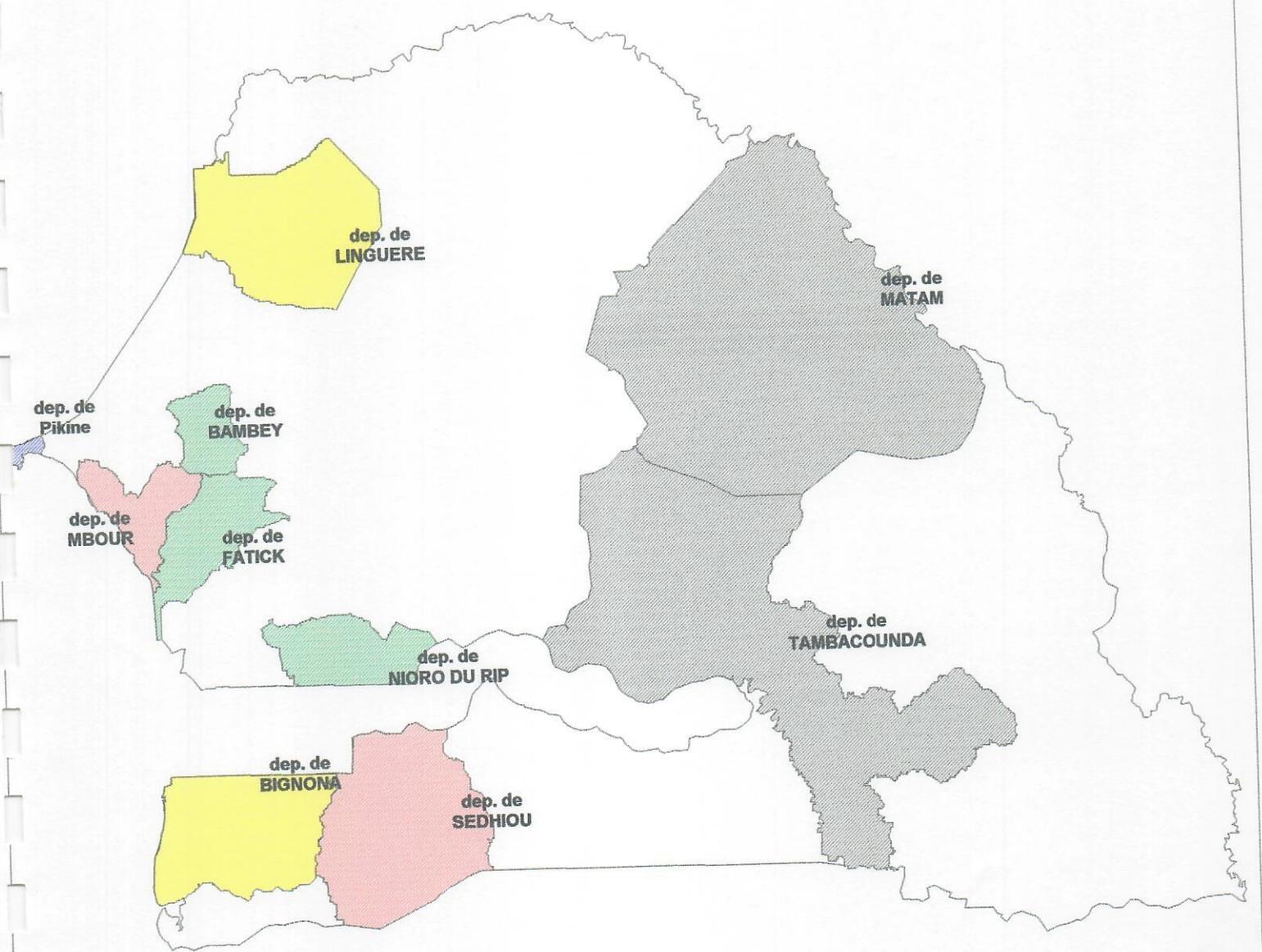
Bonne aptitude à diriger une équipe pluridisciplinaire

=====

**Evolution de la population au niveau des arrondissements et
Communautés rurales ciblés entre 1976 et 2010**

ENTITES ADMINISTRATIVES	POP 1976	POP 1988	POP 1999	POP 2000	POP 2005	POP 2010	NB - Viges
REGION DE DAKAR							
DEPT PIKINE	298661	702076	1968300	1650402	2356453	3364556	
REGION DE ZIGUINCHOR							
ARRDT DE TENGHORY	33435	41514	50624	51545	56409	61733	81
CR DE KOUBALANG	7630	9469	11542	11751	12858	14068	13
CR DE NIAMONE	6054	6578	7098	7147	7399	7659	10
CR DE OUONCK	8118	8938	9762	9841	10243	10662	24
CR DE TENGHORY	11633	16529	22808	23486	27187	31472	34
COMM BIGNONA	14507	22237	28115	34086	40725	48658	
REGION DE DIOURBEL							
DEPT DE BAMBEY							
ARRDT NGOYE	55814	70734	87890	89642	98942	109207	162
CR NDANGALMA	12209	17069	23206	23864	27439	31551	36
CR NDOONDOL	8651	11907	15958	16388	18722	21387	16
CR NGOYE	20222	23569	27122	27470	29280	31210	50
CR THIAKHAR	14732	18189	22066	22457	24519	26770	60
COMM BAMBEY	9835	16974	27993	29295	36775	46164	
REGION DE ST LOUIS							
DEPT MATAM							
ARRDT THILOGNE	31159	33309	35410	35607	36611	37643	47
CR AGNAME CIVOL	9796	9864	9927	9932	9961	9990	15
CR THILOGNE	13870	15325	16792	16933	17651	18400	19
CR ORE FONDE	7493	8120	8741	8799	9099	9409	13
COMM KANEL			11451				
REGION DE TAMBACOUNDA							
DEPT TAMBACOUNDA							
ARRDT KOUMPENTOUM	29550	57597	106191	112264	148255	195784	206
CR BAMBA NDIAYENE	7389	17378	38059	40871	58367	83354	38
CR KOUMPENTOUM	5094	9857	18053	19074	25112	33062	28
CR KOUTHIBA OULOF	10748	19321	33075	34732	44346	56622	86
CR MALEM NIANI	6319	11041	18415	19292	24342	30714	54
COMM TAMBACOUNDA	25735	41885	53401	68170	83509	102299	
REGION DE KAOLACK							
DEPT NIORO DU RIP							
ARRDT WACK NGOUNA	40078	58210	81956	84545	98771	115389	188
CR KEUR MABA DIAKHOU	10972	18712	30524	31912	39861	49791	56
CR KEUR MADIABEL	7057	9905	13515	13902	16012	18441	23
CR NDRAME ESCALE	9040	10120	11223	11329	11874	12446	47
CR WACK NGOUNA	13009	19473	28185	29149	34484	40796	62
COMM NIORO DU RIP	7934	11841	17092	17672	20881	24672	
REGION DE THIES							
DEPT DE MBOUR							
ARRDT NGUEKHOKH	52689	74095	101279	104198	120103	138436	61
CR MALICOUNDA	17369	22972	29683	30382	34136	38354	21

ENTITES ADMINISTRATIVES	POP 1976	POP 1988	POP 1999	POP 2000	POP 2005	POP 2010	NB_Viges
CR NDIASS	15323	21563	29492	30344	34986	40338	20
CR NGUEKHOKH	19997	29560	42296	43696	51424	60519	20
COMM JOAL-FADIOUTH	11170	19003	24499	32329	40341	50338	
REGION DE LOUGA							
DEPT LINGUERE							
ARRDT SAGATA DIOLOF	35071	49147	66963	68873	79270	91237	215
CR BOULAL	3782	6780	11577	12155	15501	19769	64
CR THIAMENE	20317	23433	26707	27027	28682	30439	55
CR DEALI	5028	10293	19850	21071	28401	38280	43
CR SAGATA	5944	8641	12176	12562	14681	17157	53
COMM DAHRA			10368				
REGION DE FATICK							
DEPT DE FATICK							
ARRDT FIMELA	25344	41849	66274	69103	85163	104955	43
CR DJILASSE	6480	10960	10369	18537	23075	28724	10
CR FIMELA	7914	13418	21771	22750	28348	35323	15
CR LOUL SESSENE	7646	12410	19346	20142	24646	30157	12
CR PALMARIN FACAO	3304	5061	7482	7752	9260	11060	6
COMM DIOFFIOR			28006				
REGION DE KOLDA							
ARRDT DIENDE	38602	58884	86717	89822	107102	127705	172
CR BAMBALI	7140	11979	10370	20098	24933	30932	32
CR DIANNA MALARY	5998	8319	11228	11538	13223	15154	44
CR DIENDE	9543	15689	24746	25793	31730	39033	46
CR DJIREDDI	8120	12686	19096	19820	23869	28745	35
CR SAKAR	7801	10211	28007	13366	14952	16727	15
COMM MARSASSOUM			15768				



Carte des départements du programme

Population des départements Legende

- de 879 000 à 880 000 hbts (1)
- de 363 000 à 879 000 hbts (2)
- de 279 000 à 363 000 hbts (2)
- de 247 000 à 279 000 hbts (3)
- de 180 000 à 247 000 hbts (2)

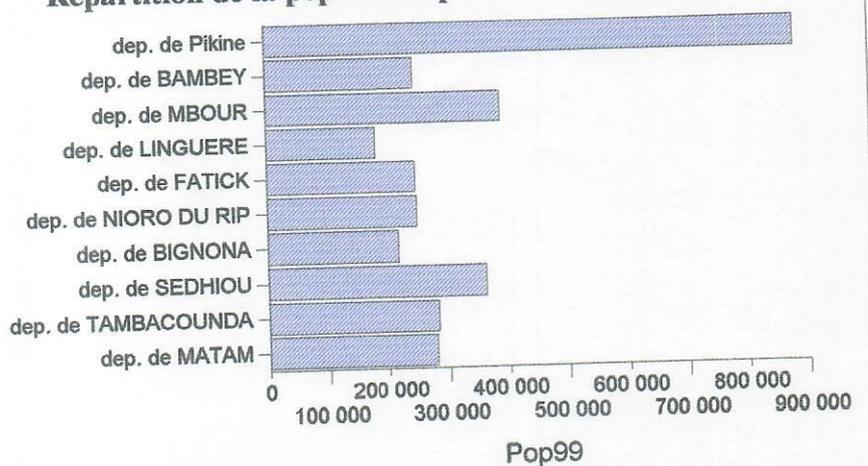


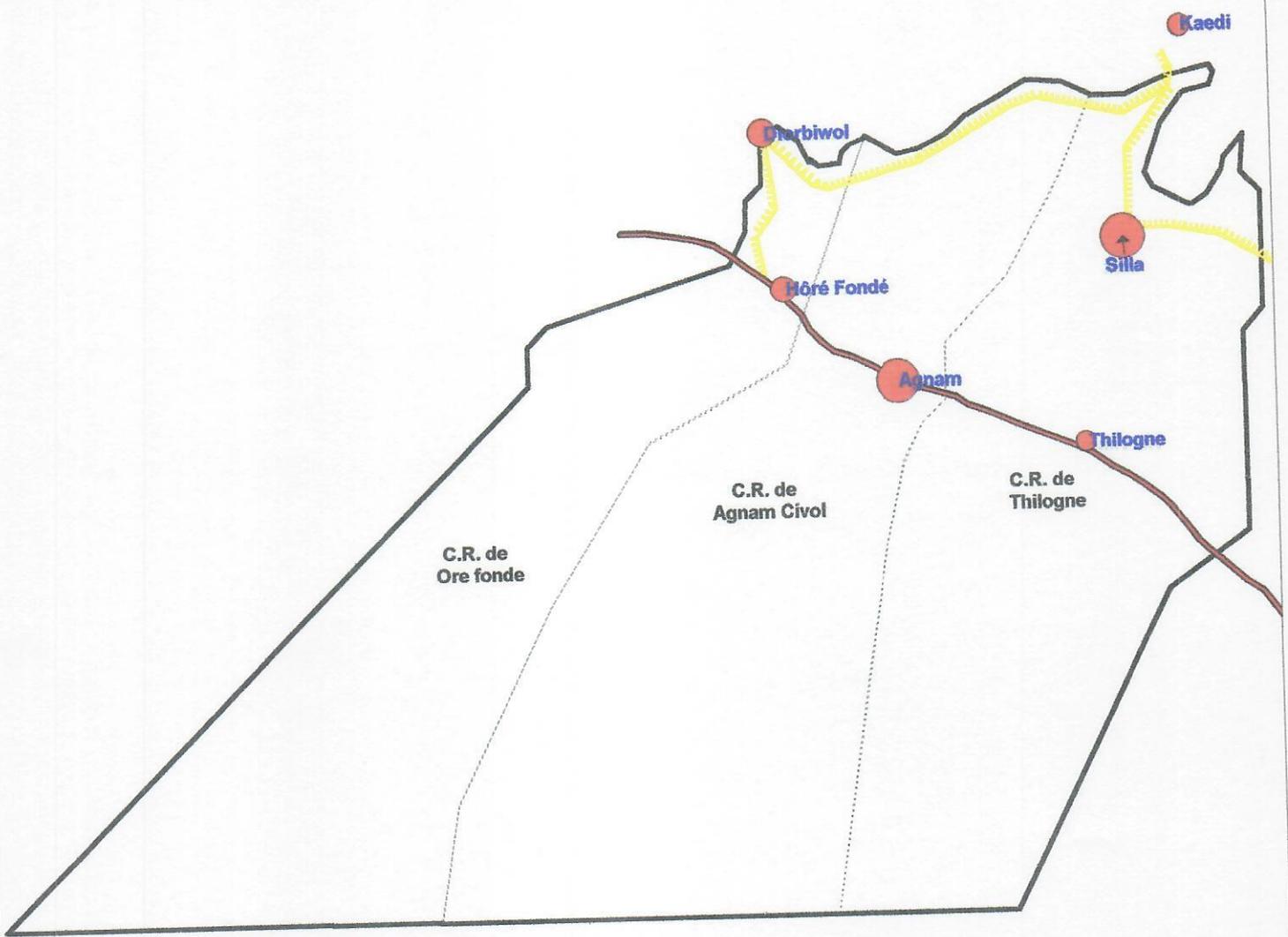
Maître de l'ouvrage : Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre : Direction de la planification
 Chef de projet : Malick SOW
 Titre du projet : Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin : Population par département
 Conçu par : M.S. et Associés
 Réalisé par : Ibrahima WATHIE
 Approuvé par : Malick Sow
 Echelle : 1 / 2 600 000
 Date : 14 mai 1999



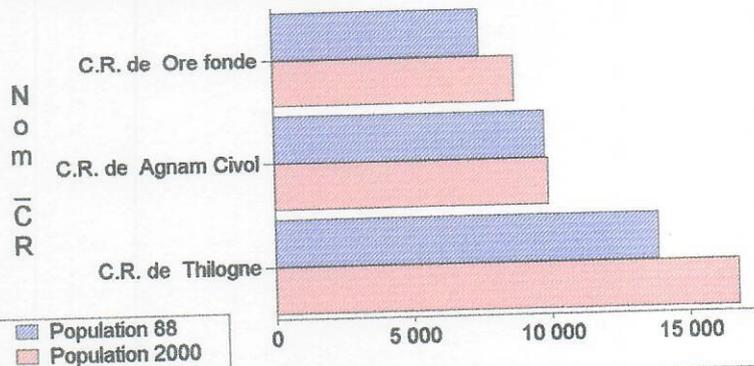
Répartition de la population pour les départements

N
o
m
d
é
p
a
r
t
e
m
e
n
t



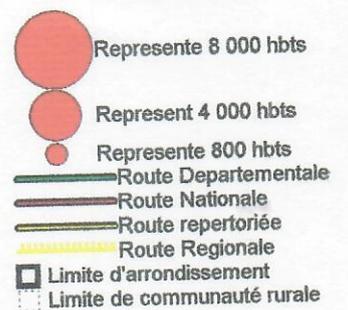


Evolution de la population Agnam Civol entre 88 et 2000



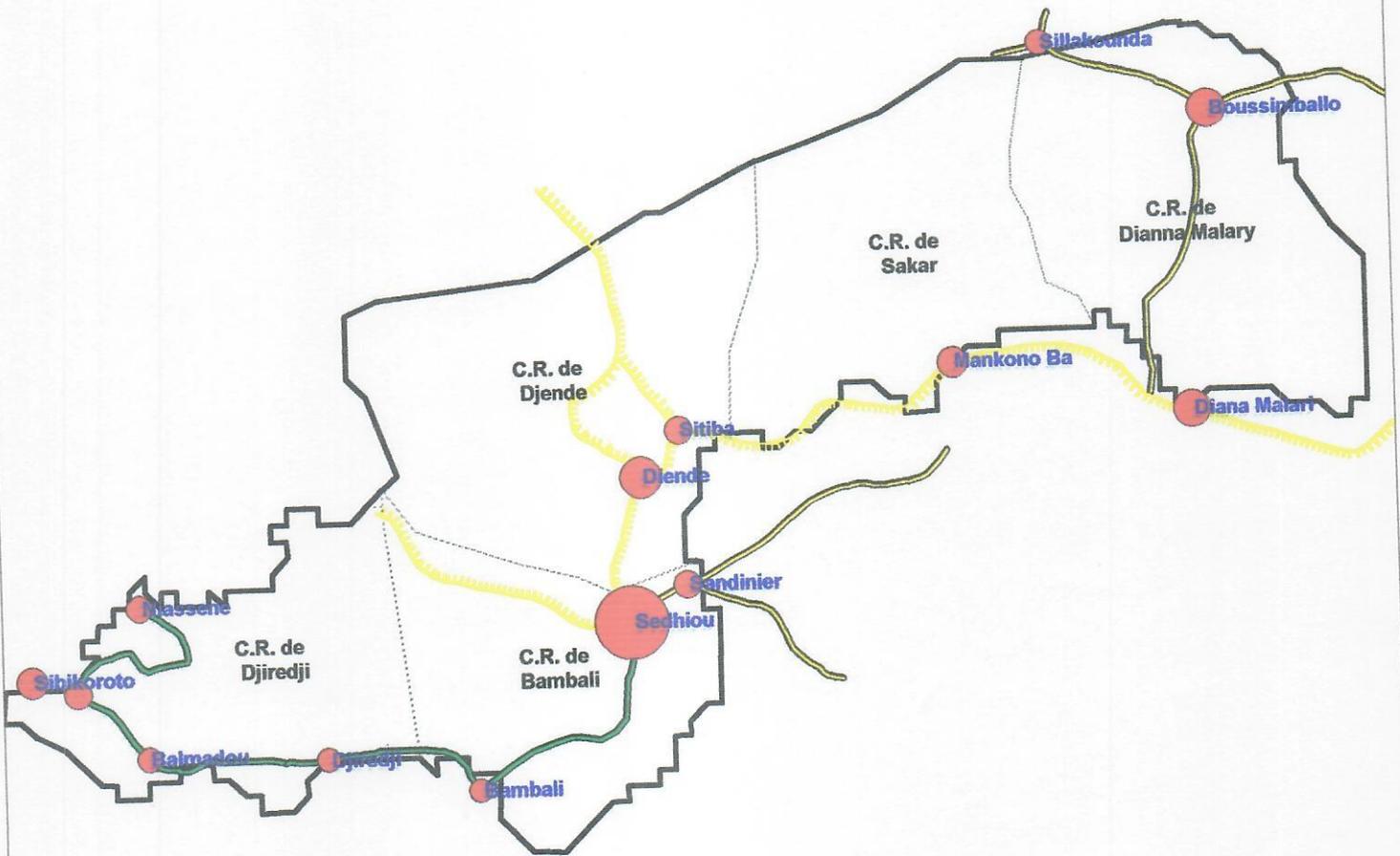
Arrondissement d'Agnam Civol

Arrondissement d'Agnam Civol Legende

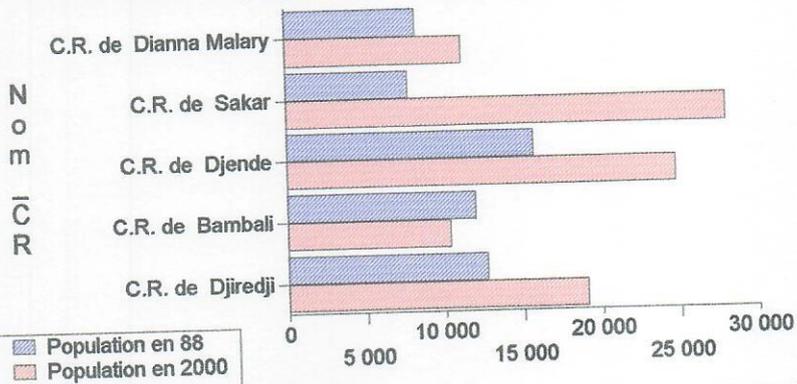


Maître de l'ouvrage Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre Direction de la planification
 Chef de projet Malick SOW
 Titre du projet Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin Répartition de la population de Agnam Civol
 Conçu par M.S. et Associés
 Réalisé par Ibrahima WATHIE
 Approuvé par Malick Sow
 Echelle 1 / 300 000
 Date 07 mai 1999





Evolution de la population de Djendé entre 88 et 2000



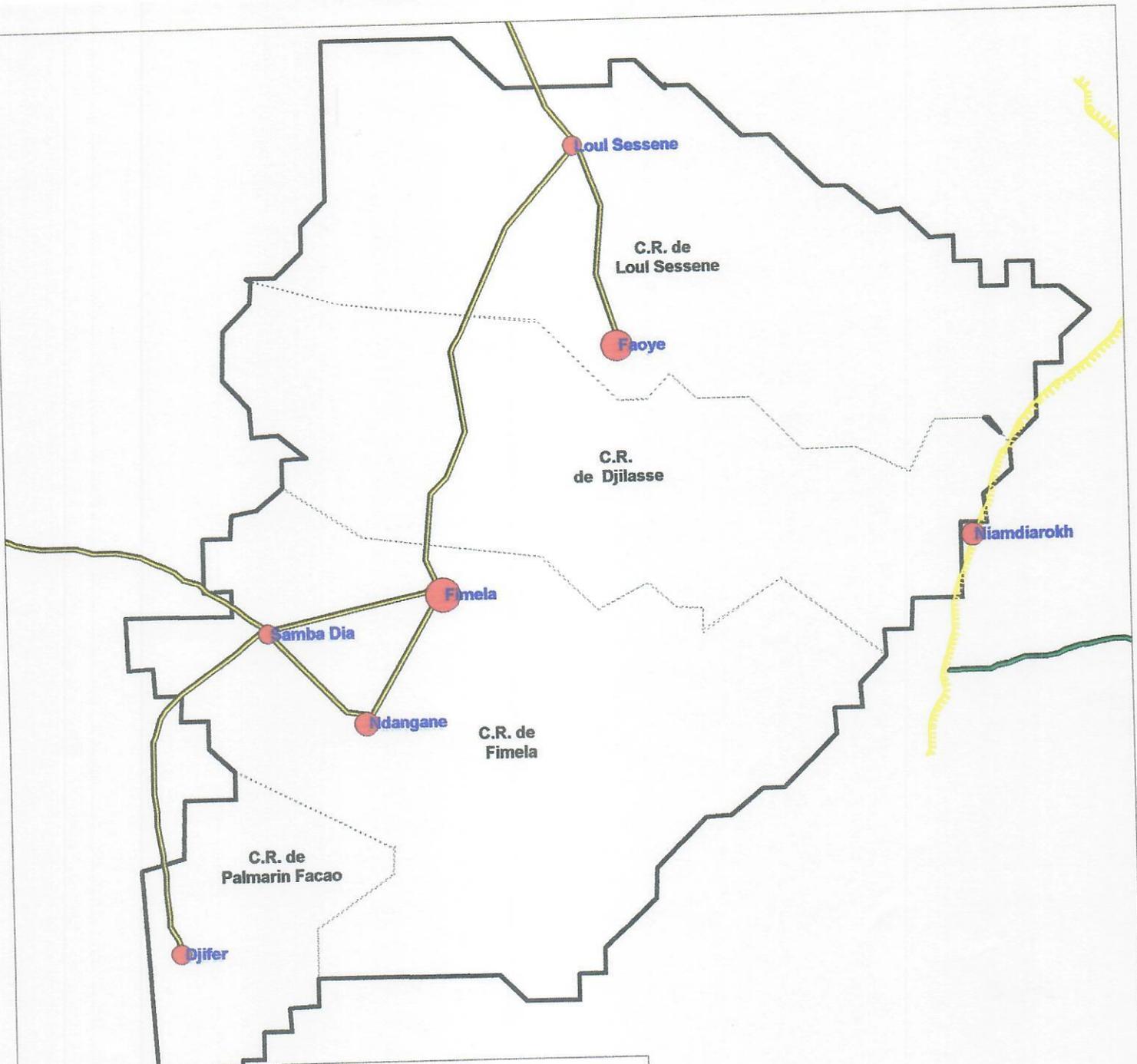
Arrondissement de Djendé

Arrondissement de Djendé Legende

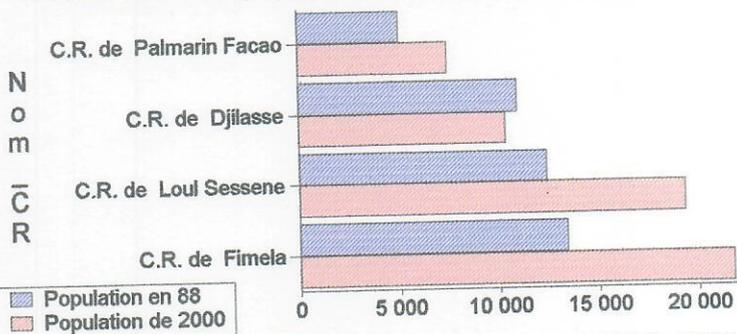
- Represente 8 000 hbts
- Represente 4 000 hbts
- Represente 800 hbts
- Route Departementale
- Route Nationale
- Route repertoriée
- Route Regionale
- Limite d'arrondissement
- Limite de communauté rurale

Maître de l'ouvrage Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre Direction de la planification
 Chef de projet Malick SOW
 Titre du projet Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin Répartition de la population de Djendé
 Conçu par M.S. et Associés
 Réalisé par Ibrahima WATHIE
 Approuvé par Malick Sow
 Echelle 1 / 360 000
 Date 07 mai 1999





Evolution de la population de Fimela entre 88 et 2000



Arrondissement de Fimela

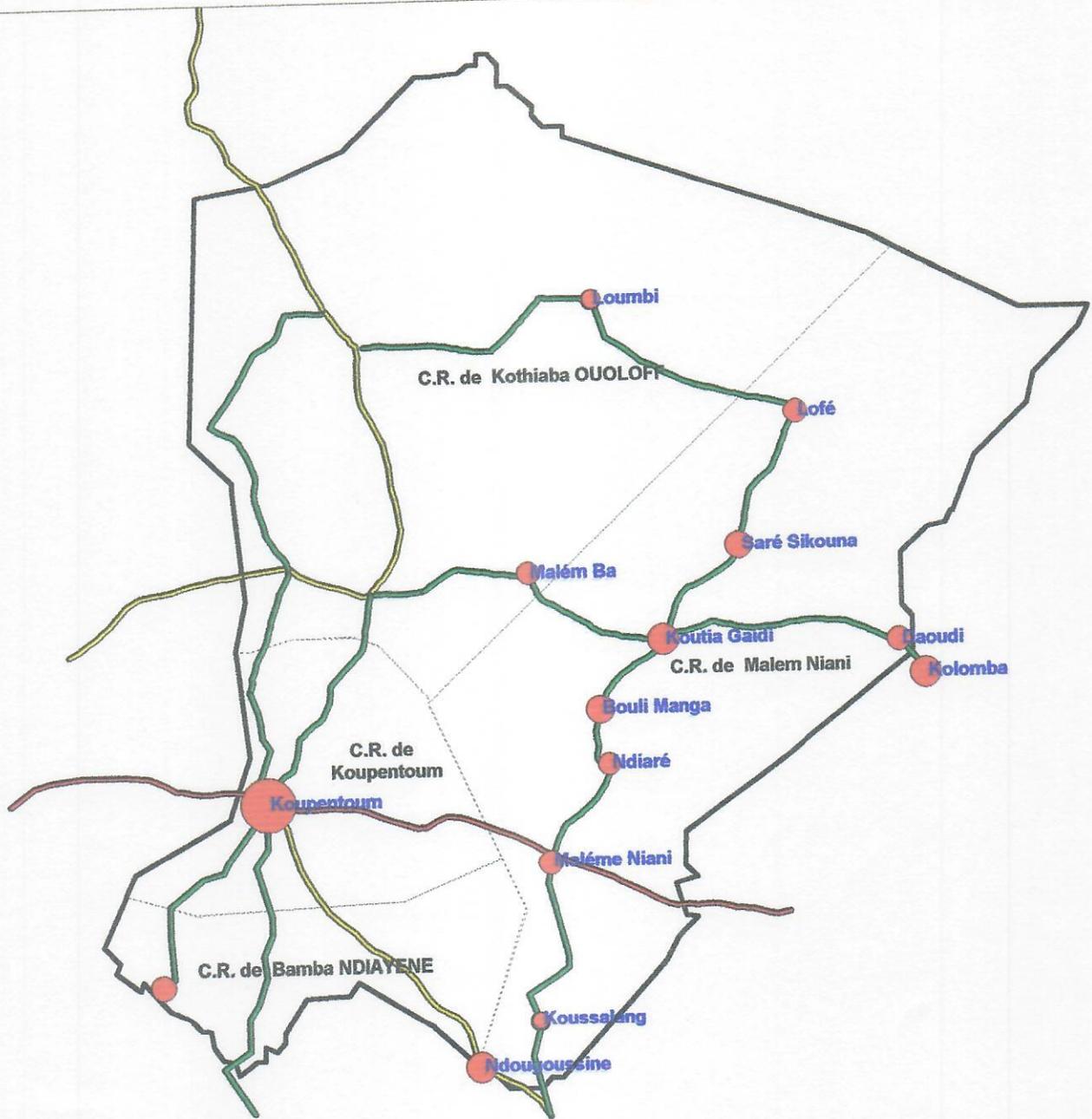
Arrondissement de Fimela Legende

- Represente 8 000 hbts
- Represente 4 000 hbts
- Represente 800 hbts
- Route Departementale
- Route Nationale
- Route repertoriée
- Route Regionale
- Limite d'arrondissement
- Limite de communauté rurale

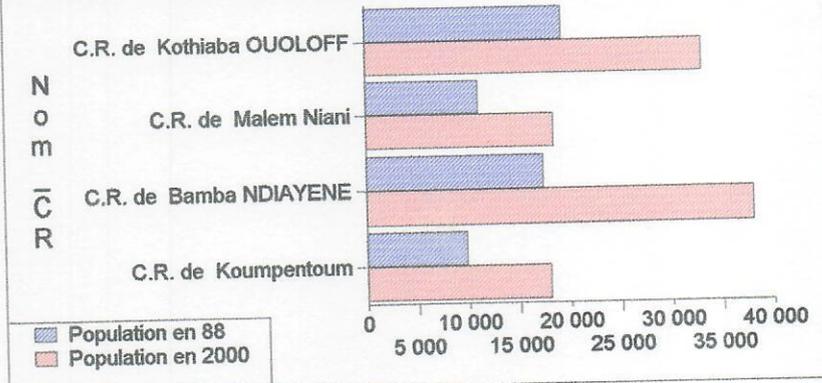
Maître de l'ouvrage Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre Direction de la planification
 Chef de projet Malick SOW
 Titre du projet Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin Répartition de la population Fimela
 Conçu par M.S. et Associés
 Réalisé par Ibrahima WATHIE
 Approuvé par Malick Sow
 Echelle 1 / 350 000
 Date 07 mai 1999



MSA
MS & Associés



Evolution de la population de Koupentoum entre 88 et 2000



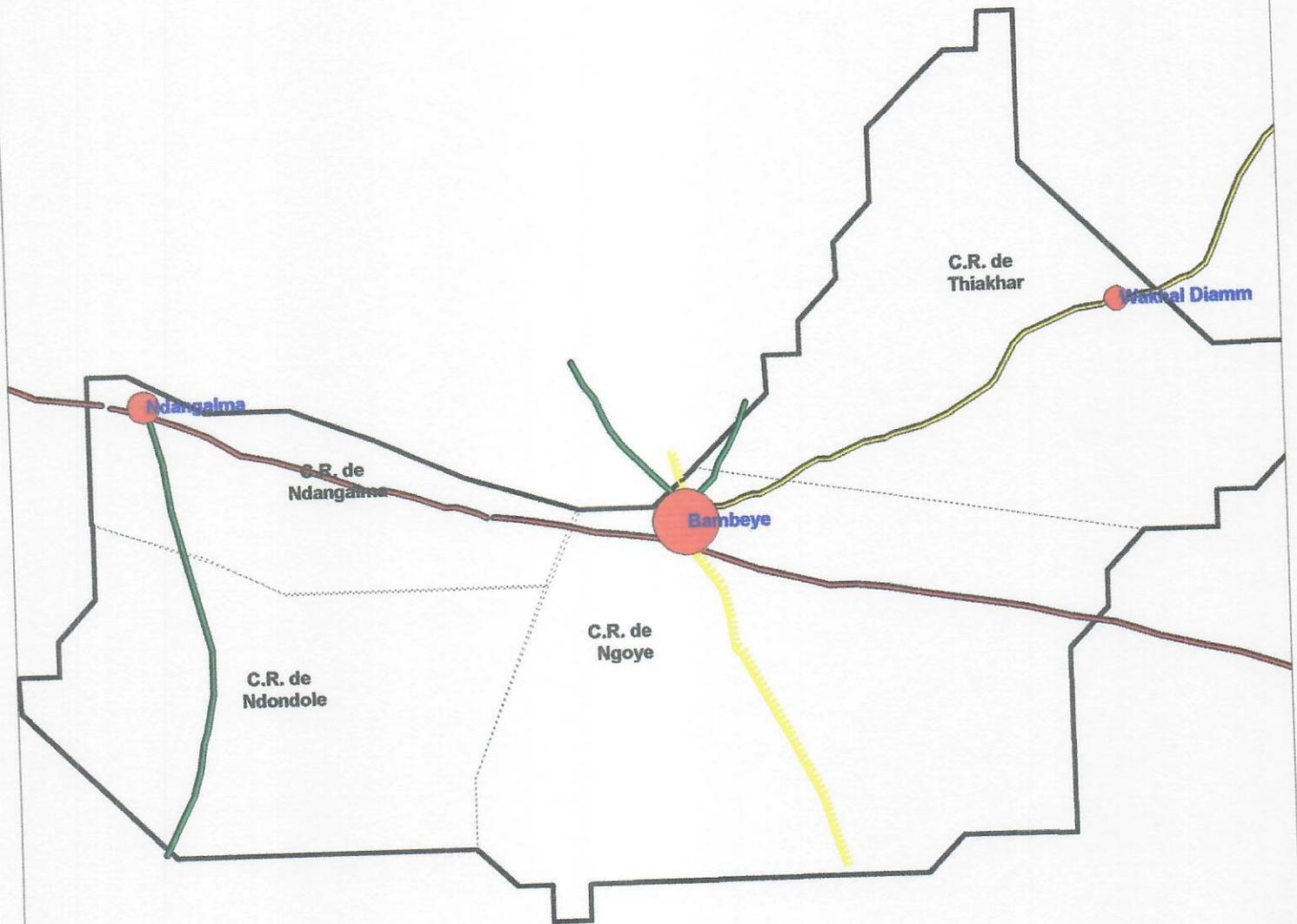
Arrondissement de Koupentoum

Arrondissement de Koupentoum Legende

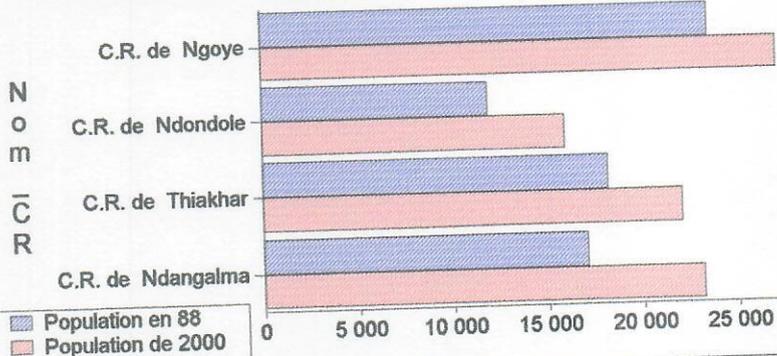
- Represente 8 000 hbts
- Represente 4 000 hbts
- Represente 800 hbts
- Route Departementale
- Route Nationale
- Route repertoriée
- Route Regionale
- Limite d'arrondissement
- Limite de communauté rurale

Maître de l'ouvrage : Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre : Direction de la planification
 Chef de projet : Malick SOW
 Titre du projet : Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin : Répartition de la population de Koupentoum
 Conçu par : M.S. et Associés
 Réalisé par : Ibrahima WATHIE
 Approuvé par : Malick Sow
 Echelle : 1 / 180 000
 Date : 07 mai 1999





Evolution de la population de Ngoye entre 88 et 2000



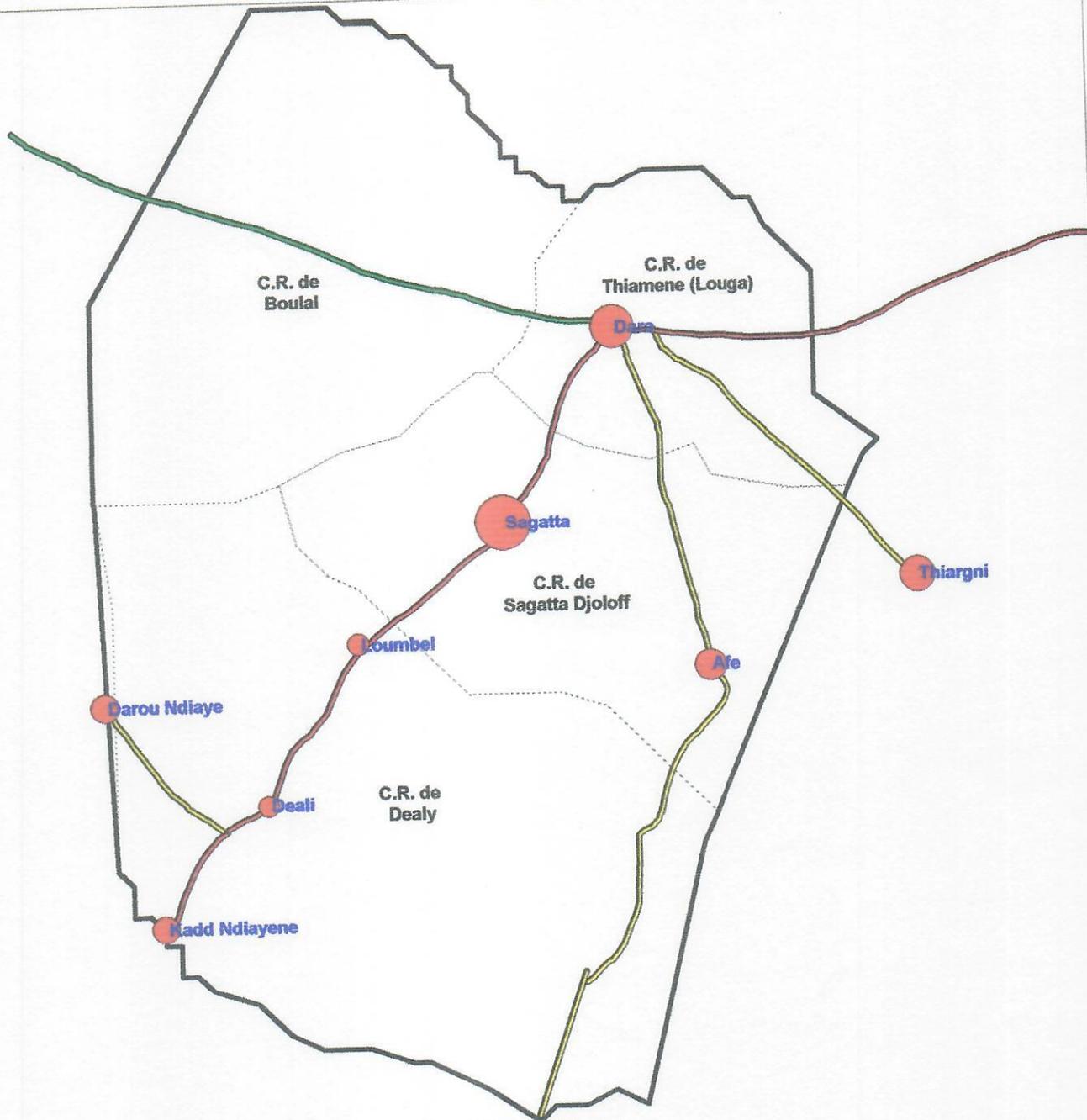
Arrondissement de Ngoye

Arrondissement de Ngoye. Legende

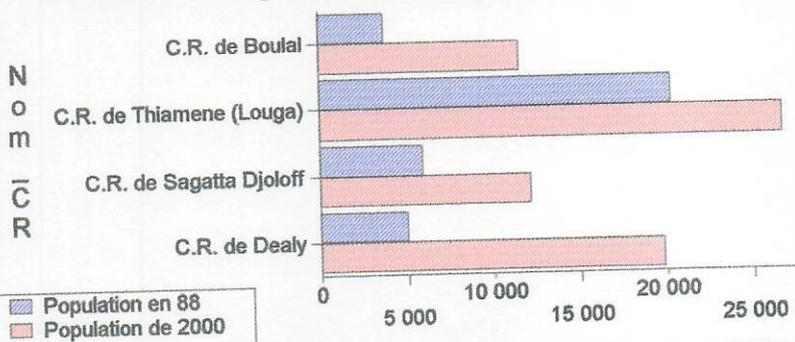
- Represente 8 000 hbts
- Represente 4 000 hbts
- Represente 800 hbts
- Route Departementale
- Route Nationale
- Route repertoriée
- Route Regionale
- Limite d'arrondissement
- Limite de communauté rurale

Maître de l'ouvrage Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre Direction de la planification
 Chef de projet Malick SOW
 Titre du projet Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin Répartition de la population de Ngoye
 Conçu par M.S. et Associés
 Réalisé par Ibrahima WATHIE
 Approuvé par Malick Sow
 Echelle 1 / 360 000
 Date 07 mai 1999





Evolution de la population de Sagatta entre 88 et 2000



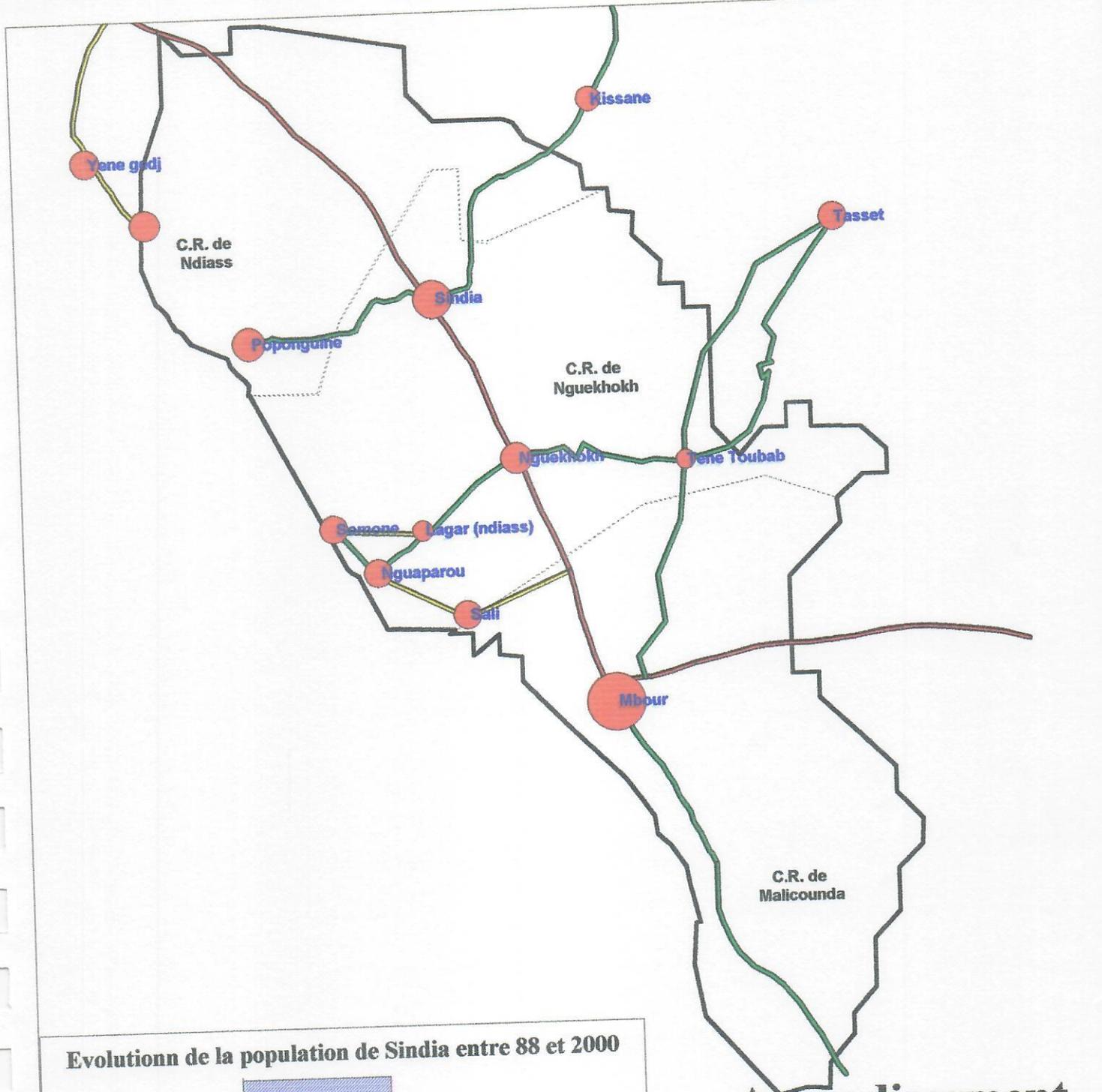
Arrondissement de Sagatta

Arrondissement de Sagatta Legende

- Represente 8 000 hbts
- Represente 4 000 hbts
- Represente 800 hbts
- Route Departementale
- Route Nationale
- Route repertoriée
- Route Regionale
- Limite d'arrondissement
- Limite de communauté rurale

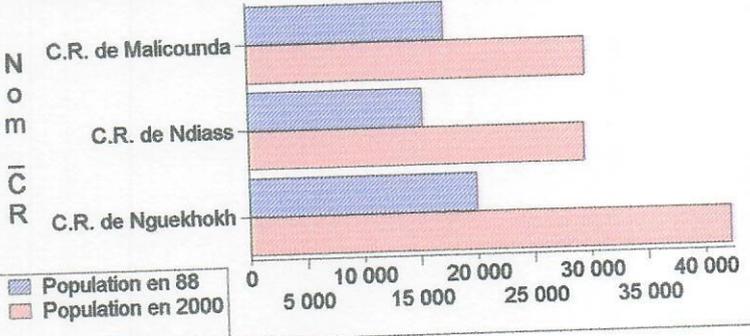
Maître de l'ouvrage : Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre : Direction de la planification
 Chef de projet : Malick SOW
 Titre du projet : Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin : Répartition de la population de Sagatta
 Conçu par : M.S. et Associés
 Réalisé par : Ibrahima WATHIE
 Approuvé par : Malick Sow
 Echelle : 1 / 400 000
 Date : 07 mai 1999





Arrondissement de Sindia

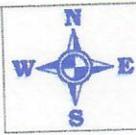
Evolutionn de la population de Sindia entre 88 et 2000

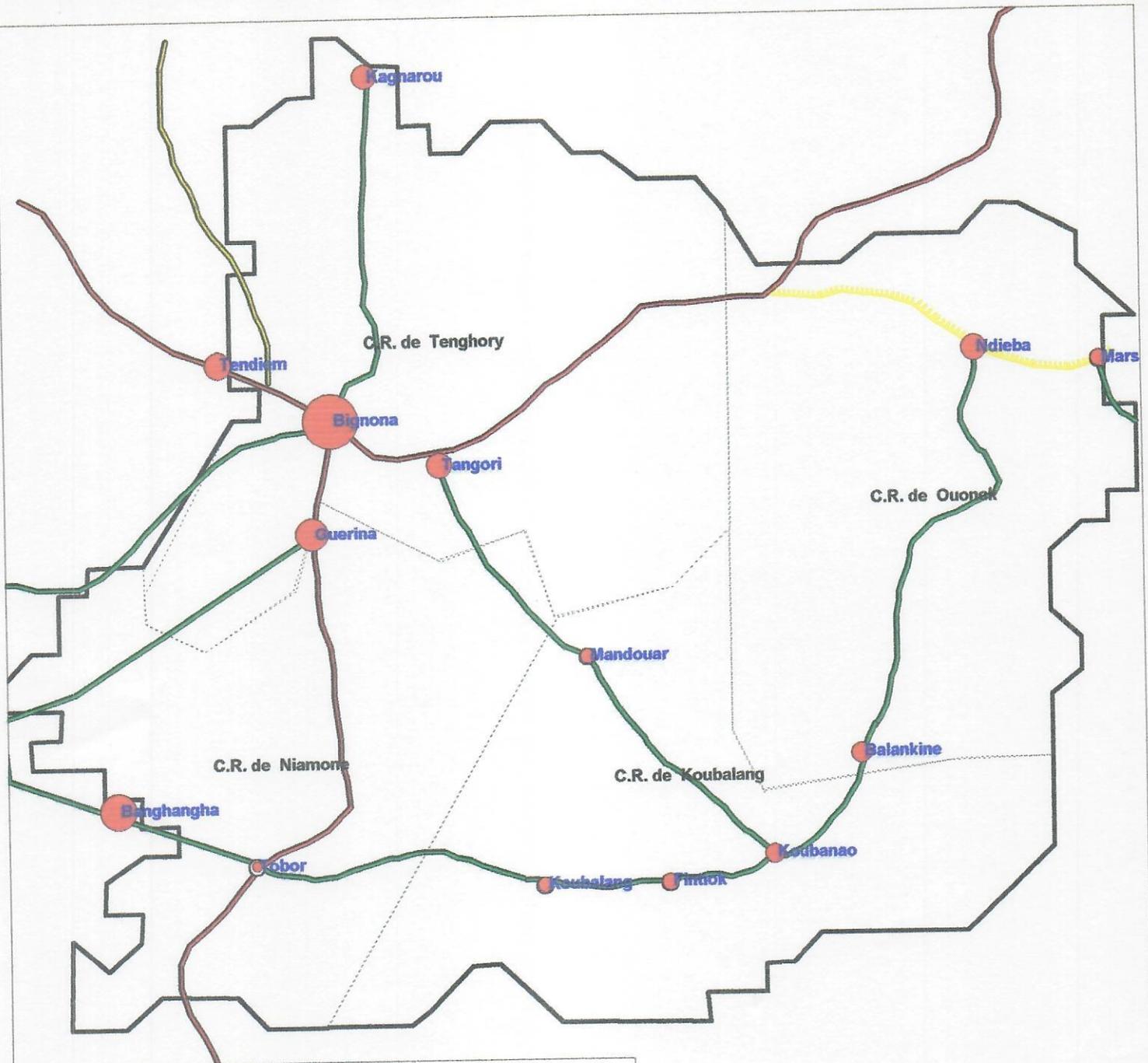


Arrondissement de Sindia
Legende

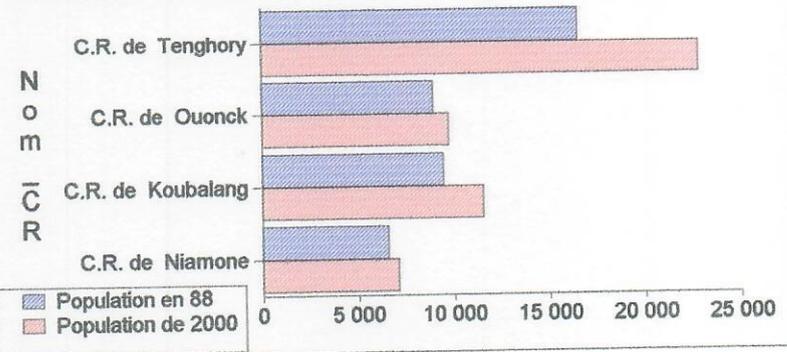
- Represente 8 000 hbts
- Represente 4 000 hbts
- Represente 800 hbts
- Route Departementale
- Route Nationale
- Route repertoriée
- Route Regionale
- Limite d'arrondissement
- Limite de communauté rurale

Maître de l'ouvrage : Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre : Direction de la planification
 Chef de projet : Malick SOW
 Titre du projet : Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin : Répartition de la population de Sindia
 Conçu par : M.S. et Associés
 Réalisé par : Ibrahima WATHIE
 Approuvé par : Malick Sow
 Echelle : 1 / 450 000
 Date : 07 mai 1999





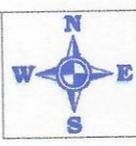
Evolution de la population de Tenghory entre 88 et 2000



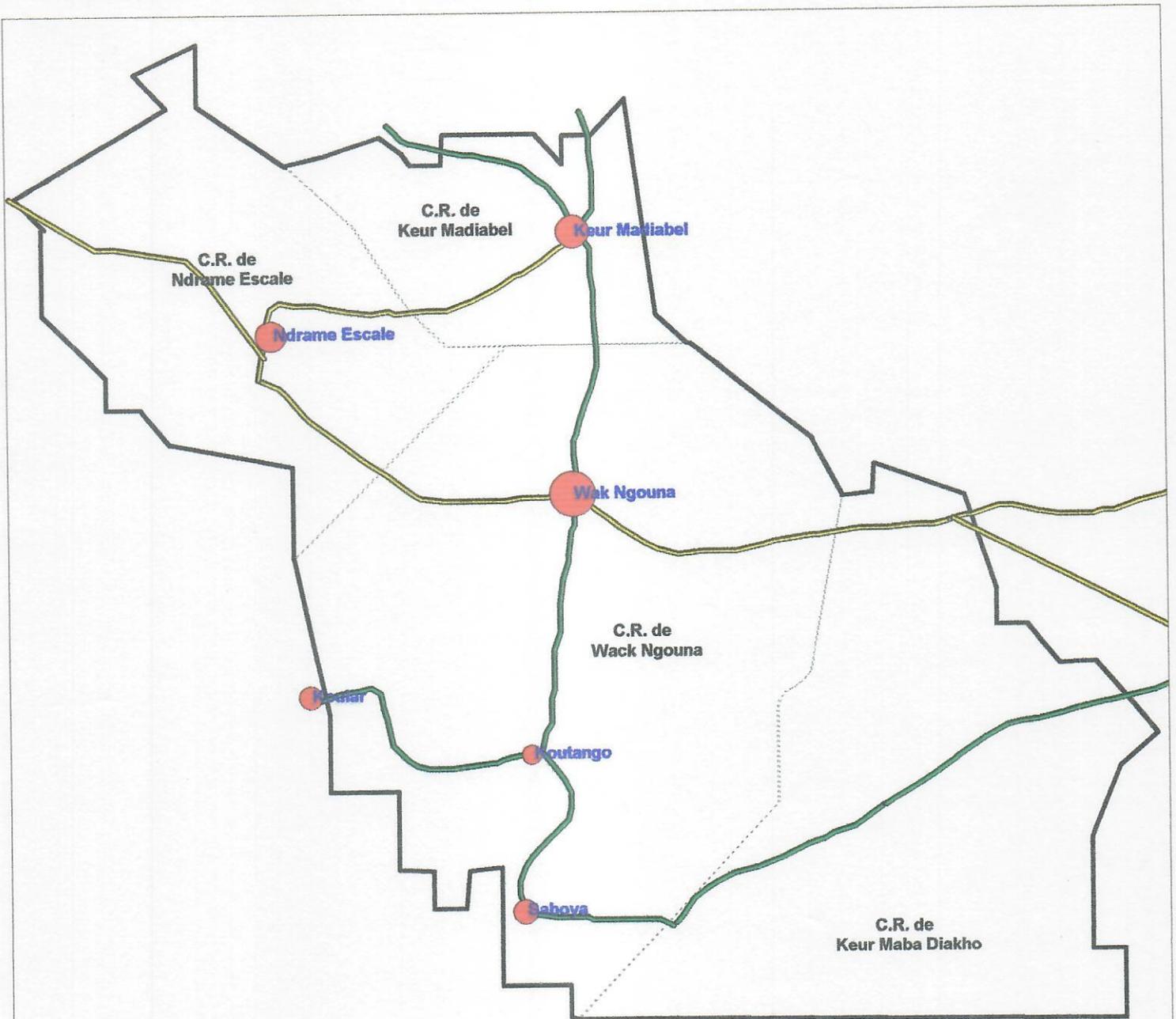
Arrondissement de Tenghory

Arrondissement de Tenghory Legende

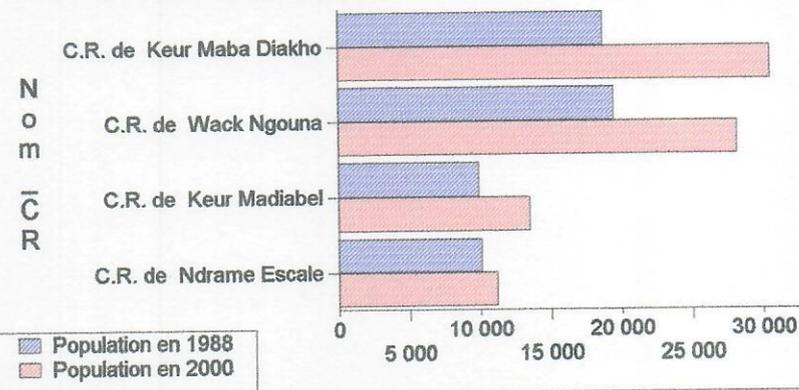
- Represente 8 000 hbts
- Represente 4 000 hbts
- Represente 800 hbts
- Route Departementale
- Route Nationale
- Route repertoriée
- Route Regionale
- Limite d'arrondissement
- Limite de communauté rurale



Maître de l'ouvrage : Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre : Direction de la planification
 Chef de projet : Malick SOW
 Titre du projet : Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin : Répartition de la population de Tenghory
 Conçu par : M.S. et Associés
 Réalisé par : Ibrahima WATHIE
 Approuvé par : Malick Sow
 Echelle : 1 / 200 000
 Date : 07 mai 1999

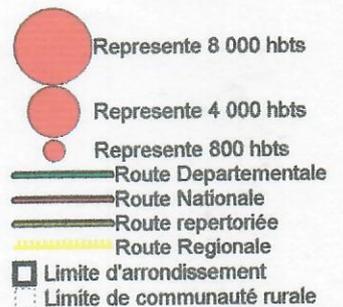


Evolution de la population de Wack Ngouna entre 88 et 2000



Arrondissement de Wack Ngouna

Arrondissement de Wack Ngouna Legende



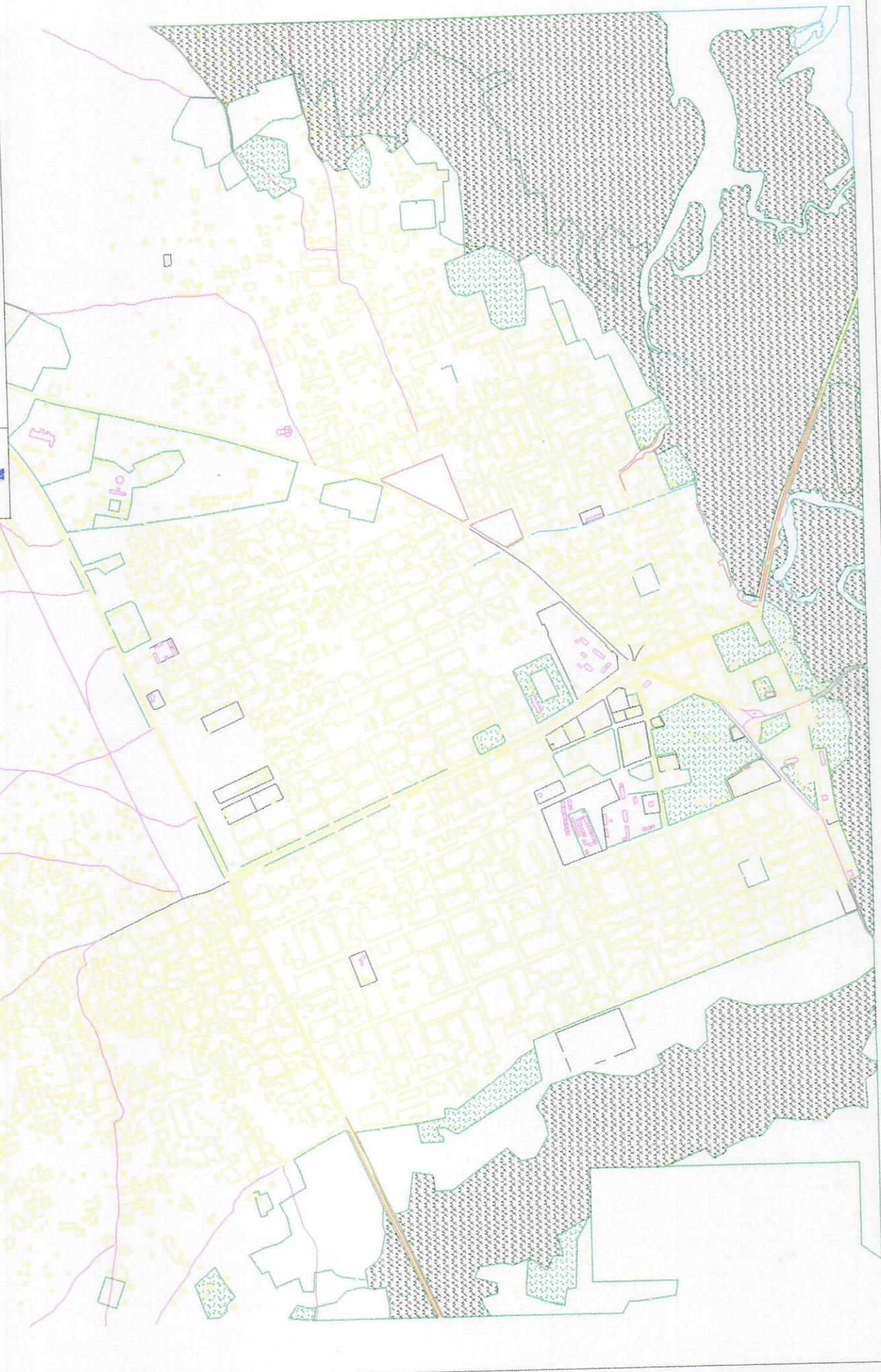
Maître de l'ouvrage : Ministère de l'économie des finances et du plan
 Maître d'oeuvre : Direction de la planification
 Chef de projet : Malick SOW
 Titre du projet : Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Titre du dessin : Répartition de la population de Wack Ngouna
 Conçu par : M.S. et Associés
 Réalisé par : Ibrahima WATHIE
 Approuvé par : Malick Sow
 Echelle : 1 / 150 000
 Date : 07 mai 1999

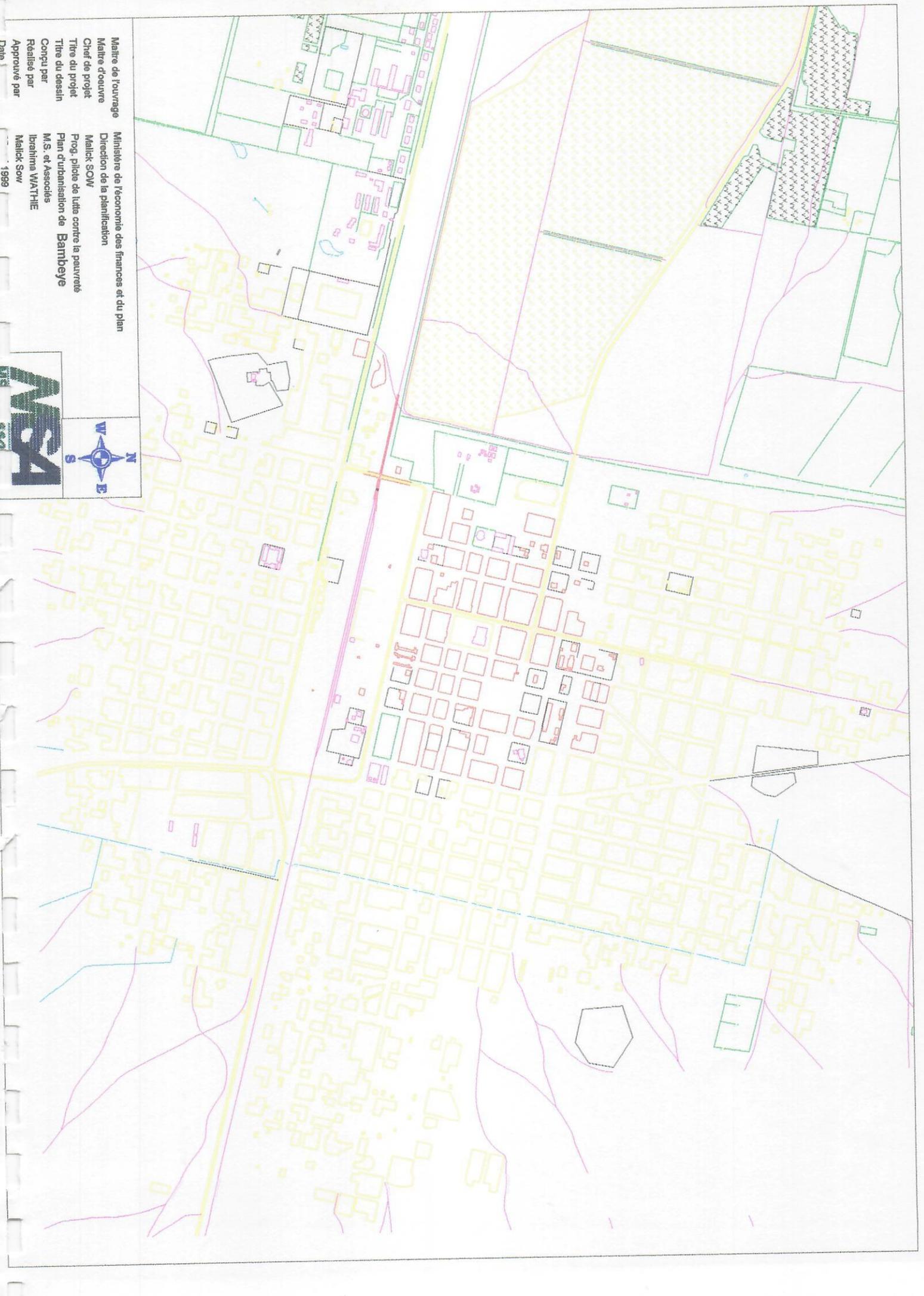


Maitre de l'ouvrage
Maitre d'oeuvre
Chef de projet
Titre du projet
Titre du dessin
Conçu par
Réalisé par
Approuvé par
Date



Ministère de l'économie des finances et du plan
Direction de la planification
Maitck SOW
Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
Plan d'urbanisation de **Biagona**
M.S. et Associés
Ibrahima WATTHE
Maitck Sow
07 avril 1999

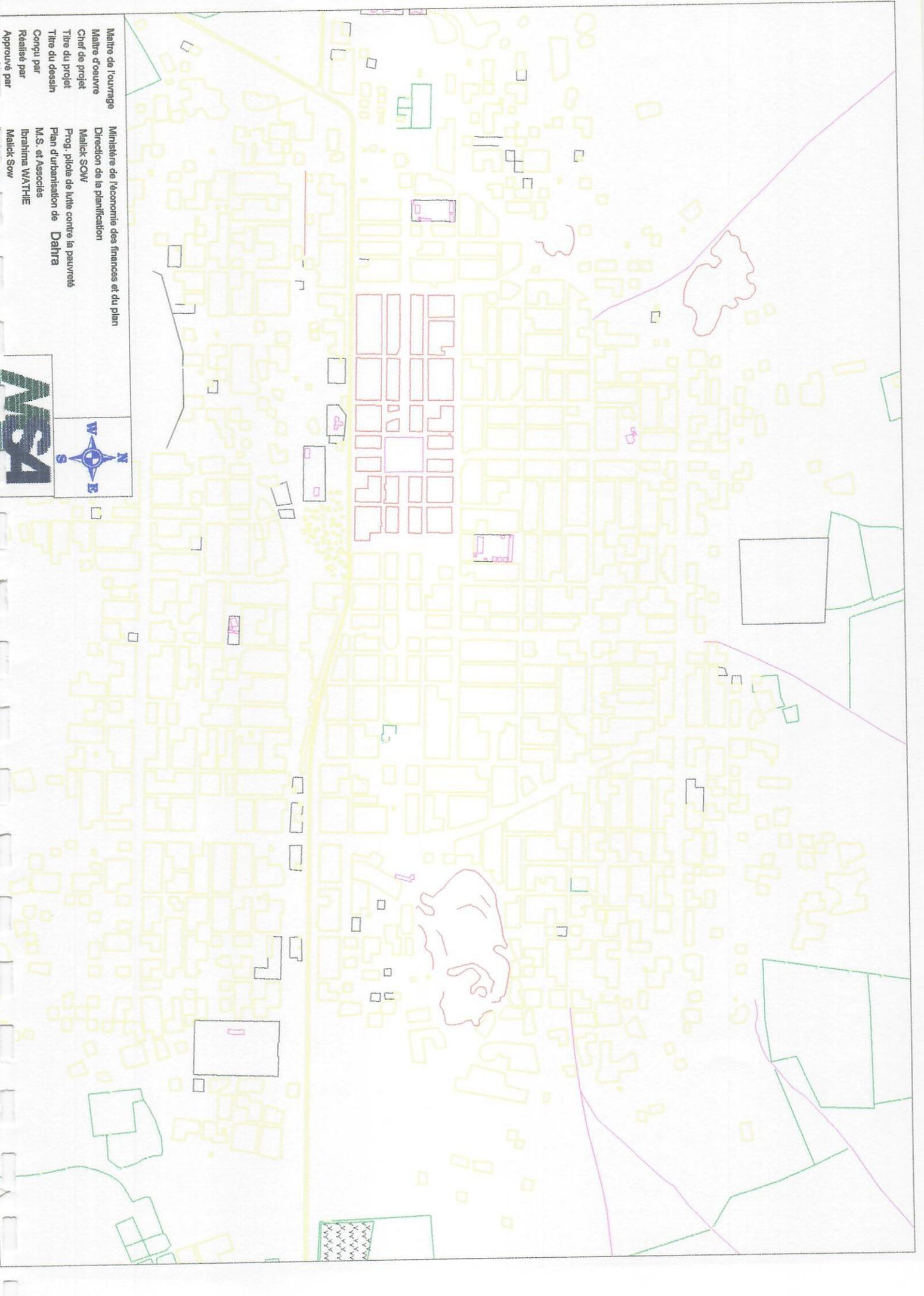




Maitre de l'ouvrage
Maitre d'oeuvre
Chef de projet
Titre du projet
Titre du dessin
Conçu par
Réalisé par
Approuvé par
Date

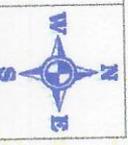
Ministère de l'économie des finances et du plan
Direction de la planification
Malick SOW
Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
Plan d'urbanisation de Bambeye
M.S. et Associés
Ibrahima WATHIE
Malick Sow
1999



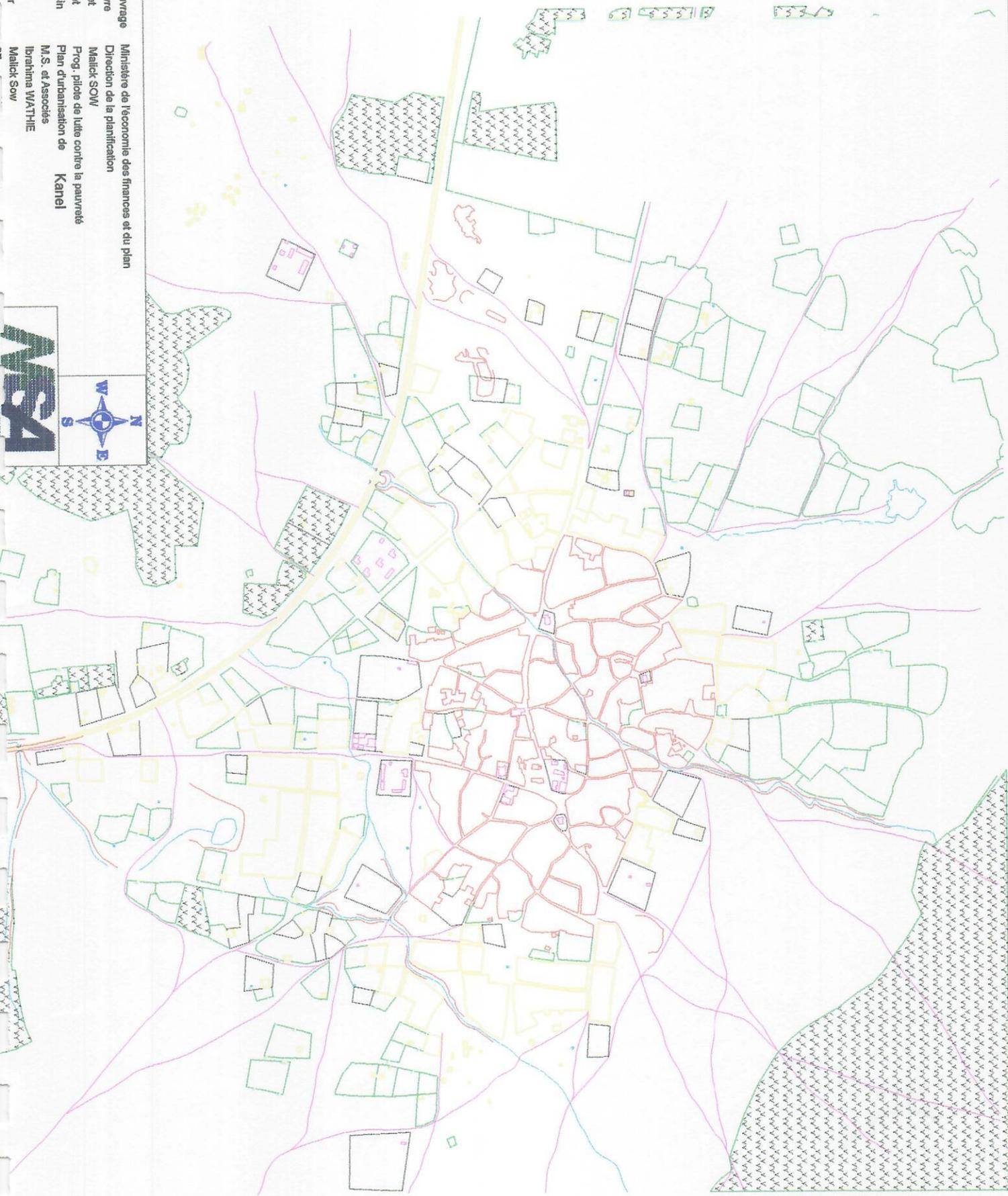


Maitre de l'ouvrage
Maitre d'oeuvre
Chef de projet
Titre du projet
Conçu par
Realisé par
Approuvé par

Ministère de l'économie des finances et du plan
Direction de la planification
Malick SOW
Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
Plan d'urbanisation de
Dahra
M.S. et Associés
Ibrahima WATHIE
Malick Sow



1999



Ministère de l'économie des finances et du plan
Direction de la planification
Maitre d'ouvrage
Maitre d'oeuvre
Maitrick SCW
Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
Plan d'urbanisation de Kanel
Conçu par
M.S. et Associés
Ibrahima WATHIE
Réalisé par
Maitrick Sow
Approuvé par
07 mai





Maitre de l'ouvrage
 Maitre d'oeuvre
Chef de projet
 Titre du projet
Titre du dessin
 Conçu par
 Réalisé par
 Approuvé par
 Date

Ministère de l'économie des finances et du plan
 Direction de la planification
 Malick SOW
 Prog. pilote de lutte contre la pauvreté
 Plan d'urbanisation de Marsassoum
 M.S. et Associés
 Ibrahimia WATHIE
 Malick Sow
 07 mai 1999





Maître de l'ouvrage
Ministère de l'économie des finances et du plan

Maître d'œuvre
Direction de la planification

Chef de projet
Malick SOW

Titre du projet
Prog. pilote de lutte contre la pauvreté

Titre du dessin
Plan d'urbanisation de NIORO

Conçu par
M.S. et Associés

Réalisé par
Ibrahima WATHIE

Approuvé par
Malick Sow

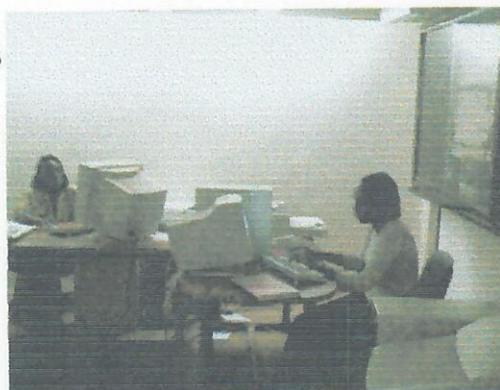


07 m. 1/10000

Profil

Grâce au profil et à l'expertise acquise par ses consultants associés, MSA, s'est avantageusement positionné pour offrir des services et des solutions innovatrices s'appuyant sur un travail professionnel de qualité.

Avec des ressources qualifiées et des logiciels de pointe nous sommes à l'avant-garde de solutions optimales pour la résolution de problèmes de développement et préconisons des propositions avancées destinées à nos clients: administration, projets, entreprises, secteur privé, municipalités.....



La conjugaison de ces moyens constitue une base solide d'intégration sur laquelle s'appuie MSA pour réaliser la faisabilité des projets qui lui sont confiés.

Quelques études récentes auxquelles nos consultants associés ont pris part:

- ◆ « Etude de Faisabilité d'une centrale d'achat de papier journal au Sénégal, Mali, Burkina Faso, Cote d'Ivoire et Ghana »
*En collaboration avec PROGESIS
Institut PANOS , Février 1999*
- ◆ « Evaluation des impacts du Programme d'Organisation et de Gestion Villageoise (POGV) »
Ministère de l'Agriculture, FIDA septembre 1999
- ◆ « Evaluation Du Programme de Nutrition Communautaire »
*En collaboration avec PROGESIS
AGETIP / Banque Mondiale / Gvt SENEGAL*
- ◆ « Evaluation Des Projets de Lutte contre la Pauvreté »
PNUD sEN -97-004
- ◆ « Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de la CR de BALLOU (dept de Bakel) » (PGCRN / USAID 685 - 0305)
- ◆ « Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de la CR de MOUDERY (dept de Bakel) » (PGCRN / USAID 685 - 0305)
- ◆ « Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de la CR de GABOU (dept de Bakel) » (PGCRN / USAID 685 - 0305)
- ◆ « Plan d'Execution du PAGT de la CR de BALLOU (dept de Bakel) » (PGCRN / USAID 685 - 0305)
- ◆ « Plan d'Execution du PAGT de la CR de MOUDERY (dept de Bakel) » (PGCRN / USAID 685 - 0305)
- ◆ « Plan d'Execution du PAGT de la CR de GABOU (dept de Bakel) » (PGCRN / USAID 685 - 0305)

Nos ressources

◆ Informatique

- 1 réseau NT avec 7 postes de travail
- 3 ordinateur pentium 200, 32 meg de 2.50 giga de disque dur
- 1 ordinateur pentium 166, 32 meg de 5 giga de disque dur.
- 2 ordinateurs pentium 133, 24 meg de 1.50 giga de disque dur
- 1 ordinateur pentium 120, 24 meg de 1.50 giga de disque dur
- 1 ordinateur DX 4 486 100 megahertz 8 meg de Ram, 850 meg de disque dur
- 4 ordinateurs DX 386 60 megahertz 8 meg de Ram 500 meg de disque
- 1 ordinateur portable pentium 75 meg, 850 meg de disque dur
- 2 tablettes numérisantes sumasketch 3
- 1 traceur Calcomp design mate



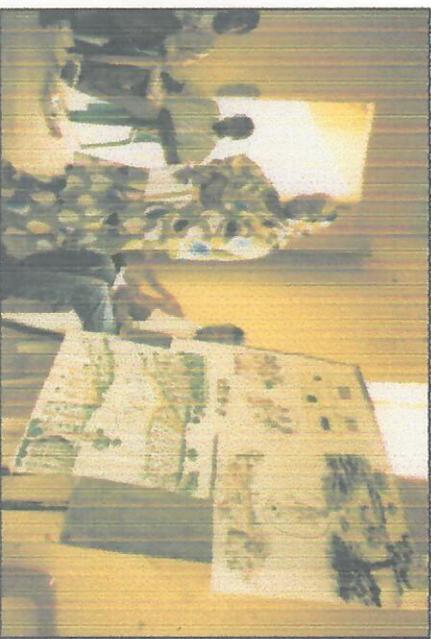
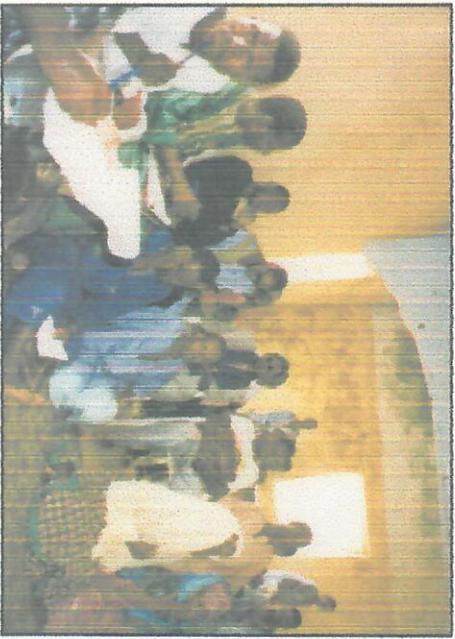
Moyens de déplacement

- 1 Jeep Cherokee 4 X 4
- Toyota Land Cruiser 4 X 4 huit places
- Mitsubishi pajero 9 places

DIAGNOSTIC PARTICIPATIF : Restitution de programmes de projets par des équipes MS & Associés dans les Communautés Rurales de Moudéry et Gabou (département de Bakel)

Projet USAID 685-0305

Août 1996



BIBLIOGRAPHIE

Chambers, Robert, 1982: "Health; Agriculture and Rural Poverty: Why Season Matter?" Journal of Development Studies, January, 1982.

CHAMBERS, Robert, 1990: "Développement rural: la Pauvreté Cachée", Paris Karthala, 374 pages.

CORNIA, G.A, JOLLY, G.A STEWART, F (eds) 1987 : "L'ajustement à visage humain : protéger les groupes vulnérables". UNICEF, Clarendon Press, Oxford University Press, volume 1.

Direction de la Prévision et de la Statistique /Macro International Systems, 1992 : Enquête Démographique et de Santé au Sénégal.

Direction de la Prévision et de la Statistique, 1993 : Dimensions sociales de l'ajustement, Enquête Sur les Priorités, Résultats Préliminaires , 120p.

Direction de la Prévision et de la Statistique /Macro International Systems, 1997 : Enquête Démographique et de Santé au Sénégal.

GROSSE, S. and SADIO, A., 1990 : "The Seasonality of malnutrition and birthweight in the Senegambia".

Guy, GUGGLIOTTA, 1993: "Drawing the Poverty Line: A Calculation" Science, Political Economy, 1992

KELLY, Valerie, 1993: "Consumption and Supply Impacts of Agricultural Price Policies in the Peanut Basin and Senegal Oriental" Final report

KANBUR, R., 1990: "La pauvreté et les dimensions sociales de l'ajustement structurel en Côte d'Ivoire". Document de travail n°2 , DSA , Banque Mondiale, Washington.

M., Lawrence and F., Lawrence: "Seasonal Pattern of Activity and Its Nutritional Consequences in The Gambia" in David E. SHAN "Seasonal Variability in Third World Agriculture: The Consequence for Food Security", The John Hopkins University Press.

NKULIKIYE, T., 1991: "Situation nutritionnelle et sanitaire au Sénégal", MSPAS/DSP/SANAS.

ORSTOM: "Population et Santé a Niakhar: Niveaux, tendances des principaux indicateurs Démographiques et Epidémiologiques de la Zone d'Etude, 1984-1991".

SADIO, Abdoulaye, 1990: "High Risk Fertility Behavior: Policy Implications for Sub-Saharan Africa". Working paper, The University of Michigan, 1990.

SADIO, Abdoulaye, 1993 : "The Senegalese Priority Survey: What has been learnt", Washington, May 1993

SAHN, D.E 1990: "Malnutrition in Côte d'Ivoire, Social Dimensions of Adjustment in Sub Sahara Africa", Working paper n° 4, The World Bank.

The word Bank: Designing a targetting System for the Egypt Social Fund, SDA Newsletter, Volume 1 /number 3, Winter 1992.

World Bank, 1994: Sénégal: An Assesement of Living Conditions, Washington

AGTIP. 1994 Programme de l'atelier de planification du projet Dakar SENEGAL
AGTIP 1995 Mission d'évaluation du PNC Dakar SENEGAL

Athie Cheikh T 1994 Etude sur l'identification des ONG, GIE, Et autre groupements de base pour la composante nutrition dans les quartiers pauvres AGTIP Dakar

Chritine Nare 1994 Rapid assesment AGTIP Dakar

Guïro Amadou Tidiane 1994 Etude des Habitudes alimentaires étude des alimentaire des population cibles du projet de nutrition communautaire au Senegal AGTIP Dakar

Malick El hadji 1994 : Etude sur la mobilisation sociale, les expériences UNICEF, AGETIP, PRETECH. AGETIP, Dakar

McLellan, Iain. 1994. IEC/Social Mobilisation Strategy for Senegal Community Nutrition Project. AGETIP, Dakar

Sall, Guelaye. 1994. Rapport du consultant en nutrition/santé. AGETIP, Dakar.

SANAS. 1991. Programme National dde Nutrition, Plan d'Action 1991-96. Ministère de la santé Publique. Sénégal

Séne, Hélène. 1994. Etude de base préparatoire, Document synthèse. AGETIP, Dakar

USAID. 1993. Nutrition of Infants and Young Children in Senegal. Africa Nutrition Chartbooks. Macro International Inc., Colombia, Md., USA

UNICEF. 1992. Plan d'opérations du programme de coopération en faveur des enfants et des femmes au Sénégal. Sénégal

Wurdemann, Willeem. 1994. Local Producyion of a Blended food in Senegaal for Use in the Community Nutrition Project. AGATIP and World food Program, Dakar